

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président du Sénat, le 2 décembre 1992, d'une demande d'avis sur une proposition de "loi spéciale" visant à achever la structure fédérale de l'Etat" (Doc. Sénat, 1992-1993, n° 558-1), après avoir examiné l'affaire aux séances des 8, 9, 10, 16, 17 et 18 décembre 1992", a donné le 18 décembre 1992 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 2 december 1992 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van "bijzondere wet" tot vervollediging van de federale Staatsstructuur" (Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 558-1), na de zaak te hebben onderzocht op de vergaderingen van 8, 9, 10, 16, 17 en 18 december 1992", heeft op 18 december 1992 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

La proposition de loi spéciale soumise pour avis tend notamment à mettre à exécution plusieurs articles de la Constitution, en cours de révision ou à insérer. Le texte de ces nouvelles dispositions, qui doivent encore être adoptées, notamment des articles 1er, 53, 59quater, 59quinquies et 103, alinéa 4, de la Constitution, est contenu dans les propositions de révision de la Constitution, jointes à la demande d'avis, et faisant respectivement l'objet des documents parlementaires Chambre, 722/1 - 92/93, Sénat, 100-20/1° (S.E. 1991-1992), Chambre, 725/1 - 92/93, Chambre, 726/1 - 92/93, et Chambre, 736/1 - 92/93.

Se référant à des précédents, le Président du Sénat invite le Conseil d'Etat à émettre un avis sur la conformité et la compatibilité de la proposition de loi spéciale avec la Constitution, telle qu'elle sera en vigueur quand les propositions de révision précitées auront été adoptées par le législateur.

L'avis du Conseil est, dès lors, émis sous la réserve expresse que les nouvelles dispositions de la Constitution soient formulées telles qu'elles sont proposées dans les propositions de révision précitées ou qu'elles contiennent du moins des dispositions pouvant procurer le fondement constitutionnel requis à la proposition de loi spéciale présentement sous examen.

Il est souligné une fois de plus que le Conseil d'Etat ne se prononce aucunement dans son avis sur les propositions

.../...

mêmes de révision de la Constitution (1), cette matière n'entrant pas, en effet, dans la compétence d'avis impartie par la loi au Conseil d'Etat.

Bien que le Conseil d'Etat ne se prononce pas sur la cohérence des dispositions constitutionnelles en voie de révision, avec les articles en vigueur, force est de constater que l'autonomie constitutive, visée dans les articles 7 et suivants de la proposition, si elle peut s'inscrire dans la perspective de l'article 59quater proposé, n'est pas en harmonie avec les principes inscrits dans les articles 59bis, § 1er, et 107quater, qui ne sont pas revisables et qui réservent exclusivement à la loi spéciale la compétence de déterminer la composition et le fonctionnement des Conseils communautaires et des Conseils régionaux.

Chapitre Ier. - Modifications de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 1er.

1. L'article 1er tend à attribuer aux Communautés une plus large compétence en ce qui concerne la politique en matière d'aide sociale. Ainsi donc, les "règles organiques des centres publics d'aide sociale" (article 5, § 1er, II, 2^o, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) ne sont plus soustraites de manière générale à la compétence des Communautés, mais la compétence qui reste réservée en la matière

(1) Voir l'avis L. 13.334/1/2 des 31 mai - 6 juin 1979, dans Doc. Sénat, S.E. 1979, n° 261/1, annexe I, p. 4.

à l'autorité fédérale est limitée à quatre aspects partiels, limitativement définis, de la politique de l'aide sociale. De ce fait, notamment la composition et le fonctionnement du conseil de l'aide sociale, le personnel, la gestion, le financement et la tutelle administrative des centres publics d'aide sociale relèveront de la compétence des Communautés.

2. Aux termes de l'article 5, § 1er, II, 2°, b) proposé, de la loi spéciale, font exception à la compétence de principe des Communautés les règles relatives au droit, garanti à toute personne par l'article 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, "à l'aide sociale" ainsi que celles relatives aux interventions du centre public d'aide sociale pour "assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité", telles qu'elles sont réglées au chapitre IV de la loi organique précitée. Selon les développements (pp. 13 et 14), ces deux exceptions "portent sur des droits de base. Elles peuvent être considérées comme le minimum garanti à toutes les personnes résidant en Belgique" et les Communautés "pourront garantir en matière d'aide sociale des droits complémentaires au minimum garanti au niveau fédéral". Toutefois, cette intention n'apparaît pas suffisamment du texte proposé qu'il y aurait lieu de compléter sur ce point - par exemple en insérant les mots "sans préjudice de la compétence des Communautés pour ...". A cet égard, il appartiendra au législateur spécial de préciser de manière plus explicite quelles sont, au juste, ses intentions, notamment sur le point de savoir s'il s'agit de formes nouvelles d'aide, d'une aide complémentaire, ou des deux. A titre subsidiaire, il y aura lieu d'explicitier si les Communautés sont compétentes pour fixer leurs propres règles, relativement à ces

.../...

"droits complémentaires", notamment en matière de recouvrement, ou si les règles fédérales y seront automatiquement applicables.

3. En ce qui concerne la compétence, réservée à l'autorité fédérale au point d) de l'article 5, § 1er, II, 2º, proposé, relativement aux règles de la "loi de pacification" du 9 août 1988, la question peut se poser de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'excepter de la compétence des Communautés les règles insérées dans la loi organique du 8 juillet 1976 par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles et qui se rapportent notamment aux centres publics d'aide sociale dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit plus particulièrement des articles 6, § 4, 11, § 5, 18ter, 27, § 4, et 27bis, § 1er, dernier alinéa, de la loi organique précitée, insérés par les articles 4 à 8 de la loi du 16 juin 1989. Bien que les développements (p. 15) considèrent, en ce qui concerne l'article 6, § 4, de la loi organique, que le règlement qui y est visé reste d'application aussi longtemps qu'il n'est pas modifié par la Commission communautaire commune, il y a lieu d'observer que les dispositions précitées, bien que ne figurant pas dans la "loi de pacification", peuvent également être qualifiées d'éléments de la "pacification communautaire", dont le règlement est réservé, pour le surplus, à l'autorité fédérale. La question est d'autant plus prégnante que l'article 27bis de la loi organique a été inséré par l'article 17 de la "loi de pacification" du 9 août 1988 et complété par la suite par l'article 8 de la loi du 16 juin 1989.

En tout état de cause, il y aurait lieu d'améliorer le point d) comme suit :

.../...

"les règles relatives aux centres publics d'aide sociale des communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et des communes de Comines-Warneton et Fourons, inscrites dans la loi du 9 août 1988 ... (la suite comme dans la proposition)".

4. Pour terminer, l'attention est attirée sur l'incidence que la nouvelle répartition de compétences peut avoir sur le projet de loi "contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire", déposé devant les Chambres législatives (Doc. Chambre, S.E. 1991-1992, n° 630/1).

Article 2.

Paragraphe 1er.

L'article 2, § 1er, tend à apporter des modifications à l'article 6, § 1er, II et V, de la loi spéciale du 8 août 1980, dont les dispositions sont groupées sous la rubrique II, qui se rapportera donc désormais, tant à l'environnement qu'à la politique de l'eau. Il reproduit, en l'adaptant, l'article 1er d'une proposition de loi spéciale (Doc. Chambre, S.E. 1991-1992, n° 600/1), qui a déjà été soumise à l'avis de l'assemblée générale de la section de législation (ibid., n° 600/2). La nouvelle proposition de texte tient largement compte de cet avis.

A la suite de la demande de précisions quant à la situation dans laquelle une importation de déchets en provenance d'une Région s'accompagne d'un transit par une autre Région (avis, p. 20), les développements (p. 15) précisent que "le

.../...

transport dans une Région de déchets importés ou exportés par une autre Région ne peut pas être assimilé à un "transit" pour lequel l'autorité fédérale est compétente ... (de sorte qu') il appartient à la Région sur le territoire de laquelle les déchets sont transportés d'accorder l'autorisation nécessaire".

Il conviendra de tenir compte de ce qui précède lors de la concertation au sujet de la coordination de la politique en matière d'importation, d'exportation et de transit de déchets, prescrite à l'article 2, § 10, de la proposition de loi spéciale.

Paragraphe 2.

L'article 2, § 2, attribue aux Régions, à l'article 6, § 1er, V, (nouveau), proposé, de la loi spéciale, des compétences déterminées en matière de politique agricole.

Aux termes de la disposition proposée de l'alinéa 1er, 1º, la compétence des Régions est restreinte à "l'application" des mesures européennes dans le cadre de la politique de structure agricole, et cela uniquement dans la mesure où il s'agit de mesures d'application qui s'inscrivent dans le cadre du Fonds agricole et qui sont relatives à l'aide spécifique à l'agriculture dans les régions défavorisées et au développement rural.

La portée de cette disposition pourrait être précisée en adaptant la rédaction comme suit :

.../...

"1° L'application, dans le cadre du Fonds agricole, des mesures européennes en matière de politique de structure agricole, relative ...".

Il serait préférable de fusionner les dispositions figurant aux 5° et 6° de l'alinéa 1er.

Paragraphe 3.

L'article 2, § 3, est relatif à la politique des débouchés et des exportations. Il ne peut être déduit avec certitude du texte proposé si la compétence d'octroyer des garanties contre les risques à l'exportation, l'importation et à l'investissement appartient également aux Régions, auquel cas il s'agirait d'une compétence parallèle, ou si cette compétence est exclusivement fédérale. Il n'apparaît pas non plus clairement si la condition de concertation avec les Régions, "de préférence par le biais d'accords de coopération", est relative uniquement à la compétence fédérale de mener une politique de promotion, comme le suggèrent les développements (p. 24), ou si elle porte plutôt sur les trois compétences réservées par cette dispo-

sition à l'autorité fédérale. Afin d'exclure toute confusion possible à cet égard, il est recommandé, compte tenu de la première question d'interprétation soulevée, d'énumérer les trois compétences fédérales respectivement sous les points a), b) et c). Les mots "par souci d'efficacité maximale" et "de préférence" expriment d'ailleurs une volonté, plutôt qu'une règle légale contraignante; au surplus, il n'y a guère de pertinence à souligner la faculté de conclure librement des accords de coopération, dès lors que cette faculté est déjà prévue d'une manière générale à l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale.

Paragraphe 5.

En ce qui concerne la disposition proposée à l'article 2, § 5, il convient de constater qu'elle ne procure pas exécution à la compétence normative du législateur décentralisé, mise en perspective dans la proposition de révision de l'article 108, alinéa 4, de la Constitution, de fixer les conditions et le mode suivant lesquels plusieurs provinces peuvent s'entendre ou s'associer. Etant donné que la proposition précitée de révision semble exclure la compétence normative du législateur fédéral ordinaire en matière d'associations de provinces, un vide juridique pourrait se produire en l'occurrence, si, ainsi qu'il a été évoqué ci-dessus, l'exécution par une loi à majorité spéciale n'a pas lieu.

Paragraphe 7.

.../...

Il n'apparaît pas clairement pourquoi la concertation prescrite à l'article 2, § 7, fait l'objet d'un paragraphe 2bis, nouveau, à insérer à l'article 6 de la loi spéciale, dès lors que la disposition proposée peut être maintenue au paragraphe 3, 7°, de l'article 6 de la loi spéciale. En tout état de cause, il conviendrait d'écrire "se concerte" au lieu de "doit se concerter". Il y aurait lieu également de fournir des précisions quant au passage des développements (p. 28) selon lequel, dans le texte français, le mot "activités" est plus large que le mot "travaux" qui figure dans l'actuel article 6, § 3, 7°, de la loi spéciale, d'autant que le mot "travaux" correspond mieux au mot "werkzaamheden", maintenu dans le texte néerlandais.

Paragraphe 9.

En ce qui concerne l'article 2, § 9, le Conseil rappelle sa suggestion d'étendre cette procédure de concertation aux normes de produits que l'autorité fédérale envisage de fixer sur la base de la compétence qui lui est réservée par l'article 6, § 1er, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980 (avis du Conseil d'Etat, assemblée générale de la section de législation, du 16 septembre 1992, Doc. Chambre, S.E. 1991-1992, n° 600/2, p. 18-19).

Paragraphe 10.

A l'article 2, § 10, il conviendrait d'écrire "L'autorité fédérale" au lieu de "L'autorité fédérale concernée".

Article 3.

.../...

Selon les développements (p. 30) la modification, proposée à l'article 3, de l'article 6bis de la loi spéciale "vise à établir une répartition claire (des compétences en matière de recherche scientifique) de nature à éviter les éventuels conflits de compétence". Compte tenu de l'imprécision de la formulation, il est douteux que cet objectif puisse être atteint. A titre d'exemple, le texte proposé appelle les questions suivantes :

- Quelle est, quant à la portée, la différence entre le paragraphe 1er proposé et la compétence des Communautés et des Régions, telle qu'elle est prévue actuellement à l'article 6bis, § 1er, de la loi spéciale ?
- Faut-il inférer de l'emploi du mot "nécessaire" au paragraphe 2, 1^o, que la compétence attribuée par le présent texte à l'autorité fédérale est plus restreinte que celle qu'elle tient à l'heure actuelle de l'article 6bis, § 2, de la loi spéciale ?
- Le paragraphe 2, 2^o, proposé, vise-t-il les réseaux d'échange de données entre les institutions scientifiques "nationales", ou également les réseaux d'échange de données entre les différentes Communautés et Régions ? Résulte-t-il de l'emploi du mot "doivent" dans les développements (p. 31) que l'autorité fédérale peut imposer aux institutions communautaires et régionales l'obligation de se raccorder à des réseaux nationaux et internationaux ? Les mêmes développements impliquent-ils que l'exécution et l'organisation de réseaux entre institutions communautaires et régionales relèvent de la compétence respective des Communautés et des Régions ?

.../...

2. Selon les développements (p. 30), la nouvelle répartition de compétences ne s'appliquera qu'à de nouveaux programmes et initiatives, de sorte qu'elle ne sera applicable ni aux programmes et initiatives existants, ni - en règle générale - au renouvellement des programmes en cours. Il conviendrait d'inscrire expressément cette précision dans le texte même de la proposition, dès lors que, à défaut d'une disposition transitoire en sens contraire, une nouvelle répartition de compétences est d'application immédiate.

3. A l'article 3, § 3, il conviendrait d'écrire "à composer" au lieu de "composé".

Articles 5 et 6.

1. Les articles 5 et 6 de la proposition, qu'il convient de lire conjointement, concernent la délimitation des compétences des Communautés et des Régions dans les matières que la Constitution réserve à la loi.

L'article 6 tend à atténuer l'interdiction de principe, faite aux Communautés et aux Régions par l'article 19, § 1er, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980, de régler des matières que la Constitution réserve à la loi, en ce sens que l'interdiction ne vaudra pas dans la mesure où les Communautés ou les Régions peuvent se prévaloir de l'application de l'article 10 de la loi spéciale.

.../...

L'article 5 de la proposition vise à étendre la compétence pénale, attribuée aux Communautés et aux Régions par l'article 11 de la loi spéciale.

L'article 11 existant n'était déjà en fait rien d'autre qu'une double dérogation à l'interdiction, faite aux Communautés et aux Régions à l'article 19, § 1er, alinéa 1er, de régler des matières que la Constitution réserve à la loi. Il autorisait, en effet, les Communautés et les Régions à ériger en infraction les manquements à leurs décrets et à déterminer parmi les peines prévues au livre Ier du Code pénal (à l'exception des peines criminelles fixées à l'article 7 de ce Code) celles qui sont applicables à ces infractions.

L'article 5 étend cette compétence pénale sur quatre points. Ces extensions concernent elles aussi, toutes les quatre, des matières que la Constitution réserve à la loi :

- 1° les décrets pourront prévoir désormais n'importe quelle peine du livre Ier du Code pénal, y compris dès lors les peines criminelles;
- 2° les décrets pourront prévoir des peines autres que celles figurant au livre Ier du Code pénal, sous la réserve toutefois que de tels décrets ne pourront être sanctionnés qu'après avis conforme du Conseil des ministres sur cette nouvelle peine;
- 3° les décrets pourront déroger également à toutes les autres dispositions du livre Ier du Code pénal : en ce qui concerne les dispositions relatives à la récidive, ils le pourront apparemment d'une manière générale, tandis qu'ils ne le

.../...

pourront que pour des cas particuliers en ce qui concerne les autres dispositions;

4° en ce qui concerne les actes ou comportements qu'elles érigent en infraction, les Communautés et les Régions auront en outre la compétence :

- d'accorder la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire aux agents assermentés du Gouvernement de Communauté ou de Région;
- de régler la force probante des procès-verbaux;
- de fixer les cas pouvant donner lieu à perquisition.

Enfin, l'article 6 de la proposition soustrait implicitement au champ d'application de l'article 19, § 1er, alinéa 1er, de la loi spéciale les décrets réglant des matières visées aux articles 10 et 11.

Cette double modification est logique : l'application de l'article 10 ne se conçoit que lorsqu'il s'agit de régler des matières visées aux articles 4 à 9, si bien qu'il n'y a pas lieu de le mentionner spécialement, alors que l'application de l'article 11 implique une dérogation à l'interdiction formulée à l'article 19, § 1er, alinéa 1er.

2. Les articles 5 et 6 appellent les observations suivantes :

.../...

2.1. L'intention est manifestement d'établir une distinction entre, d'une part, la faculté donnée aux Communautés et aux Régions de déroger aux dispositions du livre Ier du Code pénal en matière de récidive et, d'autre part, la faculté de déroger aux autres dispositions dudit livre Ier. Toutefois, il n'apparaît pas clairement en quoi consiste précisément cette distinction, ni quel est le motif qui la justifie.

2.2. Le principe de la séparation des pouvoirs - principe qui s'applique tant aux autorités fédérales qu'aux autorités communautaires et régionales - ne souffre pas que la faculté de sanctionner une décision prise par l'organe législatif élu d'une Communauté ou d'une Région soit subordonnée à l'avis conforme du Conseil des ministres (lire, probablement : l'accord donné par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres), en d'autres termes à l'accord de l'organe exécutif de l'autorité fédérale.

Si l'accord de l'autorité fédérale est jugé nécessaire en l'espèce, il devra faire l'objet d'une loi.

2.3. L'attribution expresse, dans l'article 11, alinéa 2, proposé, de certaines compétences en matière de recherche et de constatation des infractions soulève la question de savoir s'il sera ou non au pouvoir du législateur décrétoal de régler, en application de l'article 10 de la loi spéciale, d'autres aspects de la poursuite pénale.

Il conviendrait de clarifier ce point.

2.4. Il semble souhaitable que la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire puisse être conférée non seulement à des agents assermentés du Gouvernement de Communauté

.../...

ou de Région, mais également à des agents assermentés d'organismes ressortissant à l'autorité ou au contrôle du Gouvernement de Communauté ou de Région.

3. De manière générale, il y a lieu de relever que suivant les développements de la proposition de loi spéciale, l'intention formelle des auteurs de celle-ci est de maintenir l'unité nécessaire du droit pénal, alors que les dispositions proposées auront pour effet de permettre des applications différenciées de la loi pénale pour des questions aussi importantes que, par exemple, la participation, la tentative, les circonstances atténuantes, les causes de justification.

Articles 7 à 21.

1. Ces articles modifient un nombre de dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 qui sont relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil flamand, du Conseil de la Communauté française et du Conseil régional wallon ainsi que de leurs Exécutifs respectifs (qui seront désormais dénommés Gouvernements).

Les deux principales innovations consistent à instaurer l'élection directe des membres des Conseils concernés et à attribuer à ces Conseils, en application de l'article 59quater, § 4, alinéa 2, proposé, de la Constitution, la compétence de modifier eux-mêmes, sur la base de l'"autonomie constitutive" qui leur est conférée, certaines règles essentielles en ce qui concerne leur composition, leur élection et leur fonctionnement,

.../...

ainsi qu'en ce qui concerne la composition et le fonctionnement de leurs Gouvernements.

En vertu de l'article 59quater, § 4, alinéa 2, précité, l'"autonomie constitutive" peut uniquement être conférée au Conseil flamand, au Conseil de la Communauté française et au Conseil régional wallon.

Une telle autonomie ne peut dès lors être accordée ni au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, ni à l'assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ni au Conseil de la Communauté germanophone.

Il en résulte, de manière plus concrète, que les dispositions législatives réglant la compétence ou le fonctionnement de ces Conseils et de leur organe exécutif, devront être remaniées ou, en tout cas, être interprétées avec prudence à l'avenir, dans la mesure où elles rendent applicables des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980.

2. Suivant l'article 24 en projet (article 7 de la proposition), le Conseil flamand, le Conseil régional wallon et celui de la Communauté française peuvent, par décret, modifier le nombre de leurs membres.

En raison de l'autonomie constitutive qui leur est accordée en application de l'article 59quater, § 4, alinéa 2, proposé, une telle modification n'est, en soi, pas contestable. Toutefois, elle ne pourrait se réaliser qu'en respectant soit des critères objectifs, soit une procédure particulière comparable à

.../...

la procédure de révision de la Constitution, soit éventuellement les deux conditions à la fois.

Suivant la doctrine, l'autonomie qui est un des principes de base d'un Etat fédéral n'est pas absolue car l'autonomie des Etats fédérés est limitée par l'ordre constitutionnel de l'Etat fédéral. Cet ordre constitutionnel fédéral impose à l'Etat fédéré certains principes (par exemple : principes démocratiques) ou certaines formes d'organisation, par exemple le nombre et la composition des organes (2).

Il en résulte que la seule condition de majorité spéciale de deux tiers des voix est insuffisante. On ne conçoit pas qu'un des conseils énumérés ci-dessus puisse, à tout moment, augmenter ou diminuer le nombre de ses membres à la seule condition d'une majorité spéciale, alors que le Parlement fédéral ne pourrait le faire qu'en se conformant à la procédure de révision constitutionnelle.

Il convient, dès lors, que l'article proposé soit complété en indiquant les règles autres que la majorité spéciale qui doivent s'appliquer à toute modification, par les Conseils précités, du nombre de leurs membres.

Article 7.

1. L'article 24 proposé établit une distinction entre les six membres du groupe linguistique néerlandais et les dix-

(2) J. VELU, Notes de droit public, volume III, p. 704, Presses universitaires de Bruxelles, éd. 1982-1983.

neuf membres du groupe linguistique français, en ce sens que, pour les mandats cités en premier lieu, ce sont "les six premiers membres élus du groupe linguistique néerlandais" du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale qui sont pris en compte et que, pour les mandats cités en dernier lieu, il s'agit de "dix-neuf membres élus par le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en son sein". C'est uniquement si un ou plusieurs de ces "six premiers membres élus" du groupe linguistique néerlandais sont remplacés, que le successeur sera également élu par les membres (du groupe politique) du groupe linguistique auquel il appartenait (article 24, § 1er, alinéa 1er, 2º, seconde phrase, proposé).

L'article 31octies, § 1er, est incomplet, dans la mesure où il ne prévoit aucune procédure par laquelle le président ou le vice-président du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, selon le cas, déterminera les six premiers membres élus du groupe linguistique néerlandais qui feront partie du Conseil flamand.

2. Dès lors que ce n'est pas un groupe linguistique mais le groupe politique concerné d'un groupe linguistique qui procède aux désignations visées aux articles 24 et 31octies, il conviendrait d'apporter les corrections suivantes à ces articles :

- a) à l'article 24, § 1er, alinéa 1er, 2º, seconde phrase, il y aurait lieu d'écrire : "... , le groupe politique du groupe linguistique néerlandais auquel ce ou ces membres appartiennent peut ...";

.../...

- b) à l'article 24, § 3, alinéa 1er, 2° : "... élus par les groupes politiques concernés du groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en leur sein, ...";
- c) à l'article 31octies, § 3 : "..., les membres du groupe politique concerné du groupe linguistique français ou néerlandais ...".

3. Tel que l'article 24, § 1er, alinéa 1er, 2°, est formulé, le membre "suppléant" du groupe linguistique néerlandais reste membre du Conseil flamand, même si le motif de son élection a disparu, par exemple lorsque le "premier membre élu" en remplacement duquel il a été désigné, démissionne du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Inversement, un "premier membre élu" qui accède ultérieurement au pouvoir exécutif bruxellois, reste également membre du Conseil flamand, sauf en cas de démission volontaire.

Il incombera aux auteurs de la proposition de préciser leurs intentions à cet égard et, au besoin, d'amender leur proposition.

4. Les Conseils se voient attribuer la compétence de modifier le nombre de leurs membres. Cette compétence, que les auteurs de la proposition qualifient d'"autonomie constitutive", tient son fondement légal de l'article 59quater, § 4, alinéa 2, proposé, de la Constitution.

.../...

L'intention n'étant pas de créer de "nouvelles catégories" de membres, il serait préférable d'écrire :

- au paragraphe 1er, alinéa 2, et au paragraphe 3, alinéa 2, "modifier les nombres visés à l'alinéa 1er, 1^o et 2^o" au lieu de "modifier le nombre de ses membres";
- au paragraphe 2, alinéa 2, "modifier le nombre visé à l'alinéa 1er" au lieu de "modifier le nombre de ses membres".

5. En vertu du paragraphe 2, alinéa 2, et du paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 24 proposé, tant le Conseil régional wallon que le Conseil de la Communauté française peuvent modifier le nombre de leurs membres.

Il résulte en outre du paragraphe 3, alinéa 3, du même article que le Conseil de la Communauté française peut décider d'abaisser le nombre de ses membres, ce qui aurait pour conséquence que tous les membres du Conseil régional wallon ne siègeraient plus au Conseil de la Communauté française.

L'idée qui se trouve à la base de cette disposition est que le Conseil de la Communauté française est investi, du moins dans une certaine mesure, du droit de fixer le nombre de ses membres, indépendamment du droit qu'a le Conseil régional wallon de fixer le nombre des siens.

Toutefois, de cette disposition peut également se déduire a contrario que, selon les auteurs de la proposition, il n'est pas au pouvoir du Conseil de la Communauté française de modifier le nombre de ses membres de manière à posséder un nombre

.../...

de "membres du Conseil régional wallon" supérieur à celui que compterait en soi ce dernier.

Enfin, le paragraphe 3, alinéa 3, confère logiquement au Conseil de la Communauté française le pouvoir d'édicter les règles qui devront permettre de désigner, au besoin, les membres du Conseil régional wallon qui siégeront ou non au Conseil de la Communauté française.

Le paragraphe 4 de l'article 24 proposé, quant à lui, dispose toutefois que, si le Conseil régional wallon modifie le nombre de ses membres, il détermine en même temps le nombre de ceux-ci qui font partie du Conseil de la Communauté française ainsi que la façon dont ils sont élus et répartis entre les groupes politiques. Dans ce cas, il appartiendrait encore uniquement au Conseil de la Communauté française d'adapter le nombre de ses membres pour observer le rapport visé au paragraphe 3, alinéa 2, (à savoir le rapport 75/19 entre les membres du Conseil régional wallon et ceux que doivent élire les groupes politiques du groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale).

Les paragraphes 3 et 4 manquent de cohérence logique.

Le membre de phrase rédigé en termes généraux du paragraphe 4 "Si le Conseil régional wallon modifie le nombre de ses membres" recouvre apparemment à la fois une augmentation et une diminution du nombre de membres du Conseil régional wallon.

Si le Conseil régional wallon diminue le nombre de ses membres, rien ne justifie, d'une part, de déterminer la

.../...

proportion des membres de ce Conseil qui pourront également faire partie du Conseil de la Communauté française.

En cas d'augmentation du nombre de membres du Conseil régional wallon, il faudra, d'autre part, également présumer ici, sur la base de l'autonomie constitutive du Conseil de la Communauté française à cet égard - autonomie qui inspire manifestement le paragraphe 3, alinéa 3 -, en premier lieu, qu'il appartient au Conseil de la Communauté française de décider si l'augmentation du nombre de ses membres arrêtée par le Conseil régional wallon se "répercutera" ou non sur la composition du Conseil de la Communauté française (en d'autres termes, si "tous" les membres supplémentaires du Conseil régional wallon feront également partie du Conseil de la Communauté française) et, en second lieu, qu'il appartient également au Conseil de la Communauté française - et par conséquent pas au Conseil régional wallon - d'édicter, pour le cas où il déciderait que les membres du Conseil régional wallon ne siégeront pas tous au Conseil de la Communauté française, les règles suivant lesquelles seront désignés les membres qui auront effectivement ce droit.

Il faudra remanier le paragraphe 4 sur ces divers points.

Il n'est guère conciliable avec l'exigence de l'élection directe des membres du Conseil régional wallon (article 59quater, § 2, proposé, de la Constitution) et avec l'exigence de représentativité qui en découle, que, si tous les membres du Conseil régional wallon ne peuvent être membres du Conseil de la Communauté française, ce dernier -même s'il ne pourra, dans ce cas, décider qu'à la majorité des deux tiers et à condition que la majorité de ses membres soit présente - soit autorisé à

.../...

déterminer, sans aucune garantie, les modalités de l'élection des membres du Conseil régional wallon qui seront envoyés au Conseil de la Communauté française ainsi que les modalités permettant de fixer le nombre de mandats dévolus à chaque groupe politique.

Dans l'hypothèse où le nombre de membres du Conseil de la Communauté française et celui du Conseil régional wallon seraient fixés de manière telle que les membres de ce dernier ne puissent tous être membres du Conseil de la Communauté française, il y a lieu de désigner ceux qui sont effectivement en droit d'y siéger sur la base de règles objectives et des résultats des élections pour le Conseil régional wallon. (Pour ce faire, exemple pourrait être pris de la disposition figurant à l'article 31octies, § 1er, alinéa 2, proposé).

Enfin, il importe en outre d'observer que, de toute évidence, toutes les décisions modifiant le nombre de membres d'un Conseil, pourront être appliquées au plus tôt lors d'un prochain renouvellement complet du Conseil concerné.

6. Aucune disposition ne définit en termes juridiques ce qu'il y a lieu d'entendre par "les règles mathématiques" suivant lesquelles le nombre sera arrondi. Il est recommandé, dès lors, d'écrire à l'article 24, § 1er, alinéa 2, et § 3, alinéa 2 : "..., la fraction restante sera arrondie à l'unité supérieure ou omise selon qu'elle atteint ou non la moitié de l'unité".

Article 8.

.../...

1. Selon les développements (p. 38), l'article 25 n'a pas été rendu applicable au Conseil de la Communauté française, étant donné que ce dernier se compose des membres du Conseil régional wallon et de membres du groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, et que par conséquent, les conditions d'éligibilité et les incompatibilités prévues, respectivement pour les membres du Conseil régional wallon et pour les membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale s'appliquent également aux membres du Conseil de la Communauté française.

Ce raisonnement est correct dans la mesure où il s'agit de conditions d'éligibilité et d'incompatibilités prévues par les dispositions législatives spéciales concernées, d'autant que, quant au fond, celles-ci coïncident totalement ou font référence les unes aux autres (comparer l'article 25, §§ 1er et 2, proposé, et l'article 12 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, tel que ce dernier sera modifié par l'article 45 de la proposition).

Le raisonnement ne peut toutefois être retenu dans la mesure où l'article 25, § 3, proposé, attribue au Conseil flamand et au Conseil régional wallon la compétence de déterminer des incompatibilités supplémentaires.

Un exemple illustrera cette conclusion.

L'incompatibilité entre la qualité de membre du Conseil de la Communauté française et celle d'agent placé sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française ne pourrait être instaurée que si le Conseil régional wallon est réputé compétent

.../...

et est disposé à instaurer également l'incompatibilité entre la qualité de membre du Conseil régional wallon et celle d'agent placé sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française. Sans quoi, rien n'empêcherait qu'un tel agent se fasse élire comme membre du Conseil régional wallon et devienne de ce fait même membre du Conseil de la Communauté française.

Une autre question qui se pose serait de savoir si le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté française (à supposer que le champ d'application de l'article 25, § 3, proposé, soit étendu à ce dernier Conseil) seraient en mesure d'instaurer une incompatibilité entre la double qualité de membre du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et d'un Conseil de Communauté, d'une part, et la qualité de membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'autre part.

2. A l'article 25, § 1er, alinéa 1er, 4^o, a) et b), proposé, les mots "du territoire" sont superflus.

Cette observation vaut également en ce qui concerne les articles 9, 11, 15 et 33.

Article 9.

1. Cette disposition a pour objet, outre de remplacer l'article 26 de la loi spéciale du 8 août 1980, également de grouper un nombre d'articles dans une nouvelle section.

Du point de vue de la technique législative, il serait plus adéquat de consacrer à cette insertion d'une nouvelle

.../...

section un article distinct, qui pourrait être rédigé comme suit :

"Au chapitre II du titre III de la même loi, les articles 26 à 31octies sont groupés dans une "Section première bis. Des élections"".

Dans la phrase liminaire des articles 10 à 21 de la proposition, on écrira dès lors chaque fois : "Dans la même nouvelle section première bis. Des élections, ...".

2. Aux termes de l'article 26, § 1er, proposé, les électeurs ne doivent remplir les quatre conditions de l'électorat que le jour de l'élection.

En ce qui concerne les élections législatives (article 1er du Code électoral) et les élections du Conseil de la Communauté germanophone (article 3 de la loi du 6 juillet 1990), la condition de nationalité et celle relative à l'inscription aux registres de la population d'une commune d'un territoire déterminé doivent toutefois être réunies dès la date à laquelle les listes des électeurs sont arrêtées.

Des motifs d'ordre pratique requièrent que cette différenciation soit également inscrite dans la présente proposition.

3. A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, il conviendrait d'écrire : "Les membres visés à l'article 24, § 2, alinéa 1er, sont élus ...".

.../...

La lisibilité de la disposition proposée pourrait être améliorée davantage en écrivant au paragraphe 1er, alinéa 1er : "Les membres du Conseil flamand visés à l'article 24, § 1er, alinéa 1er, 1^o, ..." et au paragraphe 1er, alinéa 2 : "Les membres du Conseil régional wallon sont élus ...".

Article 10.

1. Il est préférable d'inscrire, à l'article 27 proposé, la règle suivant laquelle c'est le législateur décrétal qui détermine les circonscriptions électorales et de compléter la disposition transitoire de l'article 42 (qu'il vaudrait mieux formuler comme une disposition autonome) par une disposition selon laquelle, en dérogation à l'article 27 (de la loi spéciale du 8 août 1980), la loi

.../...

déterminera les circonscriptions électorales pour la première élection du Conseil flamand et du Conseil régional wallon.

Une observation analogue peut être formulée en ce qui concerne les prescriptions relatives à la détermination du chef-lieu des circonscriptions électorales, prescriptions qui sont inscrites à l'article 30, alinéa 1er, proposé (article 13 de la proposition).

Si ces deux suggestions sont retenues, les dispositions transitoires en question entreront en vigueur le dixième jour après la publication de la loi, levant du même coup la difficulté à laquelle les dispositions de l'article 87, alinéas 3 et 4, de la proposition ont entendu porter remède. La prescription consacrée par ces dispositions, selon laquelle les décrets visés aux articles 10 et 13 de la proposition peuvent uniquement être adoptés à la majorité des deux tiers, ne justifie pas davantage le maintien de ces dispositions, cette condition étant également imposée par l'article 35, § 3, proposé (article 25 de la proposition).

2. Au paragraphe 4, alinéa 2, il y aurait lieu d'écrire "déterminé ... par le recensement de la population ou par l'autre moyen visé à l'article 49, § 3, de la Constitution". Suivant la rédaction actuelle du texte, la loi pourrait, en effet, faire usage d'un moyen différent pour déterminer le corps électoral, selon qu'il s'agit des élections fédérales ou de celles des conseils.

.../...

3. Eu égard à l'énoncé de l'article 59quater proposé de la Constitution, il conviendrait de rédiger le paragraphe 4, alinéa 4, de la manière suivante :

"La nouvelle répartition des sièges est appliquée à partir du prochain renouvellement intégral du Conseil concerné".

Article 12.

1. Dans la version néerlandaise de l'article 29, alinéa 1er, proposé, il y aurait lieu d'écrire : "... niet kan worden voorzien door ...".

2. La seconde phrase de l'alinéa 3 de l'article 29 proposé devant également s'appliquer au cas visé à l'alinéa 2 de cet article, il est recommandé d'ajouter, comme à l'article 106 du Code électoral - dont ces dispositions s'inspirent -, l'alinéa 3 à l'alinéa 2 et d'en adapter l'énoncé comme suit : "Il en est de même lorsque ...".

Article 13.

L'article 30, alinéa 2, proposé, désigne le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le chef-lieu d'une circonscription électorale, comme président du bureau principal de cette circonscription.

Il résulte notamment de cette disposition qu'il faudra renoncer à la méthode en cours jusqu'à présent qui consiste à

.../...

inscrire une disposition similaire dans les lois relatives aux élections pour le Parlement européen, dès lors qu'en vertu de l'article 59quater, § 3, proposé, de la Constitution, les élections pour les Conseils coïncideront avec les élections pour le Parlement européen.

La coïncidence de ces deux élections aura certes d'autres incidences encore qu'il n'importe toutefois pas d'analyser de manière plus approfondie dans le cadre de l'examen de la proposition actuellement soumise pour avis.

Article 14.

1. Le texte actuel de l'article 31 de la loi spéciale du 8 août 1980 devient sans objet en raison de l'abrogation de l'article 1er, § 4, de cette loi (voir l'article 43 de la proposition). Les auteurs de la proposition font usage du numéro d'article ainsi libéré afin d'y régler un aspect des élections.

Ils perdent cependant de vue, à cet égard, qu'à l'instar de l'article 1er, § 4, la version actuelle de l'article 31 doit, elle aussi, être abrogée le dixième jour qui suit la publication de la loi, tandis que le nouvel article 31 ne peut entrer en vigueur qu'au prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants.

.../...

Il est dès lors proposé de pourvoir par des dispositions distinctes respectivement à l'abrogation de l'article 31 et à sa réintroduction sous une nouvelle formulation.

Il conviendrait dès lors de remplacer l'article 14 proposé comme suit :

"Art. 14. § 1er. Dans la même nouvelle section première bis ..., l'article 31 est abrogé.

§ 2. Dans la même section, l'article 31 est rétabli dans la rédaction suivante : (la suite comme dans la proposition)".

Il y aurait lieu, dans ce cas, d'adapter la disposition relative à l'entrée en vigueur (article 87 de la proposition) de telle façon que son alinéa 2 s'applique au seul article 14, § 2.

L'article 51 proposé (article 30 de la proposition), l'article 61 proposé (article 34 de la proposition), l'article 63, § 4, proposé (article 35 de la proposition) et l'article 76 proposé (article 37 de la proposition) appellent des observations du même ordre.

Il y aurait lieu dès lors de rédiger l'article 34 de la proposition comme suit :

"Art. 34. § 1er. L'article 61, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

.../...

§ 2. L'article 61 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme dans la proposition)".

Quant à l'article 37 de la proposition, il conviendrait de le modifier comme suit :

"Art. 37. § 1er. L'article 76, §§ 2 et 3, de la même loi est abrogé.

§ 2. L'article 76, § 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme dans la proposition)".

2. L'alinéa 4 de l'article 31 proposé serait davantage à sa place à l'article 31bis, § 3, proposé, (article 15 de la proposition).

Article 15.

1. L'entrée en vigueur projetée pour cette disposition, à savoir à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants (voir l'article 87, alinéa 2, de la proposition), empêcherait que la disposition puisse être appliquée lors de la première élection des Conseils, alors que telle est pourtant l'intention en ce qui concerne le paragraphe 1er, 2^o, a), de l'article proposé.

Il y aurait lieu, dès lors, d'insérer également cette dernière disposition dans l'article 42 de la proposition.

.../...

2. Les auteurs de la proposition semblent perdre de vue qu'à l'inverse des élections du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, les élections des Conseils visés dans la proposition se déroulent selon une répartition en plusieurs circonscriptions électorales. Or, s'il y a plus d'une circonscription électorale, la question se pose de savoir s'il ne faudrait pas prévoir également que les électeurs proposant doivent être domiciliés dans la circonscription électorale. Il est signalé aux auteurs de la proposition que, pour certains arrondissements, le Code électoral n'exige que deux cents signatures.

Dès lors que les Conseils détermineront eux-mêmes la taille des circonscriptions électorales et que le nombre des électeurs proposant doit être proportionnel à la taille de la circonscription électorale, l'"autonomie constitutive" pourrait être instaurée également lorsqu'il s'agit de modifier ce nombre.

Article 16.

1. Il est recommandé de préciser dans le texte que l'instauration d'un mode de scrutin au moyen de systèmes automatisés devra s'effectuer par une loi.

2. Afin de permettre un déroulement aisé des premières élections des Conseils, il semble indiqué de préciser, à l'article 87, que le législateur peut adopter la loi visée à l'article 16 à partir de la publication de la loi.

.../...

Article 19.

1. L'article 31sexies proposé est divisé en deux paragraphes. Le premier paragraphe ne compte que deux phrases; le second paragraphe, qui ne compte pas moins de quatre pages et demie dans le document parlementaire, est subdivisé en plusieurs articles dotés d'une numérotation propre et rassemblés sous trois rubriques possédant chacune son intitulé.

Pareil procédé est à proscrire du point de vue de la technique législative.

Les articles 1er à 9 inscrits dans l'article 31sexies, § 2, doivent être numérotés à la suite de l'article 31sexies. Il pourrait éventuellement être envisagé de grouper en sous-sections les dispositions qui trouveront leur place dans la nouvelle section première bis (articles 9 à 21 de la proposition).

2. A l'article 1er, alinéa 2, du texte néerlandais, on écrira "een aantal zetels wordt (et non : worden) toegekend".

3. A l'article 3, alinéa 1er, il conviendrait d'écrire "la déclaration de groupement visée à l'article 31quater" au lieu de "la déclaration de groupement prévue à l'article 31ter de la loi spéciale".

4.1. Par souci de clarté, il y aurait lieu de rédiger le début de l'article 4, § 1er, de la façon suivante :

.../...

"Le bureau principal de la circonscription électorale dans laquelle se situe le chef-lieu de la province siège en tant que bureau central provincial. Il se réunit ... (la suite comme dans la proposition)".

4.2. A l'article 4, § 1er, alinéa 1er, on écrira, dans le texte néerlandais : "... processen-verbaal van de hoofdbureaus van de kieskringen (au pluriel), kan ...".

4.3. Dans le texte néerlandais, il y a lieu de corriger l'article 4, § 1er, alinéa 4, comme suit : "... en zo vervolgens, derwijze dat bij de eerste deling ..." (comparez à l'article 176 du Code électoral).

4.4. A l'article 4, § 2, il convient d'écrire : "... doit atteindre pour avoir part à la répartition ...".

5.1. Pour plus de clarté, il y aurait lieu d'écrire, à l'article 5, alinéa 1er, "Le bureau central provincial" au lieu de "Le bureau", d'autant que ces termes figurent également à l'alinéa 6.

5.2. Dans le texte néerlandais de l'article 5, alinéa 7, on écrira "in de kieskring die" au lieu de "in het arrondissement dat".

Il y a lieu, dans le texte néerlandais, d'améliorer la deuxième phrase du même alinéa ainsi qu'il suit : "Heeft de aan de beurt komende kieskring ..., dan gaat de zetel die de aan de beurt komende groep toekomt, naar de kieskring (et non : de omschrijving) die onmiddellijk volgt in dezelfde kolom, en in

.../...

voorkomend geval naar de daarop volgende kieskring" (comparez à l'article 177 du Code électoral).

6. Eu égard notamment à l'article 9, alinéa 1er, il conviendrait, à l'article 6, alinéa 2, de formuler la troisième phrase comme suit : "Préalablement à la désignation des élus, soit le bureau principal de la circonscription soit le bureau central provincial, selon le cas, procède à l'attribution ...".

A l'article 7, alinéa 2, il peut alors suffire de remplacer "bureau principal" par "bureau".

7. A l'article 9, alinéa 2, il y a lieu de faire référence à l'article 31quater au lieu de l'article 31ter.

Si, pour la première élection des Conseils, le législateur décidait que les limites des circonscriptions électorales coïncideront avec celles des provinces ou les excéderont, l'article 42 de la proposition devra comprendre une disposition transitoire chargeant le législateur de désigner les bureaux principaux d'une circonscription électorale qui, pour les premières élections respectives du Conseil régional wallon et du Conseil flamand, feront office de bureau central régional.

Article 21.

1. Ainsi qu'il a déjà été observé lors de l'examen de l'article 24 proposé (article 7 de la proposition), il y a lieu

.../...

de compléter et de corriger l'article 31octies proposé de la façon suivante :

- il y a lieu de compléter le paragraphe 1er de l'article 31octies proposé par une règle relative à la désignation des "six premiers membres élus" du groupe linguistique néerlandais;
- au paragraphe 3, il convient d'écrire : "... les membres du groupe politique concerné du groupe linguistique français ou néerlandais ...".

2. Au paragraphe 2, il conviendrait d'écrire, par souci de clarté : "... les membres d'un groupe linguistique élus sur une même liste".

3. Au paragraphe 3, le membre de phrase "avant la fin du mois ... la vacance" devrait être omis. Abstraction faite de circonstances imprévues, il se pourrait par exemple qu'une démission soit présentée à un moment où le Conseil n'est pas en session et qu'il ne soit pas possible, dès lors, d'organiser la suppléance en temps utile. Il conviendrait éventuellement d'utiliser les mots "sans délai" pour indiquer qu'il ne saurait s'agir de tarder à assurer la suppléance.

Article 22.

Il y aurait lieu de rédiger la phrase liminaire de cet article de la façon suivante :

.../...

"Dans la section 2, sous-section première, du chapitre II du titre III de la même loi, il est inséré avant l'article 32 un nouvel article 31novies, rédigé comme suit :".

Article 24.

Aux termes de l'article 31undecies, § 1er, alinéa 1er, proposé, l'indemnité allouée par un Conseil à ses membres "peut être cumulée avec l'indemnité allouée par un autre Conseil, mais l'indemnité cumulée ne peut pas dépasser l'indemnité attribuée aux membres de la Chambre des représentants".

Le cas échéant, l'indemnité cumulée des membres visés devra dès lors être réduite du montant de cette indemnité cumulée dépassant celui de l'indemnité attribuée aux membres de la Chambre des représentants.

La règle proposée ne précise pas de quelle façon cette diminution sera appliquée, en particulier sur quelle indemnité cette retenue sera effectuée ou, si l'intention est de réduire les deux indemnités, selon quelle clé de répartition la retenue sera opérée.

Il convient de compléter la disposition proposée sur ce point.

Article

Le Conseil de la Communauté française, le Conseil régional wallon et le Conseil flamand n'étant pas, à ce jour, élus directement, la loi spéciale du 8 août 1980 ne contient pas de disposition relative à leur réunion de plein droit après chaque renouvellement intégral.

L'article 32, § 1er, alinéa 4, de ladite loi spéciale - disposition abrogée par l'article 43 de la proposition - dispose que chaque Conseil de Communauté (lire : le Conseil de la Communauté française et le Conseil flamand) se réunit de plein droit le troisième mardi qui suit le renouvellement intégral des Chambres législatives ou de l'une d'entre elles, et chaque Conseil régional (lire : le Conseil régional wallon) le troisième mercredi qui suit un tel renouvellement.

.../...

Il va de soi qu'il y a lieu d'abroger cette disposition. Il convient toutefois de la remplacer par une disposition qui, sur le modèle de l'article 26 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises et de l'article 42 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, déterminera la date de réunion de plein droit après les élections.

Il faudra peut-être opérer, ce faisant, une nouvelle distinction entre les règles régissant le Conseil régional wallon, d'une part, et les règles régissant le Conseil de la Communauté française et le Conseil flamand, d'autre part. En effet, ces deux derniers Conseils ne seront pleinement constitués que lorsqu'il sera établi quels membres des groupes linguistiques français et néerlandais du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale siégeront dans ces Conseils, ce qui ne pourra se faire que lorsque le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (élu le même jour que les autres Conseils) se sera lui-même réuni et se sera prononcé sur la validité de l'élection de ses membres.

Certes, l'article 28 de la proposition attribue à cet égard une "autonomie constitutive" aux Conseils. Néanmoins, il incombera au législateur d'organiser à tout le moins, à cet effet, la réunion des Conseils à l'issue des premières élections directes.

Article 25.

Ainsi qu'il est précisé dans les développements, l'article 35, § 3, proposé "désigne tous les décrets par lesquels les Conseils exercent "l'autonomie constitutive" qui leur est octroyée par la loi spéciale et rappelle, à des fins de clarté,

.../...

que ces décrets doivent être adoptés à la majorité de deux tiers des suffrages exprimés".

Cette majorité spéciale est requise non seulement pour les décrets visés aux articles 53, § 6, alinéa 2, et 59quater, § 4, alinéa 2, proposés, de la Constitution en ce qui concerne l'"autonomie constitutive", mais également pour ceux visés à l'article 17, § 2, de la Constitution.

Dès lors que cette condition imposant la majorité spéciale constitue en outre une dérogation à la règle de l'adoption des décrets à la majorité absolue, énoncée à l'article 35, § 2, proposé, il est suggéré, par souci de clarté et pour être complet, de rédiger l'article 35, § 3, proposé, ainsi qu'il suit :

"§ 3. Par dérogation au § 2, les décrets visés à l'article 17, § 2, de la Constitution et au chapitre II, sections première et première bis, et aux articles 37bis, 49, § 1er, 51 (3), 59, § 3, 63, § 4, et 68, alinéa 3, de la présente loi, sont adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés".

(3) Sans préjudice de l'observation formulée ci-après sous l'article 30 de la proposition.

Article 26.

Afin d'éviter que des dénominations différentes soient utilisées pour désigner les membres des divers gouvernements communautaires et régionaux, et afin d'établir à cet égard une nette distinction par rapport aux ministres (fédéraux) visés aux articles 86 et suivants de la Constitution, il serait recommandé d'utiliser de façon conséquente, dans les lois spéciales de réformes institutionnelles, la dénomination "Ministre communautaire" et "Ministre régional".

Il est dès lors proposé de remplacer, notamment à l'article 37 proposé, les mots "Les membres du Gouvernement" par "Les Ministres communautaires et régionaux".

Article 27.

Selon les développements relatifs à cet article, l'intention des auteurs de la proposition est de donner au Conseil flamand, d'une part, et au Conseil de la Communauté française et au Conseil régional wallon, d'autre part, la possibilité d'associer à leurs travaux - sans voix délibérative - tous les sénateurs élus directement, visés respectivement au 1^o et au 2^o de l'article 53, § 1er, proposé, de la Constitution.

Il conviendrait donc de remplacer, aux alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er de l'article 37bis proposé, les mots "... d'associer des sénateurs visés ..." par "... d'associer les sénateurs visés ...".

.../...

Article 28.

1.1. Aux termes de l'article 49, § 1er, proposé, "les Conseils (peuvent), chacun pour ce qui le concerne, modifier, compléter, remplacer ou abroger par décret les articles 32, 33, 34, 37, 41, 46, 47 et 48".

Les modifications que les Conseils peuvent ainsi apporter aux articles précités - dans le cadre de "l'autonomie constitutive" qui leur est accordée - se limitent visiblement, selon l'intention des auteurs du projet, aux matières régies par ces articles. Les ajouts ou remplacements visés ne peuvent, en d'autres termes, pas excéder les matières régies par ces articles.

Il est dès lors préférable d'utiliser la formulation suivante : "Les Conseils peuvent ... modifier ou abroger les règles contenues dans les articles ...".

1.2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit d'ailleurs pas sur quels critères se fonde le choix des matières relevant de l'"autonomie constitutive".

1.3. Aux termes de l'article 68, alinéa 3, proposé (article 36 de la proposition), "Les Conseils peuvent, chacun pour ce qui le concerne, modifier, compléter, remplacer ou abroger par décret les dispositions du Chapitre III, Section II".

Il serait préférable de faire figurer cette disposition au paragraphe 1er de l'article 49 proposé.

.../...

2. Selon l'article 49, § 2, proposé, les Conseils peuvent décider par décret qu'un membre du Conseil, élu en qualité de membre du Gouvernement, cesse immédiatement de siéger et reprend ses fonctions après avoir démissionné de ses fonctions de membre du Gouvernement; le décret prévoit, le cas échéant, son remplacement dans le Conseil.

Etant donné que les articles 25, § 3, et 59, § 3, proposé (articles 8 et 33 de la proposition) prévoient la faculté pour les Conseils d'instaurer une incompatibilité entre la qualité de membre du Conseil et celle de membre du Gouvernement (les développements se rapportant à l'article 8 de la proposition prévoient expressément cette possibilité), se pose la question de savoir quelle est la corrélation entre l'article 49, § 2, proposé et lesdits articles 25, § 3, et 59, § 3, et, en particulier, si la disposition selon laquelle l'intéressé reprend ses fonctions de membre du Conseil après avoir démissionné de ses fonctions de membre du Gouvernement, doit être comprise dans le sens d'une limitation de la possibilité offerte par les articles 25, § 3, et 59, § 3, proposés, d'instaurer l'incompatibilité susvisée.

Il convient de préciser la proposition sur ce point.

Il y a lieu de signaler à ce propos qu'une majorité de deux tiers est requise pour les décrets qui seraient établis en application de l'article 59, § 3, proposé (voir l'article 35, § 3, proposé - l'article 25, § 3, de la proposition), alors qu'une majorité ordinaire suffirait pour l'application des articles 25, § 3, et 49, § 2, proposés.

Article 30.

.../...

Selon l'article 51 proposé, le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté française peuvent décider que les "sénateurs de communauté" visés à l'article 53, alinéa 1er (lire : § 1er), 3° et 4°, proposé, de la Constitution sont désignés non pas par ces Conseils en tant que tels, mais :

- a) en ce qui concerne les "sénateurs de la Communauté flamande" par les élus directs du Conseil flamand, d'une part, et par le groupe linguistique néerlandais du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, d'autre part; et
- b) en ce qui concerne les "sénateurs de la Communauté française", par les membres du Conseil régional wallon, d'une part, et par le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, d'autre part.

Selon les développements se rapportant à l'article 30, le système proposé tire son fondement constitutionnel de l'article 53, § 6, alinéa 2, proposé, de la Constitution qui prévoit la possibilité d'accorder aux Communautés une "autonomie constitutive" en la matière.

Non seulement la délégation - totale ou partielle - du pouvoir de désigner les "sénateurs de communauté" ne semble pas pouvoir s'inscrire dans les prévisions de l'article 53, § 6, proposé de la Constitution (4), mais force est de constater, en tout cas, que le système proposé est contraire à la formulation explicite de l'article 53, § 1er, 3° et 4°, proposé de la

(4) Les développements de la proposition de révision de l'article 53 de la Constitution permettent uniquement d'établir que l'on a envisagé la possibilité de confier "la présentation des candidats-sénateurs de communauté" au Conseil régional et aux groupes linguistiques du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Constitution, aux termes duquel les sénateurs visés par cette disposition sont en effet désignés respectivement "par" le Conseil flamand (en son sein) et "par" le Conseil de la Communauté française (en son sein).

Article 32.

1. Ainsi qu'il est indiqué dans les développements se rapportant à cet article, la modification proposée à l'article 53, alinéa 1er, de la loi spéciale est une adaptation technique suite à l'abrogation de l'article 1er, § 4, relatif à la fusion de la Communauté française et de la Région wallonne.

Dès lors que l'alinéa 1er de l'article 53 ne porte plus que sur le Conseil régional wallon, à la suite de la modification proposée, les mots "sur les matières relevant des compétences de la Région wallonne" doivent être omis dans cette disposition.

A l'alinéa 2 de l'article 53, il y a également lieu de supprimer les mots "dans ces matières".

2. Dès lors que l'abrogation de l'article 1er, § 4, de la loi spéciale (voir article 43, § 1er, de la proposition) entrera en vigueur le dixième jour suivant la publication de la loi proposée (voir article 87 de la proposition), il serait logique de faire entrer en vigueur à la même date la modification correspondante visée à l'article 32, § 1er, de la proposition, au lieu de la faire entrer en vigueur "à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants", comme le prévoit l'article 87, alinéa 2, de la proposition.

.../...

3. Aux termes de l'article 53, alinéa 2 (article 32, § 2, de la proposition), des propositions de décret et des amendements peuvent être déposés en langue allemande au Conseil régional wallon "par les membres du Conseil qui sont domiciliés dans une commune de la région de langue allemande déterminée par l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966".

Les développements se rapportant à cette disposition soulignent que "c'est le texte actuel de l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, qui même s'il est modifié ultérieurement, s'applique en vertu de l'article 53".

La logique du passage précité des développements échappe au Conseil d'Etat : dans cette interprétation la règle proposée reviendrait en effet à ce qu'une éventuelle modification des limites de la région de langue allemande - qui doit de surcroît être apportée par une loi spéciale (5) - serait sans conséquence pour l'utilisation de la langue allemande en application de l'article 53, alinéa 2, proposé, ce qui serait parfaitement contraire à la ratio legis d'une éventuelle modification.

4. Au paragraphe 3 de l'article 32, on écrira "article 53, alinéa 4" au lieu de "article 53, alinéa 3".

Article 33.

(5) Voir article 3bis, alinéa 3, de la Constitution.

1. L'article 59 proposé, en tant qu'il dispose que le Gouvernement de Communauté ou de Région peut être composé de membres qui ne sont pas issus du Conseil, ne se concilie pas avec l'économie des dispositions inscrites conjointement dans l'article 107quater, alinéa 2, de la Constitution et dans l'article 59quater, § 1er, proposé.

Il résulte, en effet, de ces textes que les organes régionaux, à savoir le Conseil et le Gouvernement, doivent être composés de "mandataires élus".

Les membres du Gouvernement qui, n'étant pas membres du Conseil, sont nommés par celui-ci pour faire partie du Gouvernement, ne peuvent être considérés comme tels.

Si les auteurs de la proposition entendent permettre la composition d'un Gouvernement dont certains membres ne sont pas membres du Conseil, il faut qu'au préalable des amendements soient apportés à la proposition de révision tendant à insérer un article 59quater, principalement le paragraphe 1er, dans la Constitution.

2. Le paragraphe 4 de l'article 59 proposé reproduit la disposition relative aux incompatibilités et aux interdictions figurant dans le texte actuel de l'article 27 de la loi spéciale.

En tant que cette disposition porte sur les membres et les anciens membres des Conseils, elle n'a pas sa place à l'article 59 qui fait en effet partie du chapitre III du titre III de la loi spéciale, lequel chapitre a trait aux Exécutifs.

.../...

Il est préconisé de faire figurer la disposition du paragraphe 4 à l'article 23 de la loi spéciale, lequel article fait partie du chapitre Ier - Dispositions générales - du titre III.

Article 35.

Selon les développements se rapportant à cet article, l'article 63, § 4, proposé reconnaît aux Conseils une "autonomie constitutive" en matière de détermination du nombre des membres de leur Gouvernement.

Suivant l'intention des auteurs de la proposition, il y aurait lieu d'adapter la disposition proposée de manière à ce que les Conseils puissent, chacun en ce qui le concerne, "déterminer le nombre de membres de leur Gouvernement" ou "modifier le nombre maximum des membres de leur Gouvernement".

Article 36.

1. Aux termes de l'alinéa 2 proposé de l'article 68, le Gouvernement détermine le statut de ses membres.

Les développements se rapportant à cet article précisent, d'une part, qu'il faut entendre par "statut", dans la disposition proposée, "le statut financier et social" et portent, d'autre part, en ce qui concerne l'indemnité des Ministres communautaires et régionaux, que "le plafond qui s'applique aux membres du Conseil ne peut être dépassé, même pas pour les membres du Gouvernement qui ne sont pas membres du Conseil".

.../...

Cette dernière limitation doit figurer expressément dans le texte même de la proposition. Il y a lieu, en outre, de préciser ce qu'il faut entendre par "statut social".

2. En ce qui concerne l'alinéa 3 proposé de l'article 68, il est fait référence à l'observation 1.3. relative à l'article 28 de la proposition.

Article 40.

1. Selon les développements, la modification de l'article 92bis, § 1er, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi spéciale, proposée au paragraphe 1er du présent article, vise à "préciser que les accords de coopération présentant un caractère législatif nécessitent toujours l'approbation parlementaire" et "la terminologie utilisée" à cet effet "... s'inspire de la terminologie relative aux traités internationaux utilisée dans la disposition de révision de l'article 68 de la Constitution ... ainsi que de la terminologie de l'article 68 actuel de la Constitution...".

Sous référence à l'examen de la proposition de la loi spéciale relative aux relations internationales des Communautés et des Régions par la commission compétente du Sénat (voir plus précisément Doc. Sénat, S.E. 1991-1992, n° 457-3, pp. 3 et 4), les développements afférents au présent article indiquent en outre que la proposition proposée vise à faire "une distinction nette entre le règlement des accords de coopération au titre IVbis, d'une part, et le règlement en matière de traités internationaux, d'autre part".

.../...

Dans la mesure où le texte proposé vise à souligner la distinction susvisée entre les traités internationaux et les accords de coopération, il y a lieu de faire remarquer que l'utilisation de la terminologie de l'article 68 de la Constitution dans une disposition afférente aux accords de coopération paraît peu adéquate.

Dans la mesure où le législateur spécial estime qu'il est impératif de clarifier la prescription de l'actuel article 92bis, § 1er, alinéa 2, aux termes duquel "(les accords) n'ont (le cas échéant,) d'effet qu'après avoir été approuvés, selon le cas, par la loi ou le décret", il y aurait lieu - compte tenu de l'observation précédente - de rédiger la disposition proposée comme suit :

"En ce qui concerne les Communautés et les Régions, les accords qui portent sur les matières qui doivent être réglées par décret n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment par décret. En ce qui concerne l'Etat, les accords qui portent sur les matières qui doivent être réglées par la loi n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment par la loi".

2. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 40 de la proposition, il est fait référence à l'observation relative aux associations interprovinciales qui a été faite plus haut concernant l'article 2, § 5, de la proposition.

3.1. En ce qui concerne l'article 92bis, § 4quater, proposé (paragraphe 4 de l'article 40 de la proposition), il y a lieu de remarquer qu'il ressort, tant des développements se rapportant à cette disposition que de ceux afférents à la proposition de

.../...

révision de l'article 1er de la Constitution, que des membres du personnel et une partie du patrimoine de la province de Brabant seront également transférés à la Commission communautaire commune. Dès lors qu'en vertu de l'article 63, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, la Commission communautaire commune peut également conclure des accords de coopération et que cette personne morale peut se voir transférer du personnel et un patrimoine, elle devra donc également être associée à l'accord de coopération visé au paragraphe 4quater proposé de l'article 92bis.

Il y a lieu de compléter la disposition proposée dans ce sens.

3.2. Ainsi qu'il apparaît notamment de l'article 79bis, alinéa 2, proposé de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises (article 54 de la proposition), l'accord de coopération visé au paragraphe 4quater proposé ne sera conclu, conformément à l'intention des auteurs de la proposition, qu'après concertation sur le transfert du personnel avec les organisations syndicales représentatives de celui-ci.

Il y a également lieu de compléter la disposition proposée sur ce point.

Article 41.

1. Cet article doit figurer sous la forme d'une disposition autonome dans la loi spéciale proposée, et non sous celle d'une disposition à insérer dans la loi spéciale du 8 août 1980.

.../...

Une observation analogue s'applique à l'article 60 de la proposition.

2. Il est proposé de compléter le paragraphe 1er par une disposition remplaçant dans la loi spéciale du 8 août 1980 les mots "Gouvernement national" (6) et "autorité nationale" (7) respectivement par "gouvernement fédéral" et "autorité fédérale".

Article 42.

Sauf à formuler, consécutivement à l'observation relative notamment à l'article 27, § 4 (article 10 de la proposition), la prescription figurant au présent article sous la forme d'une disposition autonome, il y a lieu de modifier la disposition proposée en tant qu'il est inséré un "article 100" et non un "article 99" dans la loi spéciale du 8 août 1980. La proposition de loi spéciale relative aux relations internationales des Communautés et des Régions, telle qu'elle a été adoptée par la commission compétente du Sénat (Doc. Sénat, S.E. 1991-1992, n° 457-3,), insère en effet déjà un article 99 dans la loi spéciale (voir article 1er, § 2, de ladite proposition).

Article 43.

(6) Voir article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

(7) Voir notamment l'article 5, §§ 2 et 3, et l'article 6, § 1er, VI, alinéas 2, 4 et 5, VII, alinéa 2, etc.

1. L'abrogation de l'article 1er, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980, prévue au paragraphe 1er de l'article 43 devrait également entraîner l'abrogation formelle :

1° des mots "d'une part (...) et, d'autre part, la Région wallonne, en cas d'application de l'article 1er, § 4" à l'article 3, alinéa 2, de la loi spéciale; et

2° des mots "et du Conseil visé à l'article 1er, § 4" à l'article 19, § 1er, alinéa 2, de cette même loi.

2. La règle figurant aux articles 2, § 5, et 40, § 2, de la proposition, en matière d'associations de communes dans un but d'utilité publique, ôte sa ratio legis à l'article 6, § 6, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Il conviendrait dès lors de prévoir également l'abrogation de cette disposition.

Chapitre II. - Modifications de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

Observations générales.

1. La proposition de révision de la Constitution tendant à y insérer un article 59quinquies, prévoit que la Commission communautaire française pourra être chargée d'exercer, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des compétences de la Communauté française qui lui seraient transférées (8). Dans

(8) Ces mêmes compétences étant exercées par la Région wallonne sur son territoire.

l'exercice de ces compétences, la Commission communautaire française pourra légiférer par décret.

La disposition constitutionnelle proposée prévoit que c'est par décret que le Conseil de la Communauté française, le Conseil régional wallon et le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent décider d'un transfert de compétences communautaires et régler le transfert des moyens financiers, du personnel, des biens, droits et obligations qui sont relatifs à ces compétences. Toutefois, l'article constitutionnel proposé n'habilite pas le législateur national, statuant à une majorité spéciale, à déterminer les modalités et les règles de fonctionnement des organes de la Commission communautaire française qui seront compétents pour prendre des décisions - principalement lorsque celles-ci auront la nature de décrets - dans les matières qui auront ainsi été transférées.

L'article 108ter, § 3, alinéa 1er, de la Constitution selon lequel le fonctionnement des organes de la Commission communautaire française est réglé par une loi spéciale ne permet pas de combler cette lacune. En effet, outre le fait qu'elle se situe dans un contexte différent, cette disposition constitutionnelle ne prévoit pas l'exercice par voie décrétaie, des compétences de la Commission communautaire française.

Si le texte proposé pour l'article 59quinquies de la Constitution était modifié pour habiliter le législateur spécial à fixer les modalités et les règles de fonctionnement des organes de la Commission communautaire française lorsqu'ils exercent des compétences transférées par le Conseil de la Communauté française en application de l'article 59quinquies précité, encore faudrait-il que le législateur spécial fixe l'ensemble des règles de fonctionnement - et pas seulement certaines d'entre elles, comme

.../...

le fait l'article 53 de la proposition de loi - qui sont applicables aux organes de la Commission communautaire française dans l'exercice des compétences transférées et précise la manière dont les organes de cette commission exerceront leurs attributions.

2. Il résulte, sans aucun doute, du texte de l'article 59quater (spécialement de son paragraphe 4, alinéa 2), qu'il est proposé d'insérer dans la Constitution, que l'autonomie constitutive prévue par cet article n'est pas accordée au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. Les auteurs de la proposition veilleront à adapter l'article 72 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 aux modifications qu'ils suggèrent d'apporter dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ainsi, par exemple, l'article 37bis proposé devrait être exclu de la liste des articles auxquels il est renvoyé dans l'article 72, alinéa 1er, et dans l'article 72, alinéa 4, la référence à l'article 35, § 3, nouveau devrait être adaptée de sorte que le nouveau paragraphe 3 soit exclu.

Observations particulières.

Article 44.

1. Si la proposition de l'article 59quater de la Constitution était adoptée, il conviendrait d'abroger l'article 11 de la loi du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, qui ferait double emploi avec la disposition constitutionnelle proposée.

2. Les observations suivantes sont formulées à titre subsidiaire.

a) Les mots "coïncident avec les élections générales" doivent être remplacés dans le texte français par les mots "auront lieu le même jour que les élections générales".

b) En ce qui concerne les deuxièmes élections du Conseil, il conviendrait de prévoir des règles particulières organisant l'élection simultanée du Conseil et de la Chambre des représentants (9).

c) En ce qui concerne les troisièmes élections, l'année pendant laquelle elles auront lieu ne doit pas être indiquée, dès

(9) Voir l'observation faite par la section de législation sur l'élection simultanée du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement européen (Doc. Sénat, 1988-1989, n° 514/1, p. 64), à laquelle le législateur a donné suite, au titre III de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

lors que, selon la disposition transitoire prévue pour l'article 59quater qu'il est proposé d'insérer dans la Constitution, ces élections "auront lieu le même jour que les deuxièmes élections du Parlement européen suivant l'entrée en vigueur de l'article 59quater, §§ 1er, 4 et 6", sans qu'il soit précisé une année déterminée. L'on ne peut d'ailleurs considérer aujourd'hui comme établi que lesdites élections se tiendront en 1999.

d) Dans le texte néerlandais de l'alinéa proposé, il y a lieu d'écrire "verkiezingen voor de Kamer" au lieu de "verkiezingen van de Kamer".

Article 45.

1. Mieux vaudrait écrire : "L'article 25, § 2, de la loi spéciale est applicable au mandat de membre du Conseil".

2. Comme il est indiqué dans les développements de la proposition, le texte proposé implique l'abrogation de l'article 12, § 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989. Or, il convient d'observer que le 7° de cette disposition prescrit une incompatibilité qui n'est pas prévue par l'article 25, § 2, proposé, de la loi spéciale du 8 août 1980, celle du mandat de conseiller avec la qualité de membre du personnel placé sous l'autorité du collège d'une commission communautaire ou du collège réuni. S'il s'agit d'un oubli, le texte devra être revu.

.../...

3. Il convient de relever qu'il résulte de la modification proposée que si actuellement, le mandat de membre du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut être cumulé avec un mandat électif communal et un mandat électif national, il sera dorénavant possible de cumuler le mandat de conseiller régional avec un mandat électif communal et un mandat de "sénateur de communauté", lequel n'est pas visé par l'article 25, § 2, 2^o, proposé, de la loi spéciale du 8 août 1980 (article 8 de la proposition).

4. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la disposition figurant à l'article 59, § 4, proposé, de la loi spéciale du 8 août 1980 (article 33 de la proposition) n'est pas déclarée applicable au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 46.

Dans un souci de clarté, mieux vaut remplacer l'article 25, § 1er, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 par une disposition reproduisant le texte de l'article 31undecies, § 1er, alinéa 1er, proposé de la loi spéciale du 8 août 1980.

Article 48.

Il y a lieu de se reporter à l'observation formulée au sujet de l'article 33.

.../...

Article 49.

1. En ce qui concerne les paragraphes 1er et 2, il y a lieu de se référer à l'observation faite sous l'article 33.

2. Au paragraphe 3, les auteurs de la proposition rendent l'article 25, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 applicable aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il ne résulte pas de cette disposition de la loi spéciale du 8 août 1980 que le mandat de membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale soit incompatible avec la qualité de membre du personnel placé sous l'autorité du collège d'une commission communautaire ou du collège réuni. S'il s'agit d'un oubli, le texte devra être revu.

Il est proposé de rédiger le paragraphe 3 comme suit :

"L'article 35, § 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les articles 25, § 2, 60, § 3, alinéas 3 et 4, et § 4, alinéa 3, et 62 de la loi spéciale sont applicables aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. En outre, ... (la suite comme au projet, sous réserve de la réponse qui sera donnée à l'observation qui précède)"".

3. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi l'article 59, § 4, proposé, de la loi spéciale du 8 août 1980 (article 33 de la

.../...

proposition) n'est pas déclaré applicable aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 50.

1. Il y a lieu de se reporter à l'observation faite sous l'article 33.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut également déterminer le statut de ses membres qui sont membres du Conseil régional, à l'instar des Gouvernements régionaux wallon et flamand, comme le prévoit l'article 68, alinéa 2, proposé, de la loi spéciale du 8 août 1980 (article 36 de la proposition).

3. Le texte néerlandais de l'alinéa proposé devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 51.

1. Il y a lieu de se reporter à l'observation formulée sous l'article 33, en ce qui concerne les paragraphes 1er à 3.

2. A l'occasion de la modification que les auteurs de la proposition entendent apporter à l'article 41, § 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, il faudrait corriger la discordance qui existe entre les versions française et néerlandaise du texte actuellement en vigueur. En effet, la deuxième phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 3 dispose, dans sa version française : "Ils sont adjoints, ..., aux membres de l'Exécutif ayant choisi les groupes de matières visés à l'article 53, alinéa 2, de la présente loi", alors que, dans sa version néerlandaise, ce texte est rédigé comme suit : "Zij worden toegevoegd, ..., aan de leden van de Executieve, bedoeld in artikel 53, tweede lid, van deze wet".

3. En ce qui concerne le paragraphe 6, il y a lieu de se reporter aux observations faites sous les articles 33 et 50.

Article 52.

Comme il est indiqué dans les développements, le texte proposé a notamment pour conséquence que le président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fera désormais partie du collège de la commission communautaire correspondant au groupe linguistique auquel il appartient, alors que tel n'est actuellement pas le cas. Par l'effet de l'article 60, alinéa 4, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, le texte proposé implique également que, désormais, le

.../...

président du Gouvernement sera membre du collège réuni de la Commission communautaire commune.

Or, les auteurs de la proposition n'entendent pas modifier l'article 77 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en vertu duquel le président du Gouvernement dispose seulement d'une voix consultative au sein du collège réuni, qu'il préside.

Il en résulte que le président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne disposera, dans le collège réuni, que d'une voix consultative, alors qu'il disposera d'une voix délibérative dans le collège de la commission communautaire du groupe linguistique auquel il appartient.

Article 53.

1. Il est renvoyé à l'observation générale n° 1 sur le chapitre II.

2. Il est utile de rappeler que si le législateur spécial était habilité par la Constitution à fixer les règles de fonctionnement de la Commission communautaire française, lorsqu'elle exerce un pouvoir décrétoal en application de l'article 59quinquies proposé de la Constitution, il ne pourrait pas se limiter aux règles prévues à l'article 74bis proposé, qui détermine en même temps certains modes d'exercice du pouvoir décrétoal et des

.../...

procédures de contrôle politique du collège. Il devrait s'inspirer de l'ensemble des règles de fonctionnement qui ont été adoptées pour les Conseils des Communautés et des Régions par la loi spéciale du 8 août 1980.

3. Les auteurs de la proposition prévoient et organisent, en ce qui concerne les organes de la Commission communautaire française, la procédure de la motion de méfiance, déjà instituée, en ce qui concerne les organes de la Région de Bruxelles-Capitale, par l'article 36, alinéas 2 et suivants, de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

Ils prévoient notamment que l'adoption d'une motion de méfiance, non seulement emporte la démission du collège ou du ou des membres contestés, mais entraîne aussi la démission des membres du collège en leur qualité de membres du Gouvernement de la Région. Ils prévoient encore que l'adoption de cette motion, non seulement emporte l'installation du nouveau collège ou du ou des nouveaux membres, mais entraîne aussi l'installation du ou des nouveaux membres du Gouvernement de la Région appartenant au groupe linguistique français.

On observe tout d'abord que les auteurs de la proposition n'ont pas tenu compte du fait que tous les membres du collège n'ont pas la qualité de membres du Gouvernement de la Région : en effet, les secrétaires d'Etat

.../...

régionaux sont membres du collège (10), mais ne font pas partie du Gouvernement de la Région (11).

Plus fondamentalement, il faut bien constater que le système proposé compromet le principe selon lequel c'est devant le Conseil que les membres du Gouvernement de la Région et les secrétaires d'Etat régionaux engagent leur responsabilité (12). Si le président du Gouvernement a la qualité de membre du collège de la Commission communautaire française, le système proposé compromet aussi plus spécialement la règle qui veut que le président du Gouvernement de

(¹ ⁰)
Voir la modification apportée par la proposition à l'article 60, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

(¹ ¹)
Article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

(¹ ²)
Voir, dans la loi spéciale du 12 janvier 1989, l'article 36, alinéa 1er, qui renvoie à l'article 70 de la loi spéciale du 8 août 1980, ainsi que l'article 41, § 4. Certes, il est déjà prévu que, lorsqu'une motion de méfiance est dirigée contre un membre de l'Exécutif, à l'exception du président, elle est adoptée à la majorité des membres du groupe linguistique auquel le membre de l'Exécutif appartient (article 36, alinéa 6, de la loi spéciale du 12 janvier 1989). Un auteur a justement souligné la contradiction de cette règle avec le principe de la responsabilité devant le Conseil dans son ensemble (F. JONGEN, in R. Andersen et a., La Région de Bruxelles-Capitale, Bruylant, 1989, n° 197).

la Région doit jouir de la confiance de la majorité des membres du Conseil (13).

Les textes devraient être revus afin de tenir compte de ces observations.

Le texte néerlandais de l'article 74bis, proposé, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 54.

Le début de l'article 79bis, alinéa 1er, proposé, serait mieux rédigé comme suit :

"Les membres du personnel de la province de Brabant qui sont affectés à l'enseignement organisé par celle-ci, à la date du 1er septembre 1992, sur le territoire visé à l'article 2, § 1er, sont transférés ...".

Pour le surplus, le texte proposé suscite les questions suivantes, auxquelles les développements de la proposition n'apportent pas de réponse :

- 1° quelle sera la situation de l'enseignement qui serait organisé par la province de Brabant après le 1er septembre 1992;

(¹ Articles 35, § 2, et 36, alinéa 5, de la loi spéciale du 12 janvier 1989. ³)

- 2° la règle suivant laquelle les membres du personnel sont transférés "à la Commission communautaire française ou à la Commission communautaire flamande, selon le cas" ne permet pas de déterminer avec toute la précision requise les critères de répartition entre les deux commissions;
- 3° le texte de l'alinéa 2 ne permet pas d'identifier précisément quels sont les interlocuteurs des organisations syndicales représentatives du personnel dans le cadre de la concertation prévue.

Il conviendra de fournir les précisions nécessaires dans le texte de la proposition.

Article 55.

Le texte néerlandais de l'article 80bis, proposé, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 57.

1. Pour tenir compte du texte proposé pour l'article 59quinquies, § 2, de la Constitution, il convient d'écrire, dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 83ter proposé, "le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à son budget une dotation ... (la suite comme au projet)", au lieu de "il est prévu annuellement, à charge du budget de la Région de Bruxelles-Capitale ...".

.../...

La même observation vaut pour l'article 83ter, §§ 2 et 3, et pour l'article 83quater proposés (articles 57 et 58 de la proposition).

2. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots "de l'enseignement qui leur a été transféré, conformément à l'article 79bis, § 1er", doivent être remplacés par les mots "de l'enseignement visé à l'article 79bis, alinéa 1er".

Concernant le paragraphe 1er, alinéa 3 :

- a) dans la première et la deuxième phrase, au lieu d'écrire que les pourcentages indiqués de la dotation "vont" aux commissions, mieux vaut prévoir qu'ils sont répartis entre les commissions;
- b) la troisième phrase ne suffit pas pour déterminer directement et précisément les critères de répartition de la dotation entre les deux commissions à partir de l'année budgétaire 1999.

En outre, il existe une discordance entre le paragraphe 1er, alinéa 3, de l'article 83ter proposé et le commentaire qui en est fait dans les développements, commentaire suivant lequel les chiffres figurant dans l'article 83ter, alinéa 3, feront l'objet d'une vérification technique et, le cas échéant, pourront être amendés.

Ce commentaire suscite la question suivante :

.../...

L'article 83ter, § 1er, alinéa 3, ne contient pas de chiffres mais des pourcentages; l'alinéa 2 du même paragraphe ne contient qu'un seul chiffre.

La disposition dont le commentaire annonce un amendement éventuel après vérification technique est-elle celle de l'alinéa 2 ou celle de l'alinéa 3 ?

3. Au paragraphe 2, alinéa 1er, deuxième phrase, les mots "Cette dotation comprend le montant de base, égal" doivent être remplacés par les mots "Le montant de base de cette dotation est égal". La même observation vaut pour le paragraphe 3, deuxième phrase.

Par ailleurs, les auteurs de la proposition préciseront ce qu'ils entendent exactement viser lorsqu'ils se réfèrent aux "missions provinciales ... relevant de la compétence d'une des deux commissions communautaires, de la Communauté française ou de la Communauté flamande".

4. Le système de calcul permettant de déterminer l'évolution des montants de base manque de clarté.

Il conviendrait de concevoir un système plus simple ou, à défaut, de fournir des explications plus détaillées dans les développements de la proposition.

5. Enfin, le texte néerlandais du paragraphe 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 58.

Il y a lieu d'observer :

.../...

- a) concernant le paragraphe 1er, qu'il est inutile de prévoir à deux reprises que le Conseil peut augmenter les montants indiqués, sur la proposition de son Gouvernement et que, dès lors, dans le texte français de l'alinéa 1er, les mots "que le Conseil peut augmenter sur la proposition de son Gouvernement" doivent être omis;
- b) concernant le paragraphe 2, qu'à partir des mots "pour autant que", il serait plus simple, dans une phrase autonome, d'écrire - comme dans les développements - que, lorsqu'une commission fait usage de son droit de tirage, l'autre commission reçoit un montant calculé suivant la clé de répartition de 80 p.c. pour la Commission communautaire française et de 20 p.c. pour la Commission communautaire flamande.

En outre, le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 59.

1. Aux paragraphes 1er et 3 de l'article 83quinquies proposé, sont désignés, en application de la disposition proposée pour l'article 1er, alinéa 4, de la Constitution, les organes chargés, en ce qui concerne le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, d'exercer les missions admi-

.../...

nistratives d'intérêt général qui, dans les provinces, sont exercées, selon le cas, par le conseil provincial ou par la députation permanente.

Il convient d'observer que le texte ainsi rédigé ne suffit pas à assurer la pleine exécution de la disposition proposée pour l'article 1er, alinéa 4, de la Constitution. Il appartient au législateur de déterminer les modalités de l'exercice des compétences visées, ainsi que les règles de fonctionnement des organes désignés, lorsqu'ils exercent ces compétences.

Les auteurs de la proposition veilleront à compléter celle-ci en conséquence.

2. Au paragraphe 1er, les mots "qui ne sont pas des matières relevant de la compétence" doivent être remplacés par les mots "qui ne relèvent pas de la compétence".

3. L'article 83quinquies, § 2, proposé, ne détermine ni les conditions de désignation ni le statut des membres du collège qu'il crée. Il ne garantit pas non plus l'indépendance de ces membres, alors que ledit collège constitue une nouvelle autorité juridictionnelle. Il ne comporte pas davantage de règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du collège.

Le texte devra être complété sur ces points.

.../...

Par ailleurs, plutôt que de rendre applicable l'article 104bis de la loi provinciale, il vaut mieux prévoir que la procédure devant le collège est soumise aux mêmes règles que celles qui s'appliquent dans les cas où, dans les provinces, la députation permanente exerce une mission juridictionnelle.

Le sort des affaires qui sont pendantes devant la députation permanente au moment de l'entrée en vigueur de la loi devra être réglé par une disposition transitoire.

4. Dans un souci de cohérence, le texte du paragraphe 3 doit être rédigé de la même manière que le texte du paragraphe 1er.

En ce qui concerne l'alinéa 1er du paragraphe 3, il y a lieu de relever que la Commission communautaire commune n'a pas pour organe "les groupes linguistiques", mais l'assemblée réunie.

5. Sous réserve des observations ci-dessus, des observations quant au texte néerlandais de l'article 83quinquies proposé, sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre III. - Modifications de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Compte tenu de la technicité des dispositions contenues dans le présent chapitre, il serait utile de

compléter les développements par d'autres tableaux chiffrés, afin de mesurer l'impact financier de chacune des mesures proposées.

Articles 63, 64, 65 et 67, § 4.

1. En son article 63, la proposition de loi spéciale a pour objet de compléter la liste des impôts régionaux figurant à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par un 8^o, formulé comme suit :

"les taxes sur des produits générateurs de nuisances écologiques, appelées écotaxes" (14).

La base d'imposition ainsi que le taux d'imposition et les exonérations des écotaxes seront fixés par le législateur national statuant à la majorité simple. Des modifications ultérieures de l'un de ces éléments ne pourront être effectuées que moyennant l'accord des Exécutifs régionaux (article 64 de la proposition).

La totalité du produit net des écotaxes est attribuée aux Régions, sous la réserve que la partie des écotaxes sur les énergies non renouvelables qui est attribuée aux Régions, est déterminée par arrêté royal après

(¹ Dans le texte néerlandais, il ⁴serait plus correct d'écrire "milieubelastingen" au lieu de "milieutaksen".)

concertation avec les Exécutifs régionaux (article 67, § 4, de la proposition).

Le produit des écotaxes sera réparti entre les Régions sur la base du nombre d'habitants par Région. L'Etat assurera, pour le compte de la Région et en concertation avec celle-ci, le service des impôts concernés et le Ministre des Finances et les Exécutifs régionaux concluront une convention pour déterminer les frais de perception (article 65 de la proposition).

2. L'article 63 de la proposition définit la notion d'"écotaxes" d'une manière générale. De cette définition, on peut simplement inférer que des taxes d'un type nouveau pourront être imposées sur "des produits générateurs de nuisances écologiques".

Une définition aussi peu concrète ne contribue guère à la délimitation de la matière taxable. Il peut se déduire des développements de la proposition que c'est à dessein que la formulation visée a été conçue en des termes généraux, afin de donner un large champ d'application aux écotaxes. C'est ainsi que les écotaxes pourront porter "sur les matières premières (exemple : les métaux lourds) et les énergies non renouvelables, les produits intermédiaires (exemple : la pâte à papier vierge) et les produits finis (exemple : les emballages perdus)" (développements, p. 8).

La disposition ainsi proposée équivaut dès lors à laisser au législateur le soin de déterminer par une loi

.../...

ordinaire quelles taxes seront levées sur une matière déterminée et de régler par conséquent le champ d'application et la teneur des écotaxes.

Contrairement à la formulation des développements (p. 8), la proposition ne tend pas, dès lors, à "introduire" un nouveau type de fiscalité; elle se limite plutôt à donner une définition générale d'un domaine fiscal. En d'autres termes, il n'est désigné qu'une matière définie de manière abstraite, qui doit encore faire l'objet de mesures concrètes à prendre par le législateur ordinaire.

De cette façon, les écotaxes se distinguent d'une manière essentielle des autres impôts régionaux, énumérés à l'article 3 de la loi spéciale précitée du 16 janvier 1989, qui sont des taxes déjà existantes, dont la matière imposable est déterminée de manière précise et qui ne peut plus être modifiée que par une loi à majorité spéciale (15).

3. La question se pose de savoir si le mécanisme ainsi proposé est compatible avec l'article 115, alinéa 3, de la Constitution.

En ce qui concerne le financement des Régions, l'article 115, alinéa 3, de la Constitution dispose ce qui suit :

(¹ Voir la déclaration du Ministre des Finances devant la Commission compétente de la Chambre (Doc. Chambre, 1988-1989, n° 635/18, p. 271).⁵)

"Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1er, dernier alinéa, fixe le système de financement des Régions prévues à l'article 107quater. Les organes de ces Régions déterminent, chacun pour ce qui le concerne, la destination de leurs recettes par les règles prévues à l'article 26bis".

Cette disposition vise manifestement à donner une garantie spéciale en matière de financement des Communautés et des Régions. Ce point de vue est confirmé par la déclaration suivante du Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles au cours des travaux préparatoires de révision de l'article 59bis de la Constitution :

"Le choix de prévoir le financement dans une loi votée à majorité spéciale s'explique pour trois raisons :

- Les règles de base qui déterminent les rapports entre les Communautés et les Régions ne peuvent en effet être modifiées en fonction de l'opportunité politique du moment. Ces modifications éventuelles doivent faire l'objet d'un consensus assez large entre les Communautés et Régions, matérialisé par une majorité des deux tiers.

Dans une structure fédérale, cela doit faire partie de la "Bundestreue", qui veut que ces modifications ne peuvent être envisagées que dans le cas d'un large consensus entre les Communautés.

- Ce système se construit progressivement et il faut éviter qu'on puisse facilement le remettre en cause à chaque étape de cette construction.

.../...

- En outre pour la crédibilité des Communautés et Régions, il est important que le système de financement soit stable. Il faut éviter d'offrir des possibilités d'hypothéquer l'assise financière des Communautés et Régions, ce qui s'est déjà produit au moment où a été élaboré le système de financement prévu par la loi ordinaire du 9 août 1980⁽¹⁶⁾.

En ce qui concerne notamment les taxes régionales visées au titre III de la loi spéciale du 16 janvier 1989 - et qui sont de par leur origine des taxes nationales - l'objectif poursuivi était de garantir aux Régions que l'autorité nationale ne pourra plus agir à l'avenir dans les domaines pour lesquels les Régions sont compétentes sur la base de la loi spéciale précitée du 16 janvier 1989. A défaut d'une garantie de l'espèce, inscrite dans la loi spéciale, il appartiendrait, en effet, à l'autorité nationale de "déterminer (par une loi spéciale et sur la base de l'article 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution) les exceptions dont la nécessité est démontrée" (17).

C'est toujours en vue du même objectif que le législateur spécial a, en quelque sorte, figé la matière imposable des impôts et perceptions énumérés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989, tant à l'égard du législateur national statuant à la majorité ordinaire qu'à l'égard des Conseils régionaux. Le législateur ordinaire

(¹ Doc. Chambre, S.E. 1988, n° 10/59b - 456/4, p. 22. ⁶)

(¹ Doc. Chambre, 1988-1989, n° 635/1, pp. 7 et 8. ⁷)

n'a pas, dès lors, le pouvoir de modifier, par la voie d'une modification de la matière imposable, la nature des taxes et prélèvements précités, puisque cela reviendrait à modifier, à la majorité ordinaire, la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions (18).

C'est ce qui ressort d'ailleurs également du mécanisme de financement tel qu'il est réglé au titre IV de la loi spéciale du 16 janvier 1989, "des parties attribuées du produit d'impôts", et qui détermine tant les montants de base (19) que le mécanisme de la fixation des moyens attribués aux Régions pour une année budgétaire déterminée, calculés sur la base de ces montants.

En tant qu'elle laisse au législateur ordinaire le soin de définir la teneur de la notion d'"écotaxes", y compris celui de déterminer la matière imposable, la proposition de loi spéciale soumise au Conseil d'Etat transfère au législateur ordinaire la compétence que l'article 115, alinéa 3, de la Constitution entendait réserver au législateur spécial.

(¹ ⁸
Doc. Chambre, 1988-1989, n° 635/1, p. 60.)

(¹ ⁹)
A l'exception des redevances radio et télévision, qui sont soumises au principe inscrit à l'article 10, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, selon lequel le pourcentage du produit doit être au moins égal au pourcentage qui a été attribué durant l'année précédente.

Pareille délégation n'est pas compatible ni quant à la lettre, ni quant à l'esprit, avec la disposition précitée de la Constitution.

4. Il résulte des observations qui précèdent que tels qu'ils sont conçus, les articles 63, 64, 65 et 67, § 4, de la proposition sont incompatibles avec la prescription de l'article 115, alinéa 3, de la Constitution, de manière telle que, dans la rédaction proposée, ils ne peuvent être adoptés sans méconnaître la Constitution, ainsi que l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'Etat l'avait déjà constaté dans son avis du 16 septembre 1992 (20).

La section de législation s'abstient, dès lors, d'examiner ces textes plus en détail.

Articles 66 et 68.

1. Selon les termes de l'article 66 de la proposition de loi, les Régions

"sont autorisées à percevoir des centimes additionnels sur l'impôt visé au § 1er (impôt des Communautés que constitue la redevance radio et télévision)".

(² Doc. Chambre, S.E. 1991-1992, n° 604/2.⁰)

.../...

Cette faculté conférée aux Régions est comparable à celle qui est prévue par le texte actuel de l'article 4, § 5, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions, en ce qui concerne un des impôts régionaux, et par l'article 6, § 2, alinéa 1er, 3°, de la loi précitée, en ce qui concerne l'impôt conjoint qui y est visé.

Mais on ne peut rattacher la fiscalité régionale additionnelle permise par la proposition présentement examinée, ni aux "impôts régionaux", ni aux "parties attribuées du produit d'impôts", au sens de la loi spéciale de financement. On ne peut davantage rattacher cette nouvelle catégorie de centimes additionnels régionaux à l'"impôt des Communautés" en tant que tel, que règle le nouveau titre IIIbis de la loi spéciale.

La portée de l'article 5bis, § 3 et § 5, alinéa 2, proposé, serait plus claire si ces dispositions étaient détachées de ce titre de la loi spéciale, pour former un titre distinct.

2. Selon le commentaire que les développements donnent de l'article 68 de la proposition de loi,

"Quoique la deuxième partie de la première phrase de l'article 11 de la loi de financement parle de l'octroi de réductions, on ne peut en déduire que les Régions pourraient accorder des réductions sur la redevance radio et télévision" (p. 54).

.../...

Pour que cette restriction apparaisse directement à la lecture du dispositif, l'article 11 gagnerait à être remplacé entièrement.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 11. Les Communautés et les Régions ne peuvent lever de centimes additionnels sur les impôts et perceptions visés par la présente loi, à l'exception de ceux visés aux articles 3, alinéa 1er, 6°, 5bis, § 1er, et 6, § 2.

Elles ne peuvent accorder de réductions sur les impôts et perceptions visés par la présente loi, à l'exception de ceux visés aux articles 3, alinéa 1er, 6°, et 6, § 2.

Sous la réserve des cas prévus par la présente loi, les Communautés et les Régions ne sont pas autorisées à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition visée par la présente loi".

3. Sous réserve des observations faites ci-dessus, le texte néerlandais de l'article 5bis, proposé, de l'article 66 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 71.

A l'article 27, § 3, 1°, proposé, de la loi spéciale, il convient d'écrire "article 23bis, § 2" et non "article 23ter, § 2".

.../...

Article 72.

Le texte néerlandais de l'article 32bis, proposé, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 73.

Compte tenu des développements, il semble qu'il faille écrire, à l'article 33, § 2bis, alinéa 3, proposé de la loi spéciale du 16 janvier 1989 : "0,25 p.c. du montant déterminé sur la base du § 2 (et non 1er) pour l'année budgétaire 2004".

Article 75.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 78.

Compte tenu des développements, il semble qu'il faille écrire, à l'article 47, § 2bis, alinéa 3, proposé : "0,25 p.c. du montant déterminé sur la base du § 2 (et non du § 1er) pour l'année budgétaire 2004".

.../...

Article 80.

Suivant le passage des développements relatif à l'article 68bis proposé :

"Cette disposition s'applique en outre aux allocations de fin d'année que la Communauté française - "Ministère de la Communauté française département enseignement" - devrait, en exécution d'un jugement ou d'un arrêt, payer directement aux membres du personnel, pour les années 1991 et 1992, en lieu et place des chèques-repas délivrés" (21).

Pour mettre le texte de l'article 68bis, alinéa 1er, en concordance avec le texte précité, il y a lieu d'écrire "ont ou auront" à la fin du dudit alinéa.

En outre, il conviendrait que le commentaire explique la portée du mot "directement" figurant dans le même alinéa.

Chapitre IV. - Modification de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Article 82.

(² Le dernier membre de phrase n'a pas d'équivalent dans le texte néerlandais. ¹)

.../...

Dans l'article 7, § 5bis, proposé, les auteurs de la proposition doivent préciser le point de départ du délai de huit jours qui y est visé.

La même observation vaut pour l'article 65bis, § 2, proposé (article 84 de la proposition).

Le texte néerlandais du paragraphe 5bis, proposé, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 83.

1. A l'article 61, § 7, alinéa 1er, proposé, il faut écrire : "En outre, les particuliers domiciliés dans l'une des communes visées aux articles 7 et 8 ...".

2. A l'alinéa 2 du paragraphe 7, il faut omettre les mots "et ce par dérogation au § 6".

Pour éviter toute équivoque sur la plainte au sujet de laquelle la commission émet un avis, mieux vaut rédiger l'alinéa 2 du paragraphe 7 comme suit :

"La Commission émet un avis dans les quarante-cinq jours de la réception de la plainte".

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 du paragraphe 7, proposé, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Le texte néerlandais des alinéas 4 et 5 du même paragraphe serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 84.

1. Il appartiendra aux auteurs de la proposition d'apprécier la compatibilité de l'article 65bis proposé avec l'article 65 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, en ce qui concerne les attributions respectives du gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand (article 65bis proposé) et du vice-gouverneur de la province de Brabant (article 65 des lois coordonnées) à l'égard des communes périphériques.

2. Le mécanisme de suspension visé au paragraphe 3 est organisé dans des termes identiques à ceux utilisés par l'article 264 de la nouvelle loi communale. Il reste que le dernier alinéa dudit paragraphe 3, relatif à l'écoulement du délai de quarante jours, ne reprend pas l'ensemble des hypothèses visées à l'article 265 de la même loi.

Il appartient aux auteurs de la proposition de compléter, s'il y a lieu, le texte proposé.

3. Au paragraphe 4, alinéa 1er, de l'article 65bis, mieux vaut, pour se conformer à la terminologie utilisée par les lois coordonnées précitées, écrire "un particulier" plutôt que "une personne physique ou morale".

.../...

Le texte néerlandais du même paragraphe, alinéa 4, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 86.

Pour permettre aux membres des Chambres législatives d'apprécier la portée de la modification, prévue au paragraphe 2, il convient de compléter les développements de la proposition.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het voor advies voorgelegde voorstel van bijzondere wet strekt er onder meer toe een aantal nog te herziene of in te voegen grondwetsartikelen uit te voeren. De tekst van die nieuwe, nog goed te keuren bepalingen, inzonderheid van de artikelen 1, 53, 59quater, 59quinquies en 108, vierde lid, van de Grondwet is vervat in de bij de adviesaanvraag gevoegde voorstellen tot herziening van de Grondwet die het voorwerp uitmaken van respectievelijk de gedrukte stukken Kamer, 722/1 - 92/93, Senaat, 100-20/1^o (B.Z. 1991-1992), Kamer, 725/1 - 92/93, Kamer, 726/1 - 92/93, en Kamer, 736/1 - 92/93.

Met een verwijzing naar precedënten verzoekt de Voorzitter van de Senaat de Raad van State te adviseren over de overeenstemming en de bestaanbaarheid van het voorstel van bijzondere wet met de Grondwet zoals ze van kracht zal zijn wanneer de hiervoren vermelde voorstellen tot herziening door de grondwetgever zullen zijn aangenomen.

's Raads advies wordt dan ook gegeven onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat de nieuwe grondwetsbepalingen zullen luiden zoals in de meergenoemde voorstellen tot herziening wordt voorgesteld of althans bepalingen zullen bevatten waarin voor het thans voorgelegde voorstel van bijzondere wet de vereiste constitutionele grondslag kan worden gevonden.

Met nadruk wordt herhaald dat de Raad van State in zijn advisering in geen dele uitspraak doet over de voorstellen tot herziening van de Grondwet zelf (22), welke

(² Zie advies L. 13.334/1/2 van 31 mei - 6 juni 1979, in Gedr. St., Senaat, B.Z. 1979, nr. 261/1, bijlage I, p. 4. ²)

aangelegenheid immers geen deel uitmaakt van de door de wet aan de Raad van State toegekende adviesbevoegdheid.

Ofschoon de Raad van State zich niet uitlaat over de coherentie tussen de grondwetsbepalingen die worden herzien en de vigerende artikelen, valt op te merken dat de constitutieve autonomie, bedoeld in de artikelen 7 en volgende van het voorstel, weliswaar kan worden ingepast in het nieuwe voorgestelde artikel 59quater, maar niet harmonieert met de beginselen die zijn vastgelegd in de artikelen 59bis, § 1, en 107quater, die niet vatbaar zijn voor herziening en die de bevoegdheid om de samenstelling en de werkwijze van de Gemeenschaps- en de Gewestraden te bepalen, uitsluitend wegleggen voor de bijzondere wet.

Hoofdstuk I. - Wijzigingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 1.

1. Artikel 1 strekt ertoe aan de Gemeenschappen een ruimere bevoegdheid toe te kennen wat het beleid inzake maatschappelijk welzijn betreft. Aldus worden niet langer op algemene wijze de "regelen tot inrichting van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn" (artikel 5, § 1, II, 2°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen onttrokken, doch wordt de bevoegdheid welke ter zake aan de federale overheid blijft voorbehouden beperkt tot vier limitatief omschreven deelaspecten van het beleid inzake maatschappelijk welzijn. Hierdoor zullen onder meer de samenstelling en de werking van de raad voor maatschappelijk welzijn, het personeel, het beheer, de

.../...

financiering van en het administratief toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen gaan behoren.

2. Uitzonderingen op de principiële gemeenschapsbevoegdheid zijn, volgens b) van het voorgestelde artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, de regelingen met betrekking tot het in artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor elke persoon gewaarborgde "recht op maatschappelijke dienstverlening" en met betrekking tot de tussenkomsten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn om "aan de personen en de gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is", zoals geregeld in hoofdstuk IV van de voornoemde organieke wet. Volgens de toelichting (pp. 13-14) betreffen deze twee uitzonderingen "basisrechten, die kunnen beschouwd worden als het minimum dat aan alle in België verblijvende personen gegarandeerd wordt" en zullen de Gemeenschappen "inzake maatschappelijke dienstverlening bovenop het federaal gegarandeerde minimum aanvullende rechten kunnen waarborgen". Deze bedoeling blijkt evenwel onvoldoende uit de voorgestelde tekst die op dit punt aanvulling behoeft - bijvoorbeeld door invoeging van de woorden "onverminderd de bevoegdheid van de Gemeenschappen om ...". Hierbij zal de bijzondere wetgever zijn precieze bedoelingen dienen te expliciteren, bijvoorbeeld omtrent de vraag of het om nieuwe vormen van hulp, dan wel om aanvullende hulp, of om beide gaat. Bijkomend zal moeten worden verhelderd of de Gemeenschappen bevoegd zijn om eigen regelen met betrekking tot die "aanvullende rechten" vast te stellen, bijvoorbeeld

.../...

inzake terugvordering, dan wel of de federale regelen daarop automatisch van toepassing zullen zijn.

3. Met betrekking tot de in d) van het voorgestelde artikel 5, § 1, II, 2°, voor de federale overheid voorbehouden bevoegdheid in verband met de regelingen van de "pacificatiewet" van 9 augustus 1988, kan de vraag worden gesteld of niet ook van de bevoegdheid van de Gemeenschappen moeten worden uitgezonderd de regelingen welke door de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen werden ingevoegd in de organieke wet van 8 juli 1976 en die inzonderheid betrekking hebben op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Meer bepaald gaat het om de artikelen 6, § 4, 11, § 5, 18ter, 27, § 4, en 27bis, § 1, laatste lid, van de voornoemde organieke wet, die werden ingevoegd bij de artikelen 4 tot 8 van de wet van 16 juni 1989. Ofschoon de toelichting (p. 15) met betrekking tot artikel 6, § 4, van de organieke wet stelt dat de hierin bedoelde regeling van toepassing blijft zolang zij niet wordt gewijzigd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, dient te worden opgemerkt dat de voornoemde bepalingen, alhoewel niet opgenomen in de "pacificatiewet", eveneens kunnen worden aangemerkt als elementen van de "communautaire pacificatie", waarvan de regeling voor het overige aan de federale overheid wordt voorbehouden. De vraag klemmt des te meer daar artikel 27bis van de organieke wet werd ingevoegd bij artikel 17 van de "pacificatiewet" van 9 augustus 1988 en nadien werd aangevuld bij artikel 8 van de wet van 16 juni 1989.

Men verbeterde d) in ieder geval als volgt :

.../...

"de regelingen met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en van de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, die opgenomen zijn in de wet van 9 augustus 1988 ... (verder zoals in het voorstel)".

4. Ten slotte wordt de aandacht gevestigd op de incidentie welke de voorgestelde nieuwe bevoegdheidsverdeling kan hebben op het bij de Wetgevende Kamers aanhangige wetsontwerp "houdende een urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving" (Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-1992, nr. 630/1).

Artikel 2.

Paragraaf 1.

Artikel 2, § 1, beoogt wijzigingen aan te brengen in artikel 6, § 1, II en V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarvan de bepalingen worden samengebracht in de rubriek II, dat dus voortaan betrekking zal hebben zowel op het leefmilieu als op het waterbeleid. Het herneemt, op aangepaste wijze, artikel 1 van een voorstel van bijzondere wet (Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-1992, nr. 600/1), dat reeds voor advies aan de algemene vergadering van de afdeling wetgeving werd voorgelegd (ibidem, nr. 600/2). Het nieuwe tekstvoorstel houdt grotendeels rekening met dat advies.

.../...

Op het verzoek om verduidelijking omtrent de situatie wanneer een invoer van afvalstoffen in een Gewest of een uitvoer uit een Gewest gepaard gaat met een doorvoer door een ander Gewest (advies, p. 20), wordt in de toelichting (p. 15) gepreciseerd dat "het transport van afvalstoffen door één Gewest van afvalstoffen die worden in- of uitgevoerd door een ander Gewest, niet (mag) worden opgevat als een "doorvoer" waarvoor de federale overheid bevoegd is, (zodat) het aan het Gewest over wiens grondgebied het afval wordt getransporteerd, toe(komt) om hiervoor toestemming te verlenen".

Hiermee zal rekening dienen te worden gehouden bij het overleg omtrent de coördinatie van het beleid inzake in-, uit- en doorvoer van afvalstoffen, zoals voorgeschreven bij artikel 2, § 10, van het voorstel van bijzondere wet.

Paragraaf 2.

Artikel 2, § 2, kent in het voorgestelde (nieuw) artikel 6, § 1, V, van de bijzondere wet bepaalde bevoegdheden inzake het landbouwbeleid aan de Gewesten toe.

Luidens de voorgestelde bepaling van het eerste lid, 1°, is de bevoegdheid van de Gewesten beperkt tot de "toepassing" van de Europese maatregelen met betrekking tot het landbouwstructuurbeleid en dan nog alleen voor zover het gaat om toepassingsmaatregelen die kaderen in het Landbouwfonds en (zie inzonderheid de Franse tekst) die betrekking hebben op de specifieke steun voor de landbouw in probleemgebieden en op de plattelandsontwikkeling.

.../...

De draagwijdte van die bepaling zou kunnen worden gepreciseerd door de redactie ervan als volgt aan te passen :

"1° De toepassing, in het kader van het Landbouwfonds, van de Europese maatregelen inzake het landbouwstructuurbeleid met betrekking tot ...".

De bepalingen in 5° en 6° van het eerste lid worden best samengevoegd.

Paragraaf 3.

Artikel 2, § 3, betreft het afzet- en uitvoerbeleid. Uit de voorgestelde tekst is niet met zekerheid af te leiden of de bevoegdheid om waarborgen te verstrekken tegen export-, import- en investeringsrisico's ook aan de Gewesten toekomt - in welk geval het zou gaan om een parallelle bevoegdheid -, dan wel of deze bevoegdheid een uitsluitend federale bevoegdheid is. Evenmin is het duidelijk of het vereiste van overleg met de Gewesten, "bij voorkeur via samenwerkingsakkoorden", alleen betrekking heeft op de federale bevoegdheid om een beleid van bevordering te voeren, zoals de toelichting (p. 24) suggereert, dan wel betrekking heeft op de drie in die bepaling aan de federale overheid voorbehouden bevoegdheden. Teneinde elke mogelijke verwarring ter zake uit te sluiten, verdient het aanbeveling om, rekening houdend met de eerste opgeworpen interpretatievraag, de drie federale bevoegdheden respectievelijk onder a), b) en c) op te sommen. Overigens drukken de

.../...

woorden "met het oog op een maximale efficiëntie" en de woorden "bij voorkeur" eerder een streven uit dan dat zij een afdwingbare rechtsregel bevatten en bovendien heeft het weinig zin te wijzen op de mogelijkheid om vrijwillig samenwerkingsakkoorden te sluiten, vermits daarin op een algemene wijze wordt voorzien in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet.

Paragraaf 5.

Met betrekking tot de in artikel 2, § 5, voorgestelde bepaling, dient te worden vastgesteld dat zij geen uitvoering geeft aan de in het voorstel tot herziening van artikel 108, vierde lid, van de Grondwet in uitzicht gestelde regelingsbevoegdheid van de decreetgever voor de vaststelling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop provincies zich met elkaar mogen verstaan of zich mogen verenigen. Daar het voornoemd voorstel tot herziening de regelingsbevoegdheid van de gewone federale wetgever voor verenigingen van provincies blijkt uit te sluiten, dreigt er, bij gezegd gebrek aan uitvoering in een bijzondere meerderheidswet, ter zake een rechtsvacuüm te ontstaan.

Paragraaf 7.

Men ziet niet goed in waarom het in artikel 2, § 7, voorgeschreven overleg het voorwerp uitmaakt van een in artikel 6 van de bijzondere wet op te nemen nieuwe paragraaf 2bis, daar de voorgestelde bepaling in paragraaf 3, 7°, van artikel 6 van de bijzondere wet behouden kan

.../...

blijven. In elk geval schrijve men "pleegt overleg" in plaats van "moet overleg plegen". Ook is enige verduidelijking geboden omtrent de passus van de toelichting (p. 28), volgens welke het thans in de Franse tekst voorgestelde woord "activités" ruimer is dan de term "travaux" die in het huidige artikel 6, § 3, 7º, van de bijzondere wet wordt gehanteerd, te meer daar het woord "travaux" beter aansluit bij het in de Nederlandse tekst behouden woord "werkzaamheden".

Paragraaf 9.

Met betrekking tot artikel 2, § 9, herinnert de Raad aan zijn suggestie om deze overlegprocedure uit te breiden tot produktnormen die de federale overheid zich voorneemt vast te stellen op grond van de haar door artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voorbehouden bevoegdheid (advies van de Raad van State, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, van 16 september 1992, Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-1992, nr. 600/2, p. 18-19).

Paragraaf 10.

In artikel 2, § 10, schrijve men "De federale overheid" in plaats van "De betrokken federale overheid".

.../...

Artikel 3.

1. Volgens de toelichting (p. 30) strekt de in artikel 3 voorgestelde wijziging van artikel 6bis van de bijzondere wet ertoe te streven naar "een duidelijke (bevoegdheids)verdeling (inzake het wetenschappelijk onderzoek) waarin mogelijke bevoegdheidsconflicten worden weggewerkt". Of dit doel zal worden bereikt is twijfelachtig, gelet op de vaagheid van de gebezigde bewoordingen. Bij wijze van voorbeeld kunnen bij de voorgestelde tekst de volgende vragen worden gesteld :

- Welk is het verschil in draagwijdte tussen de voorgestelde paragraaf 1 en de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten zoals ze thans in artikel 6bis, § 1, van de bijzondere wet is bepaald ?
- Moet uit het gebruik van het woord "nodig" in de voorgestelde paragraaf 2, 1°, worden afgeleid dat de door deze tekst aan de federale overheid toegewezen bevoegdheid beperkter is dan degene welke zij thans aan artikel 6bis, § 2, van de bijzondere wet ontleent ?
- Worden in de voorgestelde paragraaf 2, 2°, de netwerken voor gegevensuitwisseling tussen de "nationale" wetenschappelijke instellingen bedoeld, of ook de netwerken voor gegevensuitwisseling tussen de verschillende Gemeenschappen en Gewesten ? Volgt uit het gebruik van het woord "dienen" in de toelichting (p. 31) dat de federale overheid aan de gemeenschaps- en gewestinstellingen de verplichting kan opleggen om aan te sluiten op nationale

.../...

en internationale netwerken ? Houdt dezelfde toelichting in dat de uitvoering en de organisatie van netwerken tussen gemeenschaps- en gewestinstellingen tot de respectieve bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten behoren ?

2. Volgens de toelichting (p. 30) zal de nieuwe bevoegdheidsverdeling pas van toepassing zijn op nieuwe programma's en initiatieven, zodat zij geen toepassing zal vinden op bestaande programma's en initiatieven, noch - in de algemene regel - op de voortzetting van lopende programma's. Zulks dient uitdrukkelijk in de tekst zelf van het voorstel te worden bepaald, daar, bij gebreke van een andersluidende overgangsbepaling, een nieuwe bevoegdheidsverdeling onmiddellijk van toepassing is.

3. In artikel 3, § 3, schrijve men "samen te stellen" in plaats van "samengestelde".

Artikelen 5 en 6.

1. De artikelen 5 en 6 van het voorstel, die in samenhang moeten worden gelezen, betreffen de afbakening van de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten ten aanzien van de door de Grondwet aan de wet voorbehouden aangelegenheden.

.../...

Artikel 6 beoogt een mildering van het krachtens artikel 19, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voor de Gemeenschappen en de Gewesten geldende principiële verbod om aangelegenheden te regelen die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden, in die zin dat dit verbod niet zal gelden in de mate dat de Gemeenschappen of de Gewesten zich op de toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet kunnen beroepen.

Artikel 5 van het voorstel strekt ertoe de door artikel 11 van de bijzondere wet aan de Gemeenschappen en de Gewesten toegekende strafrechtelijke bevoegdheid uit te breiden.

Ook het bestaande artikel 11 was in wezen niets anders dan een dubbele afwijking van het in artikel 19, § 1, eerste lid, vervatte verbod voor de Gemeenschappen en de Gewesten om aangelegenheden te regelen die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden. Het machtigde immers de Gemeenschappen en de Gewesten om de niet-naleving van hun decreten strafbaar te stellen en ook te bepalen welke van de straffen van Boek I van het Strafwetboek (met uitzondering van de criminele straffen bedoeld in artikel 7 van dat Wetboek) op die niet-naleving van toepassing zijn.

Artikel 5 breidt die strafrechtelijke bevoegdheid in viererlei opzicht uit - welke uitbreidingen alle vier opnieuw aangelegenheden betreffen die door de Grondwet aan de wet zijn voorbehouden :

.../...

- 1º de decreten zullen voortaan in om het even welke van de straffen van Boek I van het Strafwetboek mogen voorzien, met andere woorden ook in criminele straffen;
- 2º de decreten zullen in straffen mogen voorzien die niet in Boek I van het Strafwetboek voorkomen, onder dit voorbehoud evenwel dat dergelijke decreten enkel zullen kunnen worden bekrachtigd na het eensluidend advies van de Ministerraad over de nieuwe straf;
- 3º de decreten zullen ook van al de overige bepalingen van Boek I van het Strafwetboek mogen afwijken : wat de bepalingen inzake de herhaling betreft, blijkbaar op een algemene wijze; wat de overige bepalingen betreft, enkel voor bijzondere gevallen;
- 4º met betrekking tot de door hen strafbaar gestelde handelingen of gedragingen, zullen de Gemeenschappen en de Gewesten ook nog de bevoegdheid hebben om :
 - de hoedanigheid van agent of officier van gerechtelijke politie toe te kennen aan beëdigde ambtenaren van de Gemeenschaps- of Gewestregering;
 - de bewijskracht van processen-verbaal te regelen;
 - de gevallen te bepalen waarin huiszoeking kan plaatshebben.

Ten slotte onttrekt artikel 6 van het voorstel impliciet aan het toepassingsgebied van artikel 19, § 1,

.../...

eerste lid, van de bijzondere wet de decreten waarbij aangelegenheden bedoeld in de artikelen 10 en 11 worden geregeld.

Die dubbele wijziging is logisch : toepassing van artikel 10 is enkel denkbaar naar aanleiding van het regelen van aangelegenheden bedoeld in de artikelen 4 tot 9 en behoeft derhalve geen afzonderlijke vermelding, terwijl toepassing van artikel 11 een afwijking van het in artikel 19, § 1, eerste lid, geformuleerde verbod impliceert.

2. De artikelen 5 en 6 geven aanleiding tot de volgende opmerkingen :

2.1. Het is blijkbaar de bedoeling om een onderscheid te maken tussen, enerzijds, de mogelijkheid voor de Gemeenschappen en de Gewesten om af te wijken van de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek inzake de herhaling en, anderzijds, de mogelijkheid om af te wijken van de overige bepalingen van het genoemde Boek I. Het is evenwel niet duidelijk waarin dat onderscheid precies bestaat, noch welke de reden is voor een dergelijk onderscheid.

2.2. Het is niet overeen te brengen met het beginsel van de scheiding van de machten - welk beginsel zowel voor de federale overheden als voor de gemeenschaps- en gewestoverheden geldt - dat de mogelijkheid van bekrachtiging van een door het verkozen wetgevend orgaan van een Gemeenschap of een Gewest genomen beslissing afhankelijk zou worden gemaakt van het eensluidend advies van de Ministerraad

.../...

(wellicht te lezen als : de bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit gegeven instemming), met andere woorden de instemming van het uitvoerend orgaan van de federale overheid.

Indien men de instemming van de federale overheid ter zake nodig acht, zal deze bij wet dienen te worden verleend.

2.3. De uitdrukkelijke toewijzing, in het voorgestelde artikel 11, tweede lid, van bepaalde bevoegdheden inzake opsporing en vaststelling van misdrijven, doet de vraag rijzen of de decreetgever al dan niet, met toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet, nog andere aspecten van de strafvervolgning zal kunnen regelen.

Daaromtrent zou duidelijkheid moeten worden verschaft.

2.4. Het lijkt wenselijk dat de hoedanigheid van agent of officier van gerechtelijke politie niet alleen aan beëdigde ambtenaren van de Gemeenschaps- of Gewestregering zou kunnen worden toegekend, maar ook aan beëdigde ambtenaren van instellingen die onder het gezag of het toezicht van de Gemeenschaps- of Gewestregering ressorteren.

3. Algemeen moet worden opgemerkt dat het volgens de toelichting bij het voorstel van bijzondere wet de uitdrukkelijke bedoeling is van de stellers van dit voorstel om de noodzakelijke eenheid van het strafrecht te handhaven; de

.../...

voorgestelde bepalingen zullen echter meebrengen dat een verschillende toepassing van de strafwetten mogelijk wordt in zozeer belangrijke aangelegenheden als bijvoorbeeld de deelneming, de poging, de verzachtende omstandigheden en de rechtvaardigingsgronden.

Artikelen 7 tot 21.

1. Deze artikelen wijzigen een aantal bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die betrekking hebben op de samenstelling en de werking van de Vlaamse Raad, de Franse Gemeenschapsraad en de Waalse Gewestraad en hun respectieve Executieven (die voortaan Regeringen zullen worden genoemd).

De twee belangrijkste innovaties bestaan hierin dat de rechtstreekse verkiezing van de leden van de genoemde Raden wordt ingevoerd en dat aan die Raden, met toepassing van het voorgestelde artikel 59quater, § 4, tweede lid, van de Grondwet, de bevoegdheid wordt verleend om zelf bepaalde essentiële regelen inzake hun samenstelling, verkiezing en werking alsmede inzake de samenstelling en werking van hun Regeringen te wijzigen op grond van de zogenaamde "constitutieve autonomie" die hun wordt verleend.

Krachtens het voornoemde artikel 59quater, § 4, tweede lid, kan enkel "constitutieve autonomie" worden verleend aan de Vlaamse Raad, de Franse Gemeenschapsraad en de Waalse Gewestraad.

.../...

Een dergelijke autonomie kan derhalve niet worden toegekend noch aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, noch aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, noch aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Dit betekent meer concreet dat de wetsbepalingen waarbij de bevoegdheid of de werking van die Raden en hun uitvoerend orgaan worden geregeld, zullen moeten worden aangepast of in de toekomst alleszins met omzichtigheid zullen moeten worden gelezen in de mate dat zij voorschriften van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van overeenkomstige toepassing verklaren.

2. Volgens het voorgestelde artikel 24 (artikel 7 van het voorstel), kunnen de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en die van de Franse Gemeenschap bij decreet hun ledenaantal wijzigen.

Wegens de constitutieve autonomie die hun met toepassing van het voorgestelde artikel 59quater, § 4, tweede lid, wordt toegekend, is een zodanige wijziging op zich niet betwistbaar. Zij zou evenwel alleen tot stand kunnen komen met inachtneming van ofwel objectieve criteria, ofwel een bijzondere procedure vergelijkbaar met de procedure voor herziening van de Grondwet, of ook nog van beide voorwaarden samen.

Volgens de rechtsleer is de autonomie, die één van de basisbeginselen van een federale staat vormt, niet

.../...

absoluut want de autonomie van de deelstaten is beperkt door het grondwettelijke bestel van de federale staat. Dat federale grondwettelijk bestel legt de deelstaat bepaalde principes op (bijvoorbeeld : democratische principes) of bepaalde vormen van organisatie, bijvoorbeeld het aantal organen en de samenstelling ervan (23).

Daaruit blijkt dat de enkele voorwaarde van de bijzondere meerderheid van tweederde van de stemmen niet volstaat. Het is niet denkbaar dat een van de hierboven opgenoemde Raden op elk ogenblik zijn ledenaantal kan verhogen of verlagen met als enige voorwaarde dat er een bijzondere meerderheid voorhanden is, terwijl het federale Parlement dit alleen zou kunnen door te voldoen aan de procedure voor herziening van de Grondwet.

Het voorgestelde artikel dient bijgevolg te worden aangevuld met de andere voorschriften dan datgene betreffende de bijzondere meerderheid welke moeten worden toegepast telkens als de voornoemde Raden hun ledenaantal wijzigen.

Artikel 7.

1. Het voorgestelde artikel 24 maakt een onderscheid tussen de zes leden van de Nederlandse taalgroep en de negentien leden van de Franse taalgroep, in deze zin dat

(23) J. VELU, Notes de droit public, deel III, p. 704, Presses Universitaires de Bruxelles, uitg. 1982-1983.

voor de eerstgenoemde mandaten "de zes eerstverkozenen van de Nederlandse taalgroep" van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad in aanmerking komen en voor de laatstgenoemde mandaten "negentien leden gekozen uit en door de Franse taalgroep" van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. Alleen wanneer een of meer van de "zes eerstverkozenen" van de Nederlandse taalgroep worden vervangen, zal ook de opvolger door de leden van (de fractie van de) taalgroep waartoe hij behoorde, worden verkozen (voorgesteld artikel 24, § 1, eerste lid, 2°, tweede volzin).

Artikel 31octies, § 1, is onvolledig in de mate dat het niet voorziet in een procedure voor het vaststellen, naar gelang van het geval, door de voorzitter of door de ondervoorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wie de zes eerstverkozenen van de Nederlandse taalgroep zijn die deel zullen uitmaken van de Vlaamse Raad.

2. Daar het niet een taalgroep maar de betrokken fractie van een taalgroep is die de aanwijzingen bedoeld in de artikelen 24 en 31octies doet, brenge men in die artikelen de volgende verbeteringen aan :

- a) in artikel 24, § 1, eerste lid, 2°, tweede volzin, schrijve men : "... , kan de fractie van de Nederlandse taalgroep waartoe dit of die leden behoren ...";
- b) in artikel 24, § 3, eerste lid, 2° : "... gekozen uit en door de betrokken fracties van de Franse taalgroep ...";

.../...

- c) in artikel 31octies, § 3 : "... dan voorzien de leden van de betrokken fractie van de Nederlandse of de Franse taalgroep ...".

3. Zoals artikel 24, § 1, eerste lid, 2°, is geformuleerd, blijft het "plaatsvervangend" lid van de Nederlandse taalgroep lid van de Vlaamse Raad ook nadat de reden van zijn verkiezing is weggevallen, bijvoorbeeld doordat het "eerstverkozen lid" in wiens plaats hij is aangewezen, ontslag neemt uit de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Omgekeerd blijft ook een "eerstverkozen lid" dat later toetreedt tot de Brusselse uitvoerende macht lid van de Vlaamse Raad, behoudens vrijwillig ontslag.

De indieners van het voorstel zullen hun bedoelingen ter zake moeten verduidelijken en zo nodig het voorstel amenderen.

4. Aan de Raden wordt de bevoegdheid gegeven om hun ledenaantal te wijzigen. Deze bevoegdheid, door de indieners van het voorstel "constitutieve autonomie" genoemd, vindt haar grondslag in het voorgestelde artikel 59quater, § 4, tweede lid, van de Grondwet.

Daar het niet de bedoeling is om "nieuwe categorieën" van leden in te voeren, stelle men beter :

- in paragraaf 1, tweede lid, en in paragraaf 3, tweede lid, "de aantallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°,

.../...

wijzigen" in plaats van "het aantal van zijn leden wijzigen";

- in paragraaf 2, tweede lid, "het aantal bedoeld in het eerste lid wijzigen" in plaats van "het aantal van zijn leden wijzigen".

5. Krachtens paragraaf 2, tweede lid, en paragraaf 3, tweede lid, van het voorgestelde artikel 24 kunnen zowel de Waalse Gewestraad als de Franse Gemeenschapsraad hun ledenaantal wijzigen.

Uit paragraaf 3, derde lid, van hetzelfde artikel blijkt bovendien dat de Franse Gemeenschapsraad kan beslissen zijn ledenaantal te verlagen, met het gevolg dat niet alle leden van de Waalse Gewestraad nog zitting zouden hebben in de Franse Gemeenschapsraad.

Aan die bepaling ligt de idee ten grondslag dat de Franse Gemeenschapsraad op zijn minst in een zekere mate over het recht beschikt om zijn ledenaantal te bepalen los van het recht van de Waalse Gewestraad om het aantal van zijn leden vast te stellen.

Uit die bepaling kan a contrario evenwel ook worden afgeleid dat het volgens de indieners van het voorstel de Franse Gemeenschapsraad niet toekomt zijn ledenaantal derwijze te wijzigen dat hij meer "leden van de Waalse Gewestraad" zou tellen dan die Raad zelf.

.../...

Ten slotte wordt in paragraaf 3, derde lid, consequent aan de Franse Gemeenschapsraad de bevoegdheid verleend om de regelen vast te stellen aan de hand waarvan, zo nodig, zal moeten worden uitgemaakt welke leden van de Waalse Gewestraad in de Franse Gemeenschapsraad zitting zullen hebben, en welke niet.

Paragraaf 4 van het voorgestelde artikel 24 bepaalt zijnerzijds echter dat, indien de Waalse Gewestraad het aantal van zijn leden wijzigt, die Raad tegelijk het aantal bepaalt van degenen van zijn leden die deel uitmaken van de Franse Gemeenschapsraad, alsook de wijze waarop deze worden gekozen en verdeeld over de fracties. Aan de Franse Gemeenschapsraad zou het dan alleen nog toekomen het aantal van zijn leden aan te passen om de verhouding bedoeld in paragraaf 3, tweede lid, (d.i. de verhouding 75/19 tussen de leden van de Waalse Gewestraad en de leden te kiezen uit en door de fracties van de Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad) in acht te nemen.

De paragrafen 3 en 4 vertonen een gebrek aan logische samenhang.

De in algemene termen gestelde zinsnede van paragraaf 4 "Indien de Waalse Gewestraad het aantal van zijn leden wijzigt" dekt blijkbaar zowel een verhoging als een verlaging van het ledenaantal van de Waalse Gewestraad.

Wanneer de Waalse Gewestraad zijn ledenaantal verlaagt, is er, eensdeels, geen reden om het aandeel te

.../...

bepalen van de leden van die Raad welke ook deel zullen uitmaken van de Franse Gemeenschapsraad.

In geval van verhoging van het aantal leden van de Waalse Gewestraad, zal men, anderdeels, op grond van de constitutieve autonomie van de Franse Gemeenschapsraad ter zake - welke blijkbaar ten grondslag ligt aan de bepaling van paragraaf 3, derde lid -, ook hier moeten aannemen, ten eerste, dat het zaak van de Franse Gemeenschapsraad is om te beslissen over de vraag of de door de Waalse Gewestraad besloten verhoging van het aantal van zijn leden al dan niet zal "doorwerken" op de samenstelling van de Franse Gemeenschapsraad (met andere woorden of "alle" bijkomende leden van de Waalse Gewestraad ook deel zullen uitmaken van de Franse Gemeenschapsraad) en, ten tweede, dat het eveneens zaak is van de Franse Gemeenschapsraad - en dus niet van de Waalse Gewestraad - om, voor het geval hij zou beslissen dat niet alle leden van de Waalse Gewestraad in de Franse Gemeenschapsraad zitting zullen hebben, de regelen vast te stellen volgens welke de leden zullen worden aangewezen die wel dat recht zullen hebben.

Paragraaf 4 zal op die diverse punten moeten worden aangepast.

Het is moeilijk te verzoenen met de eis van rechtstreekse verkiezing van de leden van de Waalse Gewestraad (voorgesteld artikel 59quater, § 2, van de Grondwet) en de daaruit voortvloeiende eis van representativiteit dat, wanneer niet alle leden van de Waalse Gewestraad lid kunnen zijn van de Franse Gemeenschapsraad, deze laatste - hij moge

.../...

dan nog enkel kunnen beslissen met een tweederde meerderheid en op voorwaarde dat de meerderheid van zijn leden aanwezig is - zonder enige andere waarborg de wijze zou mogen vaststellen waarop de leden van de Waalse Gewestraad worden gekozen om deel uit te maken van de Franse Gemeenschapsraad alsmede de wijze waarop het aantal mandaten wordt bepaald dat aan elke fractie toekomt.

Indien het ledenaantal van de Franse Gemeenschapsraad en dat van de Waalse Gewestraad derwijze worden bepaald dat niet alle leden van de Waalse Gewestraad lid kunnen zijn van de Franse Gemeenschapsraad, dienen degenen die hiervoor wel in aanmerking komen op grond van objectieve regelen en aan de hand van de verkiezingsuitslagen voor de Waalse Gewestraad te worden aangewezen. (Hiervoor zou bijvoorbeeld inspiratie kunnen worden gezocht in de regeling vervat in het voorgestelde artikel 31octies, § 1, tweede lid).

Ten slotte moet er ook worden op gewezen dat alle beslissingen waarbij het aantal leden van een Raad wordt gewijzigd, uiteraard ten vroegste zullen kunnen worden toegepast bij een eerstvolgende algehele vernieuwing van de betrokken Raad.

6. Wat onder "mathematische afrondingsregels" moet worden verstaan, wordt juridisch nergens bepaald. Het verdient derhalve aanbeveling in artikel 24, § 1, tweede lid, en § 3, tweede lid, te schrijven : ", wordt de overblijvende fractie afgerond tot de eenheid of weggelaten naar gelang zij de helft van de eenheid bereikt of niet".

.../...

Artikel 8.

1. Volgens de toelichting (p. 38) werd artikel 25 niet van toepassing verklaard op de Franse Gemeenschapsraad, omdat deze is samengesteld uit de leden van de Waalse Gewestraad en leden van de Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, en bijgevolg de verkiesbaarheidsvoorwaarden en onverenigbaarheden bepaald ten aanzien van respectievelijk de leden van de Waalse Gewestraad en de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad eveneens van toepassing zijn op de leden van de Franse Gemeenschapsraad.

Die redenering is juist in zoverre het gaat om verkiesbaarheidsvoorwaarden en onverenigbaarheden bepaald bij de desbetreffende bijzondere wetsbepalingen, te meer daar die bepalingen inhoudelijk volledig samenvallen of de ene naar de andere verwijzen (vergelijk het voorgestelde artikel 25, §§ 1 en 2, met artikel 12 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, zoals die bepaling zal worden gewijzigd bij artikel 45 van het voorstel).

De redenering gaat evenwel niet op in de mate dat het voorgestelde artikel 25, § 3, aan de Vlaamse Raad en aan de Waalse Gewestraad de bevoegdheid verleent om bijkomende onverenigbaarheden in te stellen.

Een voorbeeld moge dit illustreren.

.../...

De onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de Franse Gemeenschapsraad en de hoedanigheid van personeelslid dat onder het gezag staat van de Franse Gemeenschapsregering zou enkel kunnen worden ingevoerd, indien de Waalse Gewestraad bevoegd wordt geacht en bereid wordt gevonden om ook de onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de Waalse Gewestraad en de hoedanigheid van personeelslid dat onder het gezag staat van de Franse Gemeenschapsregering in te voeren. Zoniet, zou niets beletten dat een dergelijk personeelslid zich tot lid van de Waalse Gewestraad laat verkiezen en ipso facto lid van de Franse Gemeenschapsraad zou worden.

Een andere vraag zou kunnen zijn of de Vlaamse Raad en de Franse Gemeenschapsraad (gesteld dat het toepassingsgebied van het voorgestelde artikel 25, § 3, tot de laatstgenoemde Raad wordt uitgebreid) een onverenigbaarheid zouden kunnen invoeren tussen het dubbele lidmaatschap van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en een Gemeenschapsraad, enerzijds, en het lidmaatschap van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, anderzijds.

2. In het voorgestelde artikel 25, § 1, eerste lid, 4°, a) en b), zijn de woorden "van het grondgebied" overbodig.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 9, 11, 15 en 33.

.../...

Artikel 9.

1. Deze bepaling beoogt, naast de vervanging van artikel 26 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ook het samenbrengen van een aantal artikelen in een nieuwe afdeling.

Het ware wetgevingstechnisch correcter aan die invoeging van een nieuwe afdeling een apart artikel te wijden dat als volgt kan luiden :

"In hoofdstuk II van titel III van dezelfde wet worden de artikelen 26 tot 31octies samengebracht in een "Afdeling 1bis. Verkiezingen"".

In de inleidende zin van de artikelen 10 tot 21 van het voorstel schrijve men dan telkens : "In dezelfde nieuwe afdeling 1bis. Verkiezingen, wordt ...".

2. Luidens het voorgestelde artikel 26, § 1, moeten de kiezers pas op de dag van de verkiezingen aan de vier kiesvoorwaarden voldoen.

Voor de Parlementsverkiezingen (artikel 1 van het Kieswetboek) en voor de verkiezingen van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (artikel 3 van de wet van 6 juli 1990) moet aan de nationaliteitsvoorwaarde alsmede aan de voorwaarde inzake de inschrijving in de bevolkingsregisters van een gemeente van een bepaald gebied echter reeds zijn

.../...

voldaan op de datum waarop de kiezerslijsten worden afgesloten.

Redenen van praktische aard vergen dat dit onderscheid ook in het onderhavige voorstel zou worden opgenomen.

3. In het tweede lid van paragraaf 1 schrijve men : "De leden bedoeld in artikel 24, § 2, eerste lid, worden ...".

De leesbaarheid van de voorgestelde bepaling kan nog meer worden bevorderd door in paragraaf 1, eerste lid, te schrijven : "De leden van de Vlaamse Raad bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 1^o, ..." en in paragraaf 1, tweede lid : "De leden van de Waalse Gewestraad worden ...".

Artikel 10.

1. Het is verkieslijk in het voorgestelde artikel 27 de regel op te nemen dat het de decreetgever is die de kieskringen vaststelt en de overgangsbepaling van artikel 42 (die beter als autonome bepaling zou worden geformuleerd) aan te vullen met een bepaling luidens welke, in afwijking van artikel 27 (van de bijzondere wet van 8 augustus 1980), voor de eerste verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad de wet de kieskringen zal vaststellen.

Een analoge opmerking kan worden gemaakt met betrekking tot de in het voorgestelde artikel 30, eerste

.../...

lid, (artikel 13 van het voorstel) opgenomen voorschriften inzake het bepalen van de hoofdplaats van de kieskringen.

Indien op die beide suggesties wordt ingegaan, zullen de desbetreffende overgangsbepalingen in werking treden de tiende dag na de bekendmaking van de wet, en zal meteen de moeilijkheid waaraan de bepalingen van artikel 87, derde en vierde lid, van het voorstel een oplossing hebben willen geven, opgelost zijn. Het in die bepalingen opgenomen voorschrift dat de decreten bedoeld in de artikelen 10 en 13 van het voorstel enkel kunnen worden aangenomen met een tweederde meerderheid, wettigt evenmin het behoud van die bepalingen, vermits die voorwaarde ook wordt opgelegd door het voorgestelde artikel 35, § 3 (artikel 25 van het voorstel).

2. In paragraaf 4, tweede lid, schrijve men "vastgesteld door de volkstelling of het andere middel bedoeld in artikel 49, § 3, van de Grondwet". Zoals de tekst nu is geformuleerd, zou de wet immers een verschillend middel kunnen gebruiken om de bevolking vast te stellen naar gelang het om federale of om raadsverkiezingen gaat.

3. Gelet op de formulering van het voorgestelde artikel 59quater van de Grondwet, stelle men paragraaf 4, vierde lid, als volgt :

.../...

"De nieuwe zetelverdeling wordt toegepast vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de betrokken Raad".

Artikel 12.

1. In de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 29, eerste lid, leze men : "... niet kan worden voorzien door ...".

2. Daar de tweede volzin van het derde lid van het voorgestelde artikel 29 eveneens moet gelden voor het geval bedoeld in het tweede lid van dat artikel, verdient het aanbeveling, zoals in artikel 106 van het Kieswetboek - waaraan die bepalingen zijn ontleend - het derde lid bij het tweede te voegen en de redactie ervan als volgt aan te passen : "Dit geldt eveneens wanneer ...".

Artikel 13.

Het voorgestelde artikel 30, tweede lid, wijst de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in het rechtsgebied waarvan de hoofdplaats van een kieskring gelegen is, aan als voorzitter van het hoofdbureau van die kieskring.

.../...

Een gevolg van die bepaling is dat zal moeten worden afgestapt van de tot nu toe gevolgde praktijk om in de wetten op de verkiezingen voor het Europese Parlement een gelijkaardige bepaling op te nemen, daar blijkens het voorgestelde artikel 59quater, § 3, van de Grondwet de verkiezingen voor de Raden op dezelfde dag zullen worden gehouden als de verkiezing voor het Europese Parlement.

Het samenvallen van die twee verkiezingen zal uiteraard nog andere incidenties hebben, waarop binnen het bestek van het onderzoek van het thans voorgelegde voorstel echter niet verder moet worden ingegaan.

Artikel 14.

1. De huidige tekst van artikel 31 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt zonder voorwerp ingevolge de opheffing van artikel 1, § 4, van die wet (zie artikel 43 van het voorstel). De indieners van het voorstel benutten het aldus vrijgekomen artikelnummer om er een aspect van de verkiezingen te regelen.

Zij verliezen daarbij echter uit het oog dat, zoals artikel 1, § 4, ook de huidige versie van artikel 31 moet worden opgeheven de tiende dag na de bekendmaking van de wet, terwijl het nieuwe artikel 31 pas bij de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers in werking mag treden.

.../...

Er wordt derhalve voorgesteld met onderscheiden bepalingen respectievelijk in de opheffing en de opneming in een nieuwe lezing van artikel 31 te voorzien.

Het voorgestelde artikel 14 vervange men dan als volgt :

"Art. 14. § 1. In dezelfde nieuwe afdeling 1bis ..., wordt artikel 31 opgeheven.

§ 2. In dezelfde afdeling wordt artikel 31 hersteld in de volgende lezing : (verder zoals in het voorstel)".

De inwerkingtredingsbepaling (artikel 87 van het voorstel) dient dan zo te worden aangepast dat het tweede lid ervan enkel zal gelden voor artikel 14, § 2.

Analoge opmerkingen moeten worden gemaakt met betrekking tot de voorgestelde artikelen 51 (artikel 30 van het voorstel), 61 (artikel 34 van het voorstel), 63, § 4, (artikel 35 van het voorstel) en 76 (artikel 37 van het voorstel).

Artikel 34 van het voorstel stelle men dan als volgt :

"Art. 34. § 1. Artikel 61, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

.../...

§ 2. Artikel 61 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : (verder zoals in het voorstel)".

En artikel 37 van het voorstel wijzige men als volgt :

"Art. 37. § 1. Artikel 76, §§ 2 en 3, van dezelfde wet wordt opgeheven.

§ 2. Artikel 76, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : (verder zoals in het voorstel)".

2. Het vierde lid van het voorgestelde artikel 31 hoort eerder thuis in het voorgestelde artikel 31bis, § 3 (artikel 15 van het voorstel).

Artikel 15.

1. De voorgenomen inwerkingtreding van deze bepaling, namelijk vanaf de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers (zie artikel 87, tweede lid, van het voorstel), zou verhinderen dat de bepaling bij de eerste verkiezing van de Raden kan worden toegepast, wat nochtans de bedoeling is wat de bepaling betreft van paragraaf 1, 2°, a), van het voorgestelde artikel.

Ook deze laatste bepaling zou derhalve moeten worden opgenomen in artikel 42 van het voorstel.

.../...

2. De indieners van het voorstel lijken uit het oog te verliezen dat de verkiezingen van de in het voorstel bedoelde Raden, anders dan de verkiezingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, verlopen volgens een indeling in verscheidene kieskringen. En indien er meer dan één kieskring is, rijst de vraag of ook niet moet worden bepaald dat de voordragende kiezers hun woonplaats in de kieskring moeten hebben. De aandacht van de indieners van het voorstel wordt erop gevestigd dat het Kieswetboek voor sommige arrondissementen slechts tweehonderd handtekeningen vereist.

Aangezien de Raden zelf de grootte van de kieskringen zullen kunnen bepalen en het aantal voordragende kiezers in verhouding moet staan tot de grootte van de kieskring, zou ook voor het wijzigen van dit aantal de "constitutieve autonomie" kunnen worden ingevoerd.

Artikel 16.

1. Het verdient aanbeveling om in de tekst te preciseren dat het invoeren van een wijze van stemming door middel van geautomatiseerde systemen bij wet zal dienen te gebeuren.

2. Om de eerste verkiezingen van de Raden vlot te kunnen laten verlopen, lijkt het geraden in artikel 87 te bepalen dat de wetgever vanaf de bekendmaking van de wet de in artikel 16 bedoelde wet kan aannemen.

.../...

Artikel 19.

1. Het voorgestelde artikel 31sexies is ingedeeld in twee paragrafen. De eerste paragraaf telt slechts twee volzinnen; de tweede paragraaf, die in het parlementaire stuk niet minder dan vier en een halve bladzijden telt, is onderverdeeld in verscheidene artikelen die een eigen nummering hebben en samengebracht zijn in drie rubrieken met een eigen opschrift.

Een dergelijke werkwijze moet vanuit een wetgevingstechnisch standpunt worden afgeraden.

De in artikel 31sexies, § 2, opgenomen artikelen 1 tot 9 moeten in aansluiting bij artikel 31sexies worden genummerd. Zo nodig kan worden overwogen de in de nieuwe afdeling 1bis op te nemen bepalingen (artikelen 9 tot 21 van het voorstel) in onderafdelingen te groeperen.

2. In artikel 1, tweede lid, van de Nederlandse tekst schrijve men "een aantal zetels wordt (niet : worden) toegekend".

3. In artikel 3, eerste lid, schrijve men "de in artikel 31quater bedoelde verklaring" in plaats van "de in artikel 31ter van de bijzondere wet bedoelde verklaring".

.../...

4.1. Ter wille van de duidelijkheid late men artikel 4, § 1, aanvangen als volgt :

"Het hoofdbureau van de kieskring waarin de provinciehoofdplaats ligt, houdt zitting als provinciaal centraal bureau (niet : centraal provinciaal bureau). Het vergadert ... (verder zoals in het voorstel)".

4.2. In artikel 4, § 1, eerste lid, schrijve men in de Nederlandse tekst : "... processen-verbaal van de hoofdbureaus van de kieskringen (meervoud), kan ...".

4.3. Artikel 4, § 1, vierde lid, moet in de Nederlandse tekst als volgt worden verbeterd : "... en zo vervolgens, derwijze dat bij de eerste deling ..." (vergelijk met artikel 176 van het Kieswetboek).

4.4. In artikel 4, § 2, schrijve men : "... moet verkrijgen om in aanmerking te komen voor de zetelverdeling ...".

5.1. Duidelijkheidshalve schrijve men in artikel 5, eerste lid "Het provinciaal centraal bureau" in plaats van "Het bureau", te meer daar die term ook in het zesde lid wordt gebruikt.

5.2. In de Nederlandse tekst van artikel 5, zevende lid, schrijve men "in de kieskring die" in plaats van "in het arrondissement dat".

.../...

De tweede volzin van hetzelfde lid moet, in de Nederlandse tekst, als volgt worden verbeterd : "Heeft de aan de beurt komende kieskring ..., dan gaat de zetel die de aan de beurt komende groep toekomt, naar de kieskring (niet : de omschrijving) die onmiddellijk volgt in dezelfde kolom, en in voorkomend geval naar de daarop volgende kieskring" (vergelijk met artikel 177 van het Kieswetboek).

6. Mede gelet op het bepaalde in artikel 9, eerste lid, stelle men in artikel 6, tweede lid, de derde volzin als volgt : "Alvorens de gekozenen aan te wijzen, kent, naar gelang van het geval, het hoofdbureau van de kieskring of het provinciaal centraal bureau aan de kandidaat-titularen ...".

In artikel 7, tweede lid, kan het dan volstaan "hoofdbureau" te vervangen door "bureau".

7. In artikel 9, tweede lid, moet worden verwezen naar artikel 31quater in plaats van naar artikel 31ter.

Indien de wetgever voor de eerste verkiezing van de Raden zou beslissen dat de kieskringen met de provinciegrenzen zullen samenvallen of deze zullen overschrijden, zal in artikel 42 van het voorstel een overgangsbepaling moeten worden opgenomen waarbij aan de wetgever de opdracht wordt gegeven om de hoofdbureaus van een kieskring aan te wijzen die voor de eerste verkiezing van respectievelijk de Vlaamse

.../...

Raad en de Waalse Gewestraad de functie van gewestelijk centraal bureau zullen vervullen.

Artikel 21.

1. Zoals reeds werd opgemerkt bij het onderzoek van het voorgestelde artikel 24 (artikel 7 van het voorstel), moeten in het voorgestelde artikel 31octies de volgende aanvullingen en verbeteringen worden aangebracht :

- paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 31octies moet worden aangevuld met een regeling betreffende de aanwijzing van de "zes eerstverkozenen" van de Nederlandse taalgroep;
- in paragraaf 3 dient te worden geschreven : "... dan voorzien de leden van de betrokken fractie van de Nederlandse of de Franse taalgroep ...".

2. In paragraaf 2 schrijve men voor alle duidelijkheid : "... de leden van een taalgroep die op een zelfde lijst verkozen zijn".

3. In paragraaf 3 schrappe men de zinsnede "vóór het einde van de maand ... vacant mandaat". Naast onvoorziene omstandigheden, kan het bijvoorbeeld gebeuren dat een ontslag wordt gegeven op een ogenblik dat de Raad niet in zitting is en dus niet tijdig in de vervanging kan voorzien.

.../...

Eventueel gebruike men het woord "onverwijld" om aan te duiden dat het niet de bedoeling kan zijn de vervanging te laten aanslepen.

Artikel 22.

Men stelle de inleidende zin van dit artikel als volgt :

"In afdeling 2, eerste onderafdeling van hoofdstuk II van titel III van dezelfde wet, wordt vóór artikel 32 een nieuw artikel 31novies ingevoegd, luidend als volgt :".

Artikel 24.

Luidens het voorgestelde artikel 31undecies, § 1, eerste lid, "mag (de vergoeding die door een Raad aan zijn leden wordt toegekend) worden gecumuleerd met de vergoeding toegekend door een andere Raad, voor zover de gecumuleerde vergoeding de vergoeding aan de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers niet overschrijdt".

In voorkomend geval zal derhalve op de gecumuleerde vergoeding van de bedoelde leden het bedrag moeten worden in mindering gebracht waarmee die gecumuleerde vergoeding het bedrag van de aan de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers toegekende vergoeding overschrijdt.

.../...

De voorgestelde regeling bepaalt niet op welke wijze die vermindering zal worden toegepast, meer bepaald niet op welke vergoeding die afhouding zal gebeuren of, als het de bedoeling is beide vergoedingen te verminderen, volgens welke verdeelsleutel de inhouding plaatsheeft.

De voorgestelde bepaling behoort op dat punt te worden aangevuld.

Artikel

Daar de Vlaamse Raad, de Franse Gemeenschapsraad en de Waalse Gewestraad tot nu toe niet rechtstreeks worden verkozen, bevat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geen bepaling over hun samenkomst van rechtswege na elke algehele vernieuwing.

Artikel 32, § 1, vierde lid, van de voornoemde bijzondere wet - welke bepaling bij artikel 43 van het voorstel wordt opgeheven - bepaalt dat elke Gemeenschapsraad (lees : de Vlaamse Raad en de Franse Gemeenschapsraad) van rechtswege bijeenkomt op de derde dinsdag die volgt op de volledige vernieuwing van de Wetgevende Kamers of een van beide en elke Gewestraad (lees : de Waalse Gewestraad) op de derde woensdag die volgt op zo'n vernieuwing.

Het spreekt vanzelf dat die bepaling moet worden opgeheven. Zij dient echter te worden vervangen door een bepaling welke, naar het voorbeeld van artikel 26 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de

.../...

Brusselse Instellingen en artikel 42 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, de datum van samenkomst van rechtswege na de verkiezingen zal bepalen.

Hierbij zal misschien ook weer een onderscheid moeten worden gemaakt tussen de regeling voor de Waalse Gewestraad, enerzijds, en de regeling voor de Vlaamse Raad en de Franse Gemeenschapsraad, anderzijds. Beide laatstgenoemde Raden zullen immers pas volledig zijn samengesteld nadat zal vaststaan welke leden van de Nederlandse en Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zitting zullen hebben in die Raden, en dit zal enkel het geval kunnen zijn nadat de Brusselse Hoofdstedelijke Raad (die op dezelfde dag als de andere Raden wordt verkozen) zelf zal zijn samengekomen en zich over de geldigheid van de verkiezing van zijn leden zal hebben uitgesproken.

Artikel 28 van het voorstel kent ter zake weliswaar aan de Raden "constitutieve autonomie" toe. Niettemin zal hiervoor, op zijn minst voor de samenkomst van de Raden na de eerste rechtstreekse verkiezingen, door de wetgever een regeling moeten worden vastgesteld.

Artikel 25.

Zoals in de toelichting wordt gesteld, vermeldt het voorgestelde artikel 35, § 3, "al de decreten waarbij de Raden de hun door de bijzondere wet toegekende "constitutieve autonomie" dienen uit te oefenen, en herhaalt (het),

.../...

voor alle duidelijkheid, dat deze decreten met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen moeten worden aangenomen".

Die bijzondere meerderheid is niet alleen vereist voor de in de voorgestelde artikelen 53, § 6, tweede lid, en 59quater, § 4, tweede lid, van de Grondwet bedoelde decreten inzake de "constitutieve autonomie", maar ook voor die bedoeld in artikel 17, § 2, van de Grondwet.

Aangezien dat bijzondere-meerderheidsvereiste bovendien een afwijking vormt van de in het voorgestelde artikel 35, § 2, opgenomen regel van de aanneming van decreten bij volstrekte meerderheid, wordt voorgesteld duidelijkheidshalve en volledigheidshalve het voorgestelde artikel 35, § 3, als volgt te redigeren :

"§ 3. In afwijking van het bepaalde in § 2, worden de decreten bedoeld in artikel 17, § 2, van de Grondwet en in hoofdstuk II, afdelingen I en Ibis, en de artikelen 37bis, 49, § 1, 51 (24), 59, § 3, 63, § 4, en 68, derde lid, van deze wet aangenomen met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen".

Artikel 26.

Om te vermijden dat de leden van de onderscheiden Gemeenschaps- en Gewestregeringen met uiteenlopende be-

(² Onverminderd de opmerking die hierna bij artikel 30 van het voorstel zal worden gemaakt. ⁴)

.../...

namingen worden aangeduid en om ter zake duidelijk een onderscheid te maken met de in de artikelen 86 en volgende van de Grondwet bedoelde (federale) ministers, zou het aanbeveling verdienen in de bijzondere wetten tot hervorming der instellingen consequent de benaming "Gemeenschapsminister" en "Gewestminister" te hanteren.

Voorgesteld wordt derhalve om onder meer in het voorgestelde artikel 37 de woorden "De leden van de Regering" te vervangen door "De Gemeenschaps- en Gewestministers".

Artikel 27.

Volgens de toelichting bij dit artikel is het de bedoeling van de indieners van het voorstel aan de Vlaamse Raad, enerzijds, en aan de Franse Gemeenschapsraad en de Waalse Gewestraad, anderzijds, de mogelijkheid te bieden om alle rechtstreeks verkozen senatoren bedoeld in respectievelijk het 1^o en het 2^o van het voorgestelde artikel 53, § 1, van de Grondwet - zonder stemrecht - bij hun werking te betrekken.

Men vervange dus in het eerste en het tweede lid van paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 37bis de woorden "... beslissen senatoren bedoeld in ..." door "... beslissen de senatoren bedoeld in ...".

.../...

Artikel 28.

1.1. Luidens het voorgestelde artikel 49, § 1, "(kunnen) de Raden ..., ieder wat hem betreft, bij decreet de artikelen 32, 33, 34, 37, 41, 46, 47 en 48 wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen".

De wijzigingen welke de Raden aldus - in het raam van de hun verleende "constitutieve autonomie" - in de vermelde artikelen kunnen aanbrengen, zijn, naar de bedoeling van de indieners van het voorstel, kennelijk beperkt tot de in die artikelen geregelde aangelegenheden. De bedoelde aanvullingen of vervangingen kunnen met andere woorden niet de in die artikelen geregelde aangelegenheden te buiten gaan.

Het verdient derhalve de voorkeur te stellen dat "De Raden ... de in de artikelen ... vervatte regelingen (kunnen) wijzigen of opheffen".

1.2. Het is de Raad van State overigens niet duidelijk op grond van welke criteria de aangelegenheden werden aangewezen die onder de "constitutieve autonomie" vallen.

1.3. Luidens het voorgestelde artikel 68, derde lid, (artikel 36 van het voorstel) "(kunnen) de Raden ..., ieder wat hem betreft, bij decreet, de bepalingen van Hoofdstuk III, Afdeling II, wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen".

Die bepaling zou beter in paragraaf 1 van het voorgestelde artikel 49 worden opgenomen.

.../...

2. Luidens het voorgestelde artikel 49, § 2, kunnen de Raden, bij decreet, beslissen dat een lid van de Raad dat tot lid van de Regering wordt verkozen, onmiddellijk ophoudt zitting te hebben en weer in functie treedt na ontslag uit zijn functie als lid van de Regering; het decreet voorziet in voorkomend geval in de vervanging van de betrokkene in de Raad.

Aangezien ook de voorgestelde artikelen 25, § 3, en 59, § 3, (artikelen 8 en 33 van het voorstel) voorzien in de mogelijkheid voor de Raden om een onverenigbaarheid in te voeren tussen het lidmaatschap van de Raad en dat van de Regering (in de toelichting bij artikel 8 van het voorstel wordt uitdrukkelijk op die mogelijkheid gewezen), rijst de vraag hoe het voorgestelde artikel 49, § 2, zich verhoudt tot die artikelen 25, § 3, en 59, § 3, en, inzonderheid, of de bepaling luidens welke de betrokkene weer in functie treedt als lid van de Raad na ontslag uit zijn functie als lid van de Regering, moet worden begrepen als een beperking van de door de voorgestelde artikelen 25, § 3, en 59, § 3, geboden mogelijkheid om de bedoelde onverenigbaarheid in te voeren.

Het voorstel behoort op dat punt te worden verduidelijkt.

In dit verband moet er bovendien worden op gewezen dat voor de decreten die met toepassing van het voorgestelde artikel 59, § 3, zouden worden vastgesteld een tweederde meerderheid vereist is (zie het voorgestelde artikel 35, § 3 - artikel 25, § 3, van het voorstel), terwijl voor de toepassing van de voorgestelde artikelen 25, § 3, en 49, § 2, een gewone meerderheid zou volstaan.

.../...

Artikel 30.

Luidens het voorgestelde artikel 51 kunnen de Vlaamse Raad en de Franse Gemeenschapsraad beslissen dat de zogenaamde "gemeenschapssenatoren" bedoeld in het voorgestelde artikel 53, eerste lid (lees : § 1), 3º en 4º, van de Grondwet, worden aangewezen, niet door die Raden als zodanig, maar

- a) wat de "Vlaamse gemeenschapssenatoren" betreft, door de rechtstreeks verkozen leden van de Vlaamse Raad, eensdeels, en door de Nederlandse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, anderdeels; en
- b) wat de "Franse gemeenschapssenatoren" betreft, door de leden van de Waalse Gewestraad, eensdeels, en door de Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, anderdeels.

De voorgestelde regeling zou, volgens de toelichting bij artikel 30, constitutionele grondslag vinden in het voorgestelde artikel 53, § 6, tweede lid, van de Grondwet, dat voorziet in de mogelijkheid om ter zake aan de Gemeenschapsraden "constitutieve autonomie" te geven.

Niet alleen blijkt het - geheel of gedeeltelijk - uit handen geven van de bevoegdheid om de "gemeenschapssenatoren" aan te wijzen niet te kunnen worden ingepast in wat in het voorgestelde grondwetsartikel 53, § 6, bedoeld

.../...

is (25), doch bovendien dient in ieder geval te worden vastgesteld dat de voorgestelde regeling in strijd is met de duidelijke bewoordingen van het voorgestelde artikel 53, § 1, 3^o en 4^o, van de Grondwet, luidens welke de in die bepaling bedoelde senatoren immers worden aangewezen respectievelijk "door" (en uit) de Vlaamse Raad en "door" (en uit) de Franse Gemeenschapsraad.

Artikel 32.

1. Zoals in de toelichting bij dit artikel wordt gesteld, is de in paragraaf 1 voorgestelde wijziging van artikel 53, eerste lid, van de bijzondere wet een technische aanpassing aan de opheffing van artikel 1, § 4, betreffende de fusie tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Aangezien, ingevolge de voorgestelde wijziging, het eerste lid van artikel 53 nog alleen betrekking heeft op de Waalse Gewestraad, dienen ook de woorden "over de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het Waalse Gewest behoren" uit die bepaling te worden weggelaten.

(² ⁵)
Uit de toelichting bij het voorstel tot herziening van artikel 53 van de Grondwet kan alleen worden opgemaakt dat werd gedacht aan de mogelijkheid om "de voordracht van kandidaten-gemeenschapssenatoren" toe te vertrouwen aan de Gewestraad en de taalgroepen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

In het tweede lid van artikel 53 dienen dan eveneens de woorden "in deze aangelegenheden" te worden geschrapt.

2. Vermits de opheffing van artikel 1, § 4, van de bijzondere wet (zie artikel 43, § 1, van het voorstel) in werking treedt de tiende dag na de bekendmaking van de voorgestelde wet (zie artikel 87 van het voorstel), ware het logisch de ermee samenhangende wijziging bedoeld in artikel 32, § 1, van het voorstel op dezelfde datum te laten in werking treden in plaats van "vanaf de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers" zoals is bepaald in artikel 87, tweede lid, van het voorstel.

3. Luidens het voorgestelde artikel 53, tweede lid, (artikel 32, § 2, van het voorstel) kunnen voorstellen van decreet en amendementen in de Waalse Gewestraad in het Duits worden ingediend "door de leden van de Raad die hun woonplaats hebben in een gemeente van het Duits taalgebied vastgesteld bij artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966".

In de toelichting bij die bepaling wordt aangestipt "dat artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, zelfs indien het achteraf gewijzigd wordt, voor de toepassing van artikel 53 zijn huidige inhoud behoudt".

De logica van de aangehaalde passus van de toelichting ontgaat de Raad van State : aldus geïnterpreteerd zou

.../...

de voorgestelde regeling immers erop neerkomen dat een eventuele wijziging in de grenzen van het Duits taalgebied - die overigens bij bijzondere wet moet worden aangebracht (26) - voor het gebruik van het Duits met toepassing van het voorgestelde artikel 53, tweede lid, geen enkel gevolg zou hebben, wat volkomen in strijd zou zijn met de ratio legis van een eventuele wijziging.

4. In paragraaf 3 van artikel 32 schrijve men "artikel 53, vierde lid" in plaats van "artikel 53, derde lid".

Artikel 33.

1. Doordat het voorgestelde artikel 59 bepaalt dat de Gemeenschaps- of de Gewestregering kan bestaan uit leden die geen lid zijn van de Raad, is het niet bestaanbaar met de strekking van de gezamenlijke lezing van artikel 107quater, tweede lid, van de Grondwet en het voorgestelde artikel 59quater, § 1.

Uit die teksten vloeit immers voort dat de gewestelijke organen, te weten de Raad en de Regering, moeten zijn samengesteld uit "verkozen mandatarissen".

(² Zie artikel 3bis, derde lid, van de Grondwet.⁶)

.../...

De leden van de Regering die geen lid zijn van de Raad en door deze gekozen worden om deel uit te maken van de Regering, kunnen niet als zodanig worden beschouwd.

Indien de stellers van het voorstel voornemens zijn te voorzien in de mogelijkheid een Regering samen te stellen waarvan sommige leden geen lid zijn van de Raad, behoren vooraf wijzigingen te worden aangebracht in het voorstel tot herziening dat beoogt een artikel 59^{quater}, inzonderheid paragraaf 1, in te voegen in de Grondwet.

2. In paragraaf 4 van het voorgestelde artikel 59 wordt de bepaling met betrekking tot de onverenigbaarheden en ontzeggingen opgenomen die voorkomt in de huidige tekst van artikel 27 van de bijzondere wet.

In de mate dat die bepaling betrekking heeft op de leden en de gewezen leden van de Raden, hoort ze niet thuis in artikel 59 dat immers deel uitmaakt van hoofdstuk III van titel III van de bijzondere wet, welk hoofdstuk betrekking heeft op de Executieven.

Voorgesteld kan worden de bepaling van paragraaf 4 op te nemen in artikel 23 van de bijzondere wet, welk artikel deel uitmaakt van hoofdstuk I - Algemene bepalingen - van titel III.

Artikel 35.

.../...

Luidens de toelichting bij dit artikel kent het voorgestelde artikel 63, § 4, aan de Raden "constitutieve autonomie" toe inzake het aantal leden van hun Regering.

Naar gelang van de bedoeling van de indieners van het voorstel zou de voorgestelde bepaling moeten worden aangepast in die zin dat de Raden, ieder wat hem betreft, bij decreet, "het aantal leden van hun Regering bepalen" dan wel "het maximum aantal leden van hun Regering kunnen wijzigen".

Artikel 36.

1. Luidens het voorgestelde tweede lid van artikel 68 bepaalt de Regering het statuut van haar leden.

In de toelichting bij dit artikel wordt, enerzijds, gepreciseerd dat met "statuut" in de voorgestelde bepaling wordt bedoeld "het financieel en sociaal statuut" en, anderzijds, gesteld dat, wat de vergoeding van de Gemeenschaps- en Gewestministers betreft, "het plafond dat geldt voor de leden van de Raad niet (kan) worden overschreden, ook niet voor de regeringsleden die geen lid zijn van de Raad".

Die laatste beperking dient uitdrukkelijk in de tekst zelf van het voorstel te worden opgenomen. Voorts behoort te worden gepreciseerd wat bedoeld wordt met "sociaal statuut".

.../...

2. Wat het voorgestelde derde lid van artikel 68 betreft, wordt verwezen naar de opmerking 1.3. bij artikel 28 van het voorstel.

Artikel 40.

1. Volgens de toelichting wordt met de in paragraaf 1 van dit artikel voorgestelde wijziging van artikel 92bis, § 1, tweede lid, tweede volzin, van de bijzondere wet beoogd "te verduidelijken dat samenwerkingsakkoorden met een wetgevend karakter steeds parlementaire goedkeuring behoeven" en is de daartoe "gebruikte terminologie ... geïnspireerd op de terminologie voor internationale verdragen die gebruikt is in het voorstel tot herziening van artikel 68 van de Grondwet ... en op de terminologie van het huidige artikel 68 van de Grondwet ...".

Met verwijzing naar de bespreking in de bevoegde Senaatscommissie over het voorstel van bijzondere wet betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten (zie, meer bepaald, Gedr. St., Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 457-3, pp. 3 en 4), wordt voorts in de toelichting bij onderhavig artikel gesteld dat de voorgestelde bepaling ertoe strekt "een duidelijk onderscheid te maken tussen de regeling van de samenwerkingsakkoorden in titel IVbis enerzijds en de regeling inzake internationale verdragen anderzijds".

In de mate dat met de voorgestelde tekst wordt beoogd het hiervoren bedoelde onderscheid tussen de internationale verdragen en de samenwerkingsakkoorden te benadrukken, dient te worden opgemerkt dat het gebruik van de in artikel 68 van de Grondwet gehanteerde terminologie in een bepaling die betrekking heeft op de samenwerkingsakkoorden, als weinig adequaat voorkomt.

.../...

Voor zover de bijzondere wetgever van oordeel is dat er een dwingende behoefte bestaat aan verduidelijking van het in het huidige artikel 92bis, § 1, tweede lid, opgenomen voorschrift luidens hetwelk "de akkoorden (in voorkomend geval) slechts gevolg (hebben) nadat zij, al naar het geval, bij wet of decreet zijn goedgekeurd", zou - rekening houdend met de voorgaande opmerking - de voorgestelde bepaling als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Wat de Gemeenschappen en de Gewesten betreft, hebben de akkoorden die betrekking hebben op de aangelegenheden die bij decreet moeten worden geregeld, eerst gevolg nadat zij instemming hebben verkregen bij decreet. Wat de Staat betreft, hebben de akkoorden die betrekking hebben op de aangelegenheden die bij wet moeten worden geregeld, eerst gevolg nadat zij instemming hebben verkregen bij wet".

2. Wat paragraaf 2 van artikel 40 van het voorstel betreft, wordt verwezen naar de opmerking in verband met de interprovinciale verenigingen die hiervoren bij artikel 2, § 5, van het voorstel is gemaakt.

3.1. Wat het voorgestelde artikel 92bis, § 4quater, betreft (paragraaf 4 van artikel 40 van het voorstel), dient te worden opgemerkt dat zowel uit de toelichting bij die bepaling, als uit de toelichting bij het voorstel tot herziening van artikel 1 van de Grondwet blijkt, dat er ook personeelsleden en een gedeelte van het patrimonium van de provincie Brabant naar de Gemeenschappelijke Gemeenschaps-

.../...

commissie zullen worden overgeheveld. Aangezien de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, krachtens artikel 63, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, ook samenwerkingsakkoorden kan sluiten en er personeel en patrimonium naar deze rechtspersoon worden overgeheveld, zal die commissie derhalve ook moeten worden betrokken bij het samenwerkingsakkoord waarvan sprake in de voorgestelde paragraaf 4quater van artikel 92bis.

De voorgestelde bepaling behoort in die zin te worden aangevuld.

3.2. Zoals inzonderheid blijkt uit het voorgestelde artikel 79bis, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen (artikel 54 van het voorstel) zal, naar de bedoeling van de indieners van het voorstel, het in de voorgestelde paragraaf 4quater bedoelde samenwerkingsakkoord slechts worden gesloten nadat er, wat de overgang van de personeelsleden betreft, overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel heeft plaatsgehad.

Ook op dat punt behoort de voorgestelde bepaling te worden aangevuld.

Artikel 41.

1. Dit artikel dient als een autonome bepaling in de voorgestelde bijzondere wet te worden opgenomen, niet als

.../...

een bepaling die in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt ingevoegd.

Een analoge opmerking geldt voor artikel 60 van het voorstel.

2. Voorgesteld wordt paragraaf 1 aan te vullen met een bepaling krachtens welke in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ook de woorden "Nationale Regering" (27) en "nationale overheid" (28) worden vervangen door respectievelijk "federale regering" en "federale overheid".

Artikel 42.

Tenzij, ingevolge de opmerking met betrekking tot onder meer het voorgestelde artikel 27, § 4, (artikel 10 van het voorstel) het in het onderhavige artikel opgenomen voorschrift als een autonome bepaling zou worden geformuleerd, dient de voorgestelde bepaling te worden gewijzigd in die zin dat een "artikel 100" en niet een "artikel 99" in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt ingevoegd. Het voorstel van bijzondere wet betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en Gewesten, zoals het

(² Zie artikel 4, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. ⁷)

(² Zie onder meer artikel 5, §§ 2 en 3, en artikel 6, § 1, ⁸ VI, tweede, vierde en vijfde lid, VII, tweede lid, enz. ...)

.../...

door de bevoegde Senaatscommissie werd aangenomen (Gedr. St., Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 457-3), voegt immers reeds een artikel 99 in de bijzondere wet in (zie artikel 1, § 2, van dat voorstel).

Artikel 43.

1. De opheffing van artikel 1, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 waarin wordt voorzien in paragraaf 1 van artikel 43, zou ook de formele opheffing tot gevolg moeten hebben van :

- 1º de woorden "enerzijds, en voor het Waalse Gewest bij toepassing van artikel 1, § 4, anderzijds" in artikel 3, tweede lid, van de bijzondere wet; en
- 2º de woorden "en van de in artikel 1, § 4, bedoelde Raad" in artikel 19, § 1, tweede lid, van diezelfde wet.

2. De in de artikelen 2, § 5, en 40, § 2, van het voorstel opgenomen regeling inzake de verenigingen van gemeenten tot nut van het algemeen, ontnemt de ratio legis aan artikel 6, § 6, 2º, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Ook in de opheffing van die bepaling zou derhalve moeten worden voorzien.

.../...

GA.

- 148 -

L. 21.990/VR.

.../...

Hoofdstuk II. - Wijzigingen van de bijzondere wet van
12 januari 1989 met betrekking tot de
Brusselse Instellingen.

Algemene opmerkingen.

1. Het voorstel tot herziening van de Grondwet, dat ertoe strekt aldaar een artikel 59quinquies in te voegen, bepaalt dat de Franse Gemeenschapscommissie ermee zal kunnen worden belast in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uit te oefenen die haar zouden zijn overgedragen (29). Bij het uitoefenen van die bevoegdheden zal de Franse Gemeenschapscommissie regels kunnen stellen bij decreet.

De voorgestelde grondwetsbepaling bepaalt dat de Franse Gemeenschapsraad, de Waalse Gewestraad en de Franse taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad kunnen beslissen over een overdracht van communautaire bevoegdheden en dat zij de overdracht kunnen regelen van financiële middelen, van personeel, van goederen, van rechten en verplichtingen die op die bevoegdheden betrekking hebben. Het voorgestelde grondwetsartikel machtigt de nationale wetgever, die met een bijzondere meerderheid beslist, echter niet tot het bepalen van de wijze van werking en de regels voor de werking van de organen van de Franse Gemeenschapscommissie, die bevoegd zullen zijn om beslissingen te nemen

(29) Diezelfde bevoegdheden oefent het Waalse Gewest uit op zijn grondgebied.

- hoofdzakelijk wanneer deze van decretale aard zullen zijn - inzake aangelegenheden die aldus zullen zijn overgedragen.

Artikel 108ter, § 3, eerste lid, van de Grondwet, volgens hetwelk de werking van de organen van de Franse Gemeenschapscommissie door een bijzondere wet wordt geregeld, kan die leemte niet aanvullen. Bovendien het feit dat die grondwetsbepaling binnen een verschillende context moet worden gesitueerd, bepaalt zij niet dat de Franse Gemeenschapscommissie haar bevoegdheden uitoefent bij decreet.

Indien de voor artikel 59quinquies van de Grondwet voorgestelde tekst wordt gewijzigd om de bijzondere wetgever te machtigen tot het bepalen van de wijze van werking en de regels voor de werking van de organen van de Franse Gemeenschapscommissie wanneer zij met toepassing van het voormelde artikel 59quinquies door de Franse Gemeenschapsraad overgedragen bevoegdheden uitoefenen, dan nog moet de bijzondere wetgever de gezamenlijke werkingsvoorschriften vaststellen - en niet alleen bepaalde ervan, zoals in artikel 53 van het wetsvoorstel geschiedt - die van toepassing zijn op de organen van de Franse Gemeenschapscommissie bij het uitoefenen van de overgedragen bevoegdheden en moet hij de wijze nader bepalen waarop de organen van die commissie hun bevoegdheden zullen uitoefenen.

2. Uit de tekst van artikel 59quater (inzonderheid uit paragraaf 4, tweede lid), waarvan de invoeging in de Grondwet wordt voorgesteld, volgt ongetwijfeld dat de

.../...

constitutieve autonomie waarin dat artikel voorziet niet aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verleend.

3. De indieners van het voorstel moeten ervoor zorgen dat artikel 72 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 wordt aangepast aan de wijzigingen die zij voorstellen met betrekking tot de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Zo zou bijvoorbeeld het voorgestelde artikel 37bis moeten worden verwijderd uit de lijst van de artikelen waarnaar wordt verwezen in artikel 72, eerste lid, en in artikel 72, vierde lid, zou de verwijzing naar het nieuwe artikel 35, § 3, moeten worden aangepast, zodanig dat de nieuwe paragraaf 3 buiten de verwijzing valt.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 44.

1. Als het voorstel aangaande artikel 59quater van de Grondwet wordt aangenomen, zou artikel 11 van de wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen moeten worden opgeheven omdat het een overlapping zou vormen met de voorgestelde grondwetsbepaling.

2. De volgende opmerkingen worden in bijkomende orde gemaakt.

.../...

a) In de Franse tekst dienen de woorden "coïncident avec les élections générales" vervangen te worden door de woorden "auront lieu le même jour que les élections générales".

b) Wat de tweede verkiezingen voor de Raad betreft, zou moeten worden voorzien in bijzondere regels om de gelijktijdige verkiezing te organiseren van de Raad en de Kamer van volksvertegenwoordigers (30).

c) Wat de derde verkiezingen betreft, moet het jaar gedurende hetwelk zij plaatshebben niet worden vermeld aangezien die verkiezingen, volgens de overgangsbepaling waarin wordt voorzien voor artikel 59quater, waarvan wordt voorgesteld het in de Grondwet in te voegen, "plaats(vinden) op dezelfde dag als de tweede verkiezingen van het Europese Parlement, volgend op de inwerkingtreding van artikel 59quater, §§ 1, 4 en 6", zonder dat een bepaald jaar wordt opgegeven. Thans kan men het overigens niet als vaststaand beschouwen dat die verkiezingen in 1999 zullen worden gehouden.

d) In het voorgestelde lid schrijve men "verkiezingen voor de Kamer" in plaats van "verkiezingen van de Kamer".

(30) Zie de opmerking die door de afdeling wetgeving is gemaakt over de gelijktijdige verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en het Europese Parlement (Gedr. St., Senaat, 1988-1989, nr. 514/1, p. 64), waarop is ingegaan door de wetgever in titel III van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen.

Artikel 45.

1. Het zou beter zijn te schrijven : "Artikel 25, § 2, van de bijzondere wet is van toepassing op het mandaat van lid van de Raad".

2. Zoals vermeld in de toelichting bij het voorstel impliceert de voorgestelde tekst de opheffing van artikel 12, § 3, van de bijzondere wet van 12 januari 1989. Er dient evenwel op te worden gewezen dat in 7° van die bepaling een onverenigbaarheid wordt ingevoerd waarin niet wordt voorzien door het voorgestelde artikel 25, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, namelijk die van het mandaat van lid van de raad met de hoedanigheid van lid van het personeel dat onder het gezag staat van het college van een gemeenschapscommissie of van het verenigd college. Indien het gaat om een onachtzaamheid zal de tekst moeten worden herzien.

3. De aandacht dient erop te worden gevestigd dat uit de voorgestelde wijziging blijkt dat, ofschoon thans het mandaat van lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en een door verkiezing verkregen gemeentelijk mandaat alsmede een door verkiezing verkregen nationaal mandaat niet mogen worden gecumuleerd, het van nu af aan mogelijk zal zijn het mandaat van lid van de Gewestraad te cumuleren met een door verkiezing verkregen gemeentelijk mandaat en een mandaat van "gemeenschapssenator", waarvan geen sprake is in het

.../...

voorgestelde artikel 25, § 2, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 8 van het voorstel).

4. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de bepaling in het voorgestelde artikel 59, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 33 van het voorstel) niet van toepassing wordt verklaard op de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Artikel 46.

Voor de duidelijkheid zou het beter zijn artikel 25, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 te vervangen door een bepaling die de tekst weergeeft van het voorgestelde artikel 31undecies, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Artikel 48.

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 33.

Artikel 49.

1. Wat de paragrafen 1 en 2 betreft wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 33.

.../...

2. In paragraaf 3 verklaren de indieners van het voorstel artikel 25, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van toepassing op de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Uit die bepaling van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijkt niet dat het mandaat van lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering onverenigbaar zou zijn met de hoedanigheid van lid van het personeel dat onder het gezag staat van het college van een gemeenschapscommissie of van het verenigd college. Indien het gaat om een onachtzaamheid zal de tekst moeten worden herzien.

Voorgesteld wordt paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"Artikel 35, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 3. De artikelen 25, § 2, 60, § 3, derde en vierde lid, en § 4, derde lid, en 62 van de bijzondere wet zijn van toepassing op de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Bovendien ... (voorts zoals in het voorstel onder voorbehoud van het antwoord dat zal worden gegeven op de voorgaande opmerking)".

3. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het voorgestelde artikel 59, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 33 van het voorstel) niet toepas-

.../...

selijk wordt verklaard op de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Artikel 50.

1. Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 33.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de Brusselse Hoofdstedelijke Regering niet tevens het statuut mag bepalen van haar leden die lid zijn van de Gewestraad, naar het voorbeeld van de Vlaamse en Waalse Gewestregeringen, zoals wordt bepaald in het voorgestelde artikel 68, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 36 van het voorstel).

3. In het voorgestelde lid schrijve men in de tweede volzin : "het statuut van haar leden ... zonder dat hun vergoeding die van de leden van de Regering welke lid zijn van de Raad overschrijdt".

Artikel 51.

1. Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 33 wat de paragrafen 1 tot 3 betreft.

.../...

2. Naar aanleiding van de wijziging die de indieners van het voorstel beogen aan te brengen in artikel 41, § 3, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, zou het gebrek aan overeenstemming dat bestaat tussen de Nederlandse en de Franse versie van de thans geldende tekst moeten worden verbeterd. De Franse versie van de tweede volzin van het tweede lid van paragraaf 3 bepaalt immers : "Ils sont adjoints, ..., aux membres de l'Exécutif ayant choisi les groupes de matières visés à l'article 53, alinéa 2, de la présente loi", terwijl de Nederlandse versie van die tekst als volgt is gesteld : "Zij worden toegevoegd, ..., aan de leden van de Executieve, bedoeld in artikel 53, tweede lid, van deze wet".

3. Wat paragraaf 6 betreft zij verwezen naar de opmerkingen die onder de artikelen 33 en 50 worden gemaakt.

Artikel 52.

Zoals wordt vermeld in de toelichting, heeft de voorgestelde tekst onder meer tot gevolg dat de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voortaan deel uitmaakt van het college van de gemeenschapscommissie die overeenstemt met de taalgroep waartoe hij behoort, terwijl dat op dit ogenblik niet het geval is. Uit kracht van artikel 60, vierde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989, impliceert de voorgestelde tekst tevens dat de voorzitter van de Regering voortaan lid zal zijn van het

.../...

verenigd college van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Het ligt evenwel niet in de bedoeling van de indieners van het voorstel artikel 77 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 te wijzigen, krachtens hetwelk de voorzitter van de Regering slechts over een raadgevende stem beschikt in het verenigd college dat hij voorzit.

Daaruit blijkt dat de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het verenigd college slechts over een raadgevende stem zal beschikken, terwijl hij stemgerechtigd zal zijn in het college van de gemeenschapscommissie van de taalgroep waartoe hij behoort.

Artikel 53.

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 1 over hoofdstuk II.

2. Het is dienstig in herinnering te brengen dat indien de bijzondere wetgever door de Grondwet gemachtigd zou zijn om de regelen voor de werkwijze van de Franse Gemeenschapscommissie vast te stellen wanneer deze decreterende bevoegdheid uitoefent met toepassing van het voorgestelde artikel 59quinquies van de Grondwet, hij zich niet zou kunnen bepalen tot de regelen van het voorgestelde artikel 74bis, dat tegelijkertijd sommige wijzen van uitoefening van decreterende bevoegdheid en van de procedu-

.../...

res voor politieke controle op het college vaststelt. Hij zou moeten aanknopen bij de gezamenlijke regelen omtrent de werkwijze die voor de Gemeenschaps- en de Gewestraden aangenomen zijn bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

3. De indieners van het voorstel bepalen en organiseren, wat de organen van de Franse Gemeenschapscommissie betreft, de procedure voor de motie van wantrouwen die voor de organen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest reeds ingesteld is bij artikel 36, tweede lid en volgende, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

Ze bepalen inzonderheid dat de aanneming van een motie van wantrouwen niet alleen het ontslag van het college of van het betwiste lid of de betwiste leden tot gevolg heeft, maar ook het ontslag van de leden van het college in hun hoedanigheid van leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Ze bepalen bovendien dat de aanneming van die motie niet alleen de aanstelling van het nieuwe college of van het nieuwe lid of de nieuwe leden tot gevolg heeft, maar ook de aanstelling van het nieuwe lid of de nieuwe leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat (die) tot de Franse taalgroep behoort (behoren).

Er dient eerst opgemerkt te worden dat de indieners van het voorstel er geen rekening mee hebben gehouden dat niet alle leden van het college de hoedanigheid van lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering hebben : de Gewestelijke Staatssecretarissen zijn namelijk leden van het

.../...

college (31), maar maken geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (32).

Meer ten gronde moet worden vastgesteld dat het voorgestelde systeem afbreuk doet aan het beginsel volgens hetwelk de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gewestelijke Staatssecretarissen verantwoordelijk zijn aan de Raad (33). Indien de voorzitter van de Regering de hoedanigheid van lid van het college van de Franse Gemeenschapscommissie heeft, doet het voorgestelde systeem meer speciaal ook afbreuk aan de regel die bepaalt dat de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het

(31) Zie de wijziging aangebracht door het voorstel in artikel 60, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

(32) Artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

(33) Zie in de bijzondere wet van 12 januari 1989, artikel 36, eerste lid, dat verwijst naar artikel 70 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, alsook artikel 41, § 4. Er is weliswaar reeds bepaald dat wanneer een motie van wantrouwen gericht is tegen een lid van de Executieve, met uitzondering van de voorzitter, ze aangenomen wordt bij meerderheid van stemmen van de leden van de taalgroep waartoe het lid van de Executieve behoort (artikel 36, zesde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989). Een auteur heeft terecht met klem gewezen op de tegenspraak tussen die regel en het algemene beginsel van de verantwoordelijkheid aan de Raad (F. JONGEN, in R. Andersen et al., La Région de Bruxelles-Capitale, Bruylant, 1989, nr. 197).

vertrouwen van de meerderheid van de leden van de Raad moet genieten (34).

De teksten dienen in het licht van deze opmerkingen herzien te worden.

In het voorgestelde artikel 74bis schrijve men "een of meer leden" in plaats van "een lid of voor meer leden".

Artikel 54.

Het zou beter zijn het begin van het voorgestelde artikel 79bis, eerste lid, als volgt te redigeren :

"De personeelsleden van de provincie Brabant die aangesteld zijn in het onderwijs dat op 1 september 1992 op het grondgebied bedoeld in artikel 2, § 1, door de provincie werd georganiseerd, gaan over naar ...".

Bovendien roept de voorgestelde tekst de volgende vragen op, waarop de toelichting bij het voorstel geen antwoord geeft :

- 1° wat zal de situatie zijn van het onderwijs dat na 1 september 1992 door de provincie Brabant georganiseerd zou worden ?

(34) De artikelen 35, § 2, en 36, vijfde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

- 2° de regel dat de personeelsleden overgaan "naar de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie, naar gelang het geval" maakt het niet mogelijk om met de vereiste nauwkeurigheid de criteria voor de verdeling tussen de twee commissies vast te stellen;

3° op basis van de tekst van het tweede lid kan niet nauwkeurig worden uitgemaakt wie de gesprekspartners van de representatieve vakorganisaties van het personeel zijn in het kader van het voorgeschreven overleg.

In de tekst van het voorstel dienen de nodige preciseringen aangebracht te worden.

Artikel 55.

In het voorgestelde artikel 80bis schrijve men "organisatie" in plaats van "inrichting".

Artikel 57.

1. In het licht van de tekst voorgesteld voor artikel 59quinquies, § 2, van de Grondwet, schrijve men in paragraaf 1, eerste lid, van het voorgestelde artikel 83ter, "schrijft de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op zijn begroting een speciale dotatie in ...", in plaats van "wordt in de begroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest jaarlijks een speciale dotatie ingeschreven ...".

Dezelfde opmerking geldt voor het voorgestelde artikel 83ter, §§ 2 en 3, en het voorgestelde artikel 83quater (de artikelen 57 en 58 van het voorstel).

.../...

2. In paragraaf 1, eerste lid, moeten de woorden "voor het onderwijs dat hen overeenkomstig artikel 79bis, § 1, werd overgedragen" vervangen worden door de woorden "voor het onderwijs bedoeld in artikel 79bis, eerste lid".

Wat paragraaf 1, derde lid, betreft :

- a) in de eerste en de tweede volzin is het beter in plaats van te schrijven dat de aangegeven percentages van de dotatie naar de commissies "gaan", te bepalen dat zij tussen de commissies worden verdeeld;
- b) de derde volzin volstaat niet om direct en precies de criteria voor de verdeling van de dotatie tussen de beide commissies vast te stellen vanaf het begrotingsjaar 1999.

Bovendien is er een discrepantie tussen paragraaf 1, derde lid, van het voorgestelde artikel 83ter en de commentaar die hierover wordt gegeven in de toelichting, volgens welke commentaar de cijfers in artikel 83ter, derde lid, technisch geverifieerd dienen te worden en zo nodig geamendeerd kunnen worden.

Bij deze commentaar rijst de volgende vraag :

In artikel 83ter, § 1, derde lid, staan geen cijfers, maar percentages; in het tweede lid van dezelfde paragraaf staat slechts één cijfer.

.../...

Is de bepaling die volgens de commentaar eventueel geamendeerd kan worden na technische verificatie die van het tweede lid of die van het derde lid ?

3. In paragraaf 2, eerste lid, tweede volzin, dienen de woorden "Deze dotatie bestaat uit het basisbedrag dat gelijk is" vervangen te worden door de woorden "Het basisbedrag van deze dotatie is gelijk". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3, tweede volzin.

De stellers van het voorstel dienen bovendien te preciseren wat ze juist bedoelen wanneer ze verwijzen naar "provinciale taken ... die behoren tot de bevoegdheid van één van beide Gemeenschapscommissies, de Vlaamse Gemeenschap of de Franse Gemeenschap".

4. De berekeningsmethode om de ontwikkeling van de basisbedragen te bepalen is niet duidelijk.

Er dient een eenvoudiger methode uitgewerkt te worden of, bij gebreke hiervan, nadere uitleg verstrekt te worden in de toelichting bij het voorstel.

5. Ten slotte dient in paragraaf 4 het woord "evolutie" vervangen te worden door het woord "ontwikkeling".

Deze opmerking geldt ook voor de overige bepalingen waar het woord "evolutie" wordt gebruikt.

.../...

Artikel 58.

Er dient te worden opgemerkt dat :

- a) wat paragraaf 1 betreft, het nutteloos is twee keer te bepalen dat de Raad de aangegeven bedragen mag verhogen op voorstel van zijn Regering, zodat in het eerste lid van de Franse tekst de woorden "que le Conseil peut augmenter sur la proposition de son Gouvernement" dienen te vervallen;
- b) wat paragraaf 2 betreft, het vanaf de tweede reeks woorden "voor zover", eenvoudiger zou zijn om in een afzonderlijke volzin - zoals in de toelichting - te schrijven dat, wanneer een commissie gebruik maakt van haar trekkingsrecht, de andere commissie een bedrag ontvangt, berekend volgens de verdeelsleutel van 80 pct. voor de Franse Gemeenschapscommissie en 20 pct. voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Bovendien schrijve men in paragraaf 2 "één ervan" in plaats van "één van hen".

Artikel 59.

1. In de paragrafen 1 en 3 van het voorgestelde artikel 83quinquies worden met toepassing van de bepaling voorgesteld voor artikel 1, vierde lid, van de Grondwet, de organen aangewezen die, wat het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft, belast zijn met het

.../...

vervullen van de bestuurstaken van algemeen belang die in de provincies al naar gelang het geval door de provincieraad of de bestendige deputatie worden vervuld.

Er dient opgemerkt te worden dat de aldus gestelde tekst niet volstaat om de volledige tenuitvoerlegging van de bepaling voorgesteld voor artikel 1, vierde lid, van de Grondwet te waarborgen. Het is de taak van de wetgever de nadere regels vast te stellen voor de uitoefening van de bedoelde bevoegdheden, alsook de regelen voor de werkwijze van de aangewezen organen, wanneer deze die bevoegdheden uitoefenen.

De stellers van het voorstel dienen het voorstel dienovereenkomstig aan te passen.

2. In paragraaf 1 dienen de woorden "die geen aangelegenheden zijn die behoren tot de bevoegdheid van", vervangen te worden door de woorden "die niet onder de bevoegdheid vallen van".

3. Het voorgestelde artikel 83quinquies, § 2, stelt noch de voorwaarden voor aanstelling vast, noch de rechtspositie van de leden van het college dat het opricht. Het biedt ook geen waarborg voor de onafhankelijkheid van die leden, terwijl het genoemde college een nieuwe rechterlijke instantie vormt. Het bevat evenmin regelen betreffende de organisatie en de werkwijze van het college.

.../...

De tekst moet op deze punten worden aangevuld.

Bovendien is het beter, veeleer dan artikel 104bis van de provinciewet toepasselijk te verklaren, te bepalen dat bij de procedure voor het college dezelfde regels nageleefd moeten worden als die welke van toepassing zijn wanneer in de provincies de bestendige deputatie een rechterlijke taak vervult.

De afhandeling van de zaken die bij de bestendige deputatie aanhangig zijn wanneer de wet in werking treedt, moet door een overgangsbepaling worden geregeld.

4. Met het oog op de samenhang moet de tekst van paragraaf 3 op dezelfde wijze als de tekst van paragraaf 1 geredigeerd worden.

Wat het eerste lid van paragraaf 3 betreft, moet opgemerkt worden dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie niet "de taalgroepen", maar de verenigde vergadering als orgaan heeft.

5. Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen worden omtrent het voorgestelde artikel 83quinquies nog de volgende opmerkingen gemaakt.

Er behoort namelijk te worden geschreven in paragraaf 2, eerste lid, "aangesteld" in plaats van "aangeduid" en in paragraaf 3, "deze laatste" in plaats van "deze laatsten".

.../...

Hoofdstuk III. - Wijzigingen van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Rekening houdend met het technische karakter van de bepalingen in dit hoofdstuk, zou het dienstig zijn de toelichting aan te vullen met andere cijfertabellen om de financiële weerslag van elk van de voorgestelde maatregelen te meten.

De artikelen 63, 64, 65 en 67, § 4.

1. Artikel 63 van het voorstel van bijzondere wet beoogt de lijst van de gewestelijke belastingen opgesomd in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten aan te vullen met een 8^o, luidende :

"de taksen op milieubelastende produkten, genaamd milieutaksen" (35).

De heffingsgrondslag alsook de aanslagvoet en de vrijstellingen van de milieubelastingen zullen door de met

(³ ⁵)
Het zou correcter zijn te schrijven : "de belastingen op milieubelastende produkten, genaamd milieubelastingen". Het woord "taksen" zou in het gehele wetsvoorstel vervangen moeten worden door het woord "belastingen".

een gewone meerderheid beslissende nationale wetgever worden vastgesteld. Latere wijzigingen van één van deze elementen zullen slechts met de instemming van de Gewestexecutieven kunnen worden doorgevoerd (artikel 64 van het voorstel).

De volledige netto-opbrengst van de milieubelastingen wordt aan de Gewesten toegewezen, met dien verstande dat het gedeelte van de milieubelastingen op niet-hernieuwbare energie dat aan de Gewesten wordt toegewezen, bij een koninklijk besluit wordt vastgesteld na overleg met de Gewestexecutieven (artikel 67, § 4, van het voorstel).

De opbrengst van de milieubelastingen zal onder de Gewesten worden verdeeld op grond van het aantal inwoners per Gewest. De Staat zal, voor rekening van het Gewest en in overleg hiermee, zorgen voor de dienst van de betrokken belastingen en de Minister van Financiën en de Gewestexecutieven zullen een overeenkomst sluiten om de inningskosten te bepalen (artikel 65 van het voorstel).

2. In artikel 63 van het voorstel wordt het begrip "milieutaksen" op een algemene wijze omschreven. Uit die begripsomschrijving valt enkel af te leiden dat nieuwsoortige belastingen kunnen worden ingesteld "op milieubelastende produkten".

Een dergelijke, weinig concrete omschrijving draagt slechts in beperkte mate bij tot de aflijning van het belastingsobject. Uit de toelichting bij het voorstel valt

.../...

af te leiden dat de bedoelde formulering bewust algemeen is gehouden om aan de milieubelastingen een ruim toepassingsgebied te kunnen geven. Zo zullen de milieubelastingen betrekking kunnen hebben "op de grondstoffen (voorbeeld : de zware metalen) en de niet-hernieuwbare energie, de intermediaire produkten (voorbeeld : papierdeeg) en de afgewerkte produkten (voorbeeld : verloren verpakking)" (toelichting, p. 8).

De aldus voorgestelde regeling komt erop neer dat het aan de wetgever wordt overgelaten om bij gewone wet te bepalen welke belastingen voor welke materie zullen worden ingesteld en derhalve het toepassingsgebied en de concrete inhoud van de milieubelastingen te regelen.

In tegenstelling tot wat in de toelichting (p. 8) wordt gesteld komt het voorstel er derhalve niet op neer een nieuwe soort belasting "in te voeren", maar beperkt het zich veeleer tot het geven van een algemene omschrijving van een belastingdomein. Er wordt met andere woorden alleen een weinig concreet omschreven materie aangewezen ten aanzien waarvan de gewone wetgever nog concrete maatregelen moet nemen.

Hierdoor onderscheiden de milieubelastingen zich op essentiële wijze van de overige, in artikel 3 van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 opgesomde gewestelijke belastingen, welke reeds bestaande belastingen zijn waarvan het belastingsobject duidelijk is vastgesteld

.../...

en enkel nog bij een bijzondere-meerderheidswet kan worden gewijzigd (36).

3. De vraag rijst of de aldus voorgestelde regeling met artikel 115, derde lid, van de Grondwet bestaanbaar is.

Artikel 115, derde lid, van de Grondwet bepaalt, wat de financiering van de Gewesten betreft, wat volgt :

"Een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid stelt het financieringsstelsel vast voor de Gewesten bedoeld in artikel 107quater. De organen van deze Gewesten bepalen, ieder wat hem betreft, de bestemming van hun ontvangsten bij de in artikel 26bis bedoelde regelen".

Met die bepaling is kennelijk gestreefd naar een bijzondere garantie op het stuk van de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Zulks wordt bevestigd door de volgende verklaring van de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen tijdens de parlementaire voorbereiding van de herziening van artikel 59bis van de Grondwet :

"De keuze om de financiering in een wet met bijzondere meerderheid te regelen ligt om drie redenen voor de hand :

- De basisregels die de betrekkingen tussen de Gemeenschappen en Gewesten bepalen, mogen immers niet door

(3 6)
Zie de verklaring van de Minister van Financiën voor de bevoegde Kamercommissie (Gedr. St., Kamer, 1988-1989, nr. 635/18, p. 271).

een toevallige gewone meerderheid worden gewijzigd. Over eventuele wijzigingen moet een vrij ruime consensus tussen de Gemeenschappen en de Gewesten bestaan, die in een tweederde meerderheid tot uiting komt.

In een federale structuur moet zulks deel uitmaken van de "Bundestreue", die wil dat dergelijke wijzigingen slechts mogelijk zijn in geval van een ruime consensus tussen de Gemeenschappen.

- Die regeling komt progressief tot stand. Men moet voorkomen dat ze bij elke fase van die opbouw gemakkelijk op de helling wordt gezet.
- Voor de geloofwaardigheid van de Gemeenschappen en de Gewesten is bovendien een stabiele financieringsregeling van belang. Men moet voorkomen dat mogelijkheden worden geboden om de financiële grondslag van de Gemeenschappen en Gewesten in gevaar te brengen, wat reeds gebeurd is toen de financieringsregeling van de gewone wet van 9 augustus 1980 werd uitgewerkt" (37).

Wat meer bepaald de in titel III van de bijzondere wet van 16 januari 1989 beoogde gewestelijke belastingen betreft - die in hun oorsprong nationale belastingen zijn - is er naar gestreefd de Gewesten te garanderen dat de nationale overheid in de toekomst niet meer kan optreden op die domeinen waarvoor de Gewesten op grond van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 bevoegd zijn. Bij gebreke van een dergelijke, in de bijzondere wet opgenomen waarborg, zou het immers aan de nationale overheid toekomen om (bij een bijzondere wet en op grond van artikel 110, § 2,

(³ Gedr. St., Kamer, B.Z. 1988, nr. 10/59b - 456/4, p. 22. ⁷)

tweede lid, van de Grondwet) de "uitzonderingen te bepalen waarvan de noodzakelijkheid blijkt" (38).

Nog steeds met dezelfde bedoeling heeft de bijzondere wetgever het belastingsobject van de in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 opgesomde belastingen en heffingen als het ware bevroren, zowel ten aanzien van de met een gewone meerderheid beslissende nationale wetgever, als ten aanzien van de Gewestraden. De gewone wetgever heeft dus niet de bevoegdheid om, door een wijziging van het belastingsobject, de aard van de evengenoemde belastingen en heffingen te wijzigen, aangezien dit zou neerkomen op het wijzigen, met een gewone meerderheid, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (39).

Dit blijkt trouwens ook uit het financieringsmechanisme zoals dit in titel IV van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de "toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen" wordt geregeld en waarin zowel de basisbedragen (40), als het mechanisme tot vaststelling van

(³ ⁸
Gedr. St., Kamer, 1988-1989, nr. 635/1, pp. 7 en 8.)

(³ ⁹
Gedr. St., Kamer, 1988-1989, nr. 635/1, p. 60.)

(⁴ ⁰
Met uitzondering van het kijk- en luistergeld. Hiervoor geldt het in artikel 10, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 vervat liggende beginsel, volgens hetwelk het percentage van de opbrengst ten minste gelijk moet zijn aan het percentage dat in het voorgaande jaar werd toegewezen.)

de in een bepaald begrotingsjaar aan de Gewesten toekomende middelen, berekend op grond van deze basisbedragen, zijn vastgesteld.

In zoverre het voor advies voorgelegde voorstel van bijzondere wet het aan de gewone wetgever overlaat om het begrip "milieutaksen" inhoudelijk in te vullen, met inbegrip van het bepalen van het belastingsobject, draagt het aan de gewone wetgever de bevoegdheid over welke artikel 115, derde lid, van de Grondwet alleen aan de bijzondere wetgever heeft willen verlenen.

Een dergelijke subdelegatie is noch naar de letter, noch naar de geest bestaanbaar met de voornoemde grondwetsbepaling.

4. Uit de vorenstaande opmerkingen blijkt dat de artikelen 63, 64, 65 en 67, § 4, van het voorstel onbestaanbaar zijn met het bepaalde in artikel 115, derde lid, van de Grondwet, zodat zij in de voorgestelde lezing niet kunnen worden aangenomen zonder dat de Grondwet wordt geschonden, zoals de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds had vastgesteld in haar advies van 16 september 1992 (41).

De afdeling wetgeving ziet er derhalve van af de teksten nader te onderzoeken.

(⁴ Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-1992, ¹ nr. 604/2.)

.../...

GA.

- 176 -

L. 21.990/VR.

.../...

Artikelen 66 en 68.

1. Naar luid van artikel 66 van het voorstel van wet :

"zijn de Gewesten gemachtigd om op de in § 1 bedoelde belasting (het kijk- en luistergeld, dat een gemeenschapsbelasting is) opcentiemen te heffen".

Die aan de Gewesten toegekende bevoegdheid is vergelijkbaar met die welke wordt voorgeschreven bij de huidige tekst van artikel 4, § 5, van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wat één van de gewestelijke belastingen betreft, en bij artikel 6, § 2, eerste lid, 3°, van voornoemde wet, wat de aldaar bedoelde samengevoegde belasting betreft.

De aanvullende gewestelijke belasting die wordt toegestaan bij het thans onderzochte voorstel kan echter niet worden ondergebracht bij de "gewestelijke belastingen", noch bij de "toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen", in de zin van de bijzondere financieringswet. Die nieuwe categorie gewestelijke opcentiemen kan evenmin worden ondergebracht bij de "gemeenschapsbelasting" als zodanig, geregeld bij de nieuwe titel IIIbis van de bijzondere wet.

De draagwijdte van het voorgestelde artikel 5bis, § 3 en § 5, tweede lid, zou duidelijker zijn indien die bepalingen niet in die titel van de bijzondere wet worden opgenomen, doch in een onderscheiden titel.

.../...

2. In de toelichting bij artikel 68 van het voorstel van wet staat te lezen :

"Hoewel de eerste zinsnede van artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten handelt over het toestaan van kortingen, mag dit niet zo worden begrepen dat de Gewesten op het kijk- en luistergeld kortingen zouden kunnen toestaan" (p. 54).

Wil die beperking bij het lezen van de wettekst onmiddellijk blijken, zou het beter zijn artikel 11 volledig te vervangen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 11. De Gemeenschappen en de Gewesten kunnen geen opcentiemen heffen op de in deze wet bedoelde belastingen, behalve op die welke bedoeld zijn in de artikelen 3, eerste lid, 6°, 5bis, § 1, en 6, § 2.

Zij kunnen geen kortingen toestaan op de in deze wet bedoelde belastingen, behalve op die welke bedoeld zijn in de artikelen 3, eerste lid, 6°, en 6, § 2.

Onder voorbehoud van de bij deze wet bepaalde gevallen zijn de Gemeenschappen en de Gewesten niet gemachtigd belastingen te heffen op de materies waarop een bij deze wet bedoelde belasting wordt geheven".

3. Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen schrijve men in het voorgestelde artikel 5bis van artikel 66 :

.../...

- in paragraaf 3, tweede lid, "zorgt de Staat ... voor" in plaats van "staat de Staat ... in voor". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 5, eerste en tweede lid;
- in paragraaf 5, tweede lid, "het eerste lid" in plaats van "het 1^o lid".

Artikel 71.

In het voorgestelde artikel 27, § 3, 1^o, van de bijzondere wet moet "artikel 23bis, § 2" worden geschreven, in plaats van "artikel 23ter, § 2".

Artikel 72.

In het voorgestelde artikel 32bis, § 2, eerste lid, moet het woord "evenals" worden vervangen door het woord "alsmede". Deze opmerking geldt eveneens voor de voorgestelde artikelen 33, § 2, 45bis, § 3, 45ter, § 1, en 47, § 2.

In het derde lid van paragraaf 2 moeten de woorden "in functie van" vervangen worden door de woorden "naar gelang van". Deze opmerking geldt eveneens voor de voorgestelde artikelen 33, § 2, 45bis, § 3, 45ter, § 1, en 47, § 2.

.../...

Artikel 73.

Gelet op de toelichting lijkt in het voorgestelde artikel 33, § 2bis, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 "0,25 pct. bedraagt van het voor het begrotingsjaar 2004 op basis van § 2 bepaalde bedrag" geschreven te moeten worden in plaats van "0,25 % bedraagt ... op basis van § 1 bepaalde bedrag".

Artikel 75.

In het voorgestelde artikel 45bis, § 2, 1°, vervange men het woord "bekomen" door het woord "verkregen".

Artikel 78.

Gelet op de toelichting lijkt in het voorgestelde artikel 47, § 2bis, derde lid, "0,25 pct. bedraagt van het voor het begrotingsjaar 2004 op basis van § 2 bepaalde bedrag" geschreven te moeten worden in plaats van "0,25 % bedraagt ... op basis van § 1 bepaalde bedrag".

Artikel 80.

In verband met het voorgestelde artikel 68bis staat in de toelichting te lezen :

.../...

"Deze bepaling is eveneens van toepassing op de eindejaarstoelagen die de Franse Gemeenschap - "Ministère de la Communauté française département enseignement" -, in plaats van de door haar uitgekeerde maaltijdcheques, in uitvoering van een vonnis of een arrest, rechtstreeks zou dienen te betalen aan de personeelsleden voor de jaren 1991 en 1992" (42).

Teneinde overeenstemming tot stand te brengen tussen de tekst van artikel 68bis, eerste lid, en de vorenstaande tekst moet aan het eind van dat lid "hebben of zullen hebben" worden geschreven.

Voorts behoort in de toelichting de draagwijdte van het woord "rechtstreeks", dat in datzelfde eerste lid voorkomt, te worden uiteengezet.

Hoofdstuk IV. - Wijziging van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Artikel 82.

In het voorgestelde artikel 7, § 5bis, moeten de stellers van het voorstel bepalen vanaf welk tijdstip de erin voorgeschreven termijn van acht dagen begint te lopen.

(⁴ De Franse tekst voegt daaraan toe : "en lieu et place des chèques-repas délivrés".²)

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor het voorgestelde artikel 65bis, § 2 (artikel 84 van het voorstel).

In de voorgestelde paragraaf 5bis moet het woord "onrechtstreeks" vervangen worden door het woord "indirect".

Artikel 83.

1. In het voorgestelde artikel 61, § 7, eerste lid, moet worden geschreven : "Bovendien kunnen de particulieren woonachtig in één van de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8, voor zover ..., een klacht indienen ...".

2. In het tweede lid van paragraaf 7 moeten de woorden "in afwijking van § 6" vervallen.

Teneinde iedere dubbelzinnigheid te voorkomen omtrent de klacht waarover de Commissie een advies verstrekt, zou het beter zijn het tweede lid van paragraaf 7 als volgt te stellen :

"De Commissie brengt een advies uit binnen vijftien-veertig dagen na ontvangst van de klacht".

3. In het derde lid van de voorgestelde paragraaf 7 vervange men het woord "desgevallend" door de woorden "in voorkomend geval".

.../...

Het zou beter zijn het vierde en het vijfde lid als volgt te stellen :

"Het advies wordt samen met de eventuele aanmaning betekend aan de klagende partij, aan de overheid tegen welke de klacht is ingediend, in voorkomend geval aan de toezicht-houdende overheid en in ieder geval aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Indien de betrokken overheid binnen de door de Commissie gestelde termijn de aanmaning niet in acht heeft genomen, kan de Commissie in plaats van de in gebreke gebleven overheid alle maatregelen nemen die nodig zijn om de naleving van de bepalingen van deze gecoördineerde wetten of de desbetreffende koninklijke besluiten te verzekeren. Zij kan de kosten van de door haar genomen maatregelen verhalen op de betrokken overheid".

Artikel 84.

1. Het staat aan de stellers van het voorstel te oordelen of het voorgestelde artikel 65bis bestaanbaar is met artikel 65 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, en wel op het stuk van de respectieve bevoegdheden van de adjunct-gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant (voorgestelde artikel 65bis) en van de vice-gouverneur van de provincie Brabant (artikel 65 van de gecoördineerde wetten) ten aanzien van de randgemeenten.

.../...

2. Het schorsingsmechanisme bedoeld in paragraaf 3 wordt op dezelfde wijze geregeld als die welke wordt voorgeschreven bij artikel 264 van de nieuwe gemeentewet. Nochtans neemt het laatste lid van voornoemde paragraaf 3, met betrekking tot het verstrijken van de termijn van veertig dagen, niet alle gevallen over die worden bedoeld in artikel 265 van dezelfde wet.

Het staat aan de stellers van het voorstel om de voorgestelde tekst zo nodig aan te vullen.

3. In paragraaf 4, eerste lid, van artikel 65bis zou het beter zijn "een particulier" te schrijven in plaats van "een natuurlijke of rechtspersoon" teneinde overeenstemming tot stand te brengen met de in voornoemde gecoördineerde wetten gebruikte terminologie.

In dezelfde paragraaf, vierde lid, schrijve men : "... kan hij de klacht verzenden aan de Commissie die, met toepassing van artikel 61, §§ 4 en 7, een advies, in voorkomend geval vergezeld van een aanmaning, uitbrengt en in voorkomend geval ... (voorts zoals in het voorstel)".

Artikel 86.

Teneinde de leden van de Wetgevende Kamers in de gelegenheid te stellen de draagwijdte van de in paragraaf 2 bepaalde wijziging te beoordelen, behoort de toelichting bij het voorstel te worden aangevuld.

Les chambres réunies étaient composées de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren : J. NIMMEGEERS,

W. DEROOVER,
J. VERMEIRE,
Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

J. GIJSSELS,
F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,
A. ALEN,

Mesdames : R. DERROY,
Mevrouwen : F. LIEVENS,

De verenigde kamers waren samengesteld uit

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffiers,
griffiers.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de MM. P. TAPIE, premier président, J. NIMMEGEERS, président de chambre, et W. DEROOVER, conseiller d'Etat.

Les rapports ont été présentés par MM. J. REGNIER, J. BAERT, B. JADOT, B. SEUTIN, et M. J. JAUMOTTE, auditeurs. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par MM. G. VAN HAEGENDOREN, P. NIHOUL et P. ERNOTTE, référendaires adjoints.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de HH. P. TAPIE, eerste voorzitter, J. NIMMEGEERS, kamervoorzitter, en W. DEROOVER, staatsraad.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. J. REGNIER, J. BAERT, B. JADOT en B. SEUTIN, auditeurs en de H. J. JAUMOTTE, adjunct-auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de HH. G. VAN HAEGENDOREN, P. NIHOUL en P. ERNOTTE, adjunct-referendarissen.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DERROY.

J.-J. STRYCKMANS.